

Direction des Statistiques d'Entreprises

E 2008/05

**L'agriculture en 2007
Rapport sur les comptes**

Document de travail



Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

*Série des documents de travail
de la Direction des Statistiques d'Entreprises*

*Commission des comptes de l'agriculture de la Nation
Session du 1^{er} juillet 2008*

E 2008/05

L'agriculture en 2007

Rapport sur les comptes

*Le compte national de l'agriculture a été présenté
à la Commission des comptes de l'Agriculture de la Nation (CCAN), lors de la session du 1^{er} juillet 2008.
La rédaction du rapport a été assurée par Jean-Michel Annequin, Véronique Guihard, Claire Lesdos, Claire
Plateau et Jacqueline Robin, de l'Insee, Direction des Statistiques d'Entreprises (DSE), Division Agriculture.*

L'AGRICULTURE EN 2007

Résumé :

En 2007, en France comme dans l'Union européenne à vingt-sept, les résultats de la branche agriculture se redressent pour la deuxième année consécutive. La flambée des prix des céréales et oléagineux tire les revenus des céréaliers à la hausse. Mais elle induit aussi une augmentation du prix des aliments pour animaux qui grève le revenu des éleveurs.

En France, le résultat agricole net par actif augmente globalement de 11 % en termes réels en 2007, après 10 % en 2006 ; il était durablement orienté à la baisse de 1999 à 2005. Le revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié augmente de 17 % en termes réels en 2007, après 18 % en 2006.

La hausse du prix des céréales profite également aux exportations françaises et le solde des échanges extérieurs s'améliore pour les produits agroalimentaires.

Mots-clés : agriculture, revenus, comptes

AGRICULTURAL INCOME IN 2007

Abstract :

In 2007, in France as in EU-27, agricultural income has been recovering for the second year. The leap in cereals and oilseeds prices has improved crops farmers' income. But it has also made feeding stuff more expensive, so that it has restricted stockbreeder income.

In France, agricultural factor income per labour unit increased by 11 % in real terms in 2007, after 10 % in 2006 ; it has gone down for a long time, from 1999 to 2005. The entrepreneurial income per unpaid annual work unit increased by 17 % in real terms, after 18 % en 2006.

The increase in cereals prices has also been beneficial to french exports and the external trade surplus on food and drinks has improved.

Key words : agriculture, income, accounts

LE COMPTE NATIONAL

Vue d'ensemble.....	5
Le contexte européen	9
Tableau de bord	17
Le compte national de l'agriculture.....	23
La production	23
Les consommations intermédiaires	29
La valeur ajoutée	33
Le résultat agricole net	35
Le revenu net d'entreprise agricole	35
L'investissement agricole	38
Le commerce extérieur agroalimentaire de la France	41
 Annexes	
Les comptes 2005, 2006 et 2007, moyenne quinquennale .	47
<i>Compte 2005 définitif.....</i>	<i>49</i>
<i>Compte 2006 semi-définitif.....</i>	<i>54</i>
<i>Compte 2007 provisoire</i>	<i>59</i>
<i>Evolutions moyennes sur les cinq dernières années</i>	<i>64</i>
La production agricole en 2007 : fiches par produits	67
L'investissement agricole	75
Optique trésorerie, éléments du compte de capital.....	81
Les révisions des comptes	87
Les échanges extérieurs agro-alimentaires	89
Le compte de patrimoine de la branche agriculture de 1990 à 2006.....	97
Chronologie de l'année 2007.....	103

Les comptes de l'agriculture

Compte CCAN et compte européen

Le compte de l'agriculture présenté à la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation (CCAN) est établi selon les normes comptables européennes générales (Système européen des comptes ou SEC 95) et selon la méthodologie spécifique des comptes de l'agriculture harmonisée au niveau européen.

Les comptes nationaux ont adopté un rythme de rebasement quinquennal. A la base 95 a donc succédé la base 2000. Le compte spécifique de l'agriculture, en phase avec le cadre central, a été présenté en base 2000 à la CCAN en juin 2005 et le traitement des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim), réalisé sur les séries longues 1959 à 2005, a été présenté en juin 2006.

Le compte spécifique de l'agriculture s'écarte cependant du compte national sur les points suivants :

- les activités non agricoles non séparables des exploitations agricoles font partie du champ du compte spécifique mais pas du cadre central,
- les établissements produisant des semences certifiées, les jardins familiaux et le paysagisme ne font pas partie du compte spécifique, alors qu'ils sont couverts par le cadre central.

Par ailleurs, le compte spécifique de l'agriculture va au-delà du compte d'exploitation par branche des comptes nationaux. Il permet d'estimer les indicateurs de revenu spécifiques, tels que le résultat agricole net par unité de travail agricole ou le revenu net d'entreprise par unité de travail agricole non salarié, en termes réels.

*
* *

Ce rapport présente le compte définitif 2005, le compte semi-définitif 2006 et le compte provisoire 2007. Les séries longues 1959-2007 des comptes courants, ainsi que le compte de patrimoine 1990-2006, sont disponibles sur le site internet de l'Insee : www.insee.fr, dans la rubrique Comptes annuels \ comptes spécialisés \ agriculture.

A noter que les comparaisons internationales ne peuvent être menées que sur les comptes prévisionnels 2007 des États membres, arrêtés en janvier 2008 et publiés par l'Office statistique des communautés européennes (Eurostat) en février. Parfois incomplets, ces comptes sont susceptibles d'être fortement révisés. Ils sont disponibles sur le site internet d'Eurostat.

L'agriculture européenne et française en 2007

Vue d'ensemble

○ D'après les **comptes prévisionnels européens**, le résultat agricole net par actif augmente en 2007 : + 5,4 % sur le champ de l'UE-27, après + 3,3 % en 2006 ; ces évolutions sont exprimées en termes réels, c'est-à-dire déflatées par l'indice de prix du PIB de chaque pays. Ces deux hausses consécutives permettent presque de résorber la dégradation de 2005. En 2007, la valeur de la production agricole progresse (+ 4,3 % en termes réels), grâce à la flambée des prix des céréales. Le renchérissement des aliments pour animaux qui en découle vient peser sur les consommations intermédiaires des éleveurs. Globalement, le résultat agricole s'améliore (+ 3,1 %) et, compte tenu de la baisse continue de la main-d'œuvre agricole (-2,2 %), le résultat agricole net par actif en termes réels se redresse (+ 5,4 %).

○ En ce qui concerne **la France**, le **compte provisoire** donne une forte hausse du résultat agricole net par actif en termes réels pour la deuxième année consécutive : + 10,7 % en 2007, après + 10,3 % en 2006.

La valeur de la production agricole augmente fortement (+ 9,7 % hors subventions), sous l'effet de l'accélération des hausses de prix. Plus encore qu'en 2006, les prix des céréales, oléagineux et protéagineux (COP) s'envolent, dans le sillage des cours mondiaux. Le prix des vins se raffermi encore. Les prix du lait, des volailles et des œufs participent également à l'accélération. Au contraire, facteurs de disparité entre agriculteurs, les prix des gros bovins et des porcs fléchissent. Le prix de la betterave industrielle diminue à nouveau, conformément à la nouvelle organisation commune de marché (OCM sucre de 2006), puisque le prix communautaire fixé pour le quota sucre est réduit progressivement et que les betteraves hors quota sont dirigées vers des usages non alimentaires moins rémunérateurs. Sur le marché de la pomme de terre, toujours très réactif, les prix diminuent fortement.

La valeur des consommations intermédiaires augmente (+ 7,2 %). Les achats d'aliments pour animaux, qui constituent le premier poste de dépenses de l'agriculture, augmentent particulièrement (+ 20,1 %) ; les éleveurs pâtissent de la hausse du prix des COP et des poudres de lait qui entrent dans la composition des aliments.

Les dépenses d'engrais et de produits phytosanitaires progressent, les premières à cause des prix, les secondes à cause des volumes achetés. La facture énergétique se stabilise après les fortes hausses de 2005 et 2006 ; les mesures fiscales en faveur des agriculteurs, notamment la réduction de la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers), ont été prolongées sur 2007.

Les subventions sur les produits et les subventions d'exploitation s'élèvent globalement à 9,80 milliards d'euros en 2007. Le montant est voisin de celui de 2006 (9,99 milliards d'euros), pour cette seconde année d'application du nouveau dispositif d'aides à la branche agriculture.

La forte hausse de la production assure, malgré l'augmentation des charges, une sensible augmentation du résultat agricole net (+ 11,3 %). Comme l'emploi diminue (-1,9 %), le résultat agricole net par actif augmente plus fortement (+ 13,5 %). Compte tenu de la hausse du prix du PIB (+2,5 %), le **résultat agricole net par actif en termes réels augmente de 11 % en 2007**, après 10,3 % en 2006. Ces deux hausses consécutives redressent cet indicateur, durablement orienté à la baisse de 1999 à 2005.

La rémunération des salariés, le fermage et le remboursement des intérêts étant pris en compte, le revenu net d'entreprise de la branche agricole augmente fortement en valeur nominale (+ 17,0%). Comme l'emploi non salarié baisse de façon tendancielle (-2,8 %), le revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié augmente plus fortement (+ 20,4 %). Déflaté par l'indice de prix du PIB (+ 2,5 %), le **revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels augmente de 17 % en 2007**, après 17,8 % en 2006. Cet indicateur retrouve ainsi un niveau légèrement supérieur à celui de 1998.

En 2007, l'excédent du commerce extérieur agroalimentaire est de 9,3 milliards d'euros. Il progresse pour la deuxième année consécutive et retrouve ainsi un niveau proche de celui de l'année 2000, le plus élevé de la décennie. Cette amélioration repose sur l'augmentation du prix des céréales exportées, alors que les volumes de produits agricoles exportés diminuent. La progression des importations reste vive.

Définitions

Le compte spécifique de la branche agriculture, présenté à la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation (CCAN) est établi en conformité avec le SEC 95 et selon la méthodologie harmonisée au niveau européen.

- La production de la branche agriculture est valorisée au prix de base. **Le prix de base** est égal au prix de marché auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qu'il perçoit, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse.
- Les subventions à la branche agriculture sont scindées en **subventions sur les produits** et **subventions d'exploitation** :
 - les premières comprennent notamment les paiements à la surface pour les grandes cultures, la prime à la vache allaitante. Elles entrent dans le calcul de la production au prix de base.
 - les subventions d'exploitation comprennent le paiement unique, les aides agri-environnementales, les aides pour calamités agricoles. Elles figurent au compte d'exploitation.
- Les **consommations intermédiaires** de la branche agriculture correspondent aux biens et services qui entrent dans le processus de production. Elles comprennent les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim), qui représentent les services bancaires non facturés imputés à la branche agriculture. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent indirectement en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts qu'ils leur accordent.
- La **consommation de capital fixe** mesure la dépréciation annuelle liée à l'usure et à l'obsolescence du capital, lequel est évalué à son coût de remplacement, et non au coût historique utilisé en comptabilité privée. De plus, les durées de vie des actifs sont des durées de vie économiques et non fiscales. La consommation de capital fixe est évaluée pour l'ensemble des biens de capital fixe de la branche agricole (plantations, matériels et bâtiments) à l'exception des animaux qui, eux, sont déclassés en fin de vie.
- Plusieurs indicateurs sont définis à partir des soldes comptables :
 - le **résultat agricole net** correspond à la "valeur ajoutée nette au coût des facteurs" (valeur ajoutée nette + subventions d'exploitation - autres impôts sur la production dont impôts fonciers). Son évolution peut être rapportée à celle du nombre d'unités de travail annuel total (ou équivalents temps plein) : on obtient ainsi l'évolution du **résultat agricole net par actif**. Cet indicateur est aussi présenté en termes réels.
 - le **revenu net d'entreprise agricole** est égal à : résultat agricole net - salaires - cotisations sociales sur les salaires - intérêts versés - charges locatives nettes. Son évolution peut être rapportée à celle du nombre d'unités de travail annuel des non-salariés (ou équivalents temps plein) : on obtient l'évolution du **revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié**. Cet indicateur est aussi présenté en termes réels.
 - Les évolutions **en termes réels** correspondent aux évolutions corrigées de l'inflation, mesurée ici par l'indice de prix du produit intérieur brut. Une évolution positive des indicateurs de revenu signifie que les indicateurs de revenu augmentent plus rapidement que l'inflation générale ; une évolution négative indique une évolution moins rapide que l'inflation générale.

Comptes de la branche agriculture

Compte de production

Emplois	Ressources
Consommations intermédiaires (y c. SIFIM) Valeur ajoutée brute	Production au prix de base¹
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

Emplois	Ressources
Consommation de capital fixe Valeur ajoutée nette	Valeur ajoutée brute
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

Compte d'exploitation

Emplois	Ressources
Autres impôts sur la production - Impôts fonciers - Autres	Valeur ajoutée nette Subventions d'exploitation (y c. bonifications d'intérêts)
Résultat agricole net (1)	
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

Emplois	Ressources
Rémunération des salariés - Salaires bruts - Cotisations sociales à la charge des employeurs	Résultat agricole net
Excédent net d'exploitation / Revenu mixte net	
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

Compte de revenu d'entreprise

Emplois	Ressources
Intérêts (y c. bonifications) hors SIFIM Charges locatives nettes (hors impôts fonciers sur les terres en fermage)	Excédent net d'exploitation / Revenu mixte net
Revenu net d'entreprise agricole (2)	
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

<i>Evolution du nombre d'UTA² totales</i>	(3)
<i>Evolution du nombre d'UTA² non salariées</i>	(4)
<i>Evolution du prix du PIB</i>	(5)

Indicateurs de revenu (évolution en %)

Résultat agricole net par actif	(1)
Revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié	(1) / (3)
	(2)
	(2) / (4)

Indicateurs de revenu en termes réels³ (évolution en %)

Résultat agricole net par actif	(A)	(1) / (5)
Revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié	(C)	(1) / (3) / (5)
	(B)	(2) / (5)
	(B)	(2) / (4) / (5)

1. Le prix de base correspond au prix de marché auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qui lui sont attribuées, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse.

2. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

3. Déflaté par l'indice de prix du PIB.

NB. La méthodologie est commune aux comptes français et européens. Pour les besoins des comparaisons internationales, Eurostat ne définit que des indicateurs de revenu en termes réels : le résultat net agricole par actif (indicateur A), le revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié (indicateur B), le revenu net d'entreprise agricole (indicateur C).

La production agricole de l'UE augmente nettement en valeur

En 2007, la valeur nominale, hors subventions sur les produits, de la production agricole de l'Union européenne à vingt-sept augmente fortement (+ 8 %). Calculée en termes réels, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB des différents pays, elle progresse nettement (+ 5 %). Elle augmente en termes réels dans vingt pays sur vingt-sept. Parmi les plus grands pays producteurs, elle augmente en France (+ 6 %), en Allemagne (+ 10 %), en Espagne (+ 6 %) et au Royaume-Uni (+ 5 %); elle diminue en Italie (-0,3 %) et en Roumanie (-14 %).

L'année agricole 2007 est marquée par une hausse remarquable des cours de nombreux produits agricoles sur le marché européen et sur les marchés mondiaux, principalement pour les céréales, les oléagineux et certains produits laitiers. Le prix de la production végétale augmente fortement (+ 10 % en termes réels, hors subventions). Celui de la production animale est stable.

Le volume de la production végétale diminue (- 2 %), tandis que la production animale croît (+ 2 %).

○ **La production végétale** de l'UE-27 augmente en valeur (+ 9 % en termes réels, hors subventions). Mais l'évolution est diverse selon les produits. Ainsi, elle augmente très fortement pour les céréales (+ 42 %) et les oléagineux (+ 22 %). Elle croît légèrement pour le vin (+ 1 %) et les pommes de terre (+ 1 %). Elle diminue pour les légumes frais (-2 %) et les fruits (-2 %) et chute pour l'huile d'olive (-17 %) et les betteraves industrielles (-11 %).

La production de **céréales**, qui avait été exceptionnelle en 2004, est décevante comme les deux années précédentes (-3 % en volume). Les surfaces céréalières restent globalement stables, mais les conditions atmosphériques de l'été se révèlent à nouveau défavorables dans une grande partie de l'Europe. Des périodes de sécheresse et

de canicule en Europe centrale et orientale tout comme un été humide et frais dans l'Ouest et le Nord de l'Europe affectent les rendements dans la plupart des États membres, plus particulièrement pour le blé (-5 %) et le maïs (-11 %). La sécheresse est désastreuse pour les récoltes de la Roumanie (-52 %), de la Bulgarie (-40 %) et de la Hongrie (-34 %). Du fait de conditions climatiques diverses, la situation est cependant différente d'un pays à l'autre, particulièrement pour les principaux pays céréaliers. Ainsi, la baisse des récoltes de céréales est nette au Royaume-Uni (-8 %), dont une région connaît des inondations, en Allemagne (-7 %) et en France¹ (-4 %); en revanche, une forte croissance est enregistrée en Espagne (+ 23 %), et surtout en Pologne (+ 27 %), qui avait connu une grave sécheresse à l'été 2006. En Italie, la production est stable.

Dans l'UE, le prix des céréales, en forte progression en 2006, augmente très vivement en 2007 (+ 46 % en termes réels, hors subventions). Dans les cinq plus grands pays producteurs, la hausse du prix des céréales se situe dans un intervalle compris entre + 25 % (Italie) et + 52 % (Pologne). Les raisons de cette hausse sont d'une part la baisse de la production européenne et, d'autre part, la hausse historique des cours mondiaux. Déjà, la campagne agricole 2006/2007 s'était terminée avec un bilan mondial production/consommation/stocks très tendu pour le blé, du fait notamment de difficultés climatiques et de la hausse de la demande. A la fin du printemps 2007, la production s'annonçant décevante dans plusieurs grandes zones exportatrices (Union européenne, Canada et surtout Australie), le cours du blé commence à s'emballer à la bourse de Chicago. Du fait de phénomènes spéculatifs et des mesures de restriction à l'exportation prises par certains pays exportateurs, le cours du blé atteint ensuite un niveau record en décembre 2007. Pour le maïs et l'orge, le bilan mondial est également très tendu et les cours flambent, mais dans des proportions moindres que pour le blé.

1. La description du contexte international repose sur les données prévisionnelles européennes arrêtées en janvier 2008. Dans la suite du rapport, les données relatives à la France sont différentes, par suite des révisions arrêtées en mai 2008.

Le prix des **oléagineux** (+ 22 % en termes réels) est tiré à la hausse par la demande mondiale en huiles et l'envol des cours boursiers. En outre, la production mondiale de tournesol diminue. Dans l'UE, la récolte d'oléagineux est globalement stable, mais avec des évolutions contrastées selon les produits. Dans l'UE, la récolte de tournesol recule fortement (-28 %) du fait de la sécheresse qui frappe l'Est de l'Europe (Roumanie, Bulgarie, Hongrie) et de la diminution

des surfaces en France. En revanche, la récolte de colza s'accroît (+ 14 %), car de nouvelles surfaces sont mises en culture pour répondre à la demande de la filière des agrocarburants. Avec une superficie totale dépassant les 6 millions d'hectares (dont la moitié en France et en Allemagne), le colza devient la quatrième culture la plus importante de l'Union européenne après le blé, le maïs et l'orge.

Tableau 1
Production agricole au prix du marché (hors subventions) en 2007

En millions d'euros

	Production agricole totale ¹	dont production végétale			dont production animale			
		Total végétaux	Céréales	Plantes industrielles	Total prod. animale	Bovins	Porcins	Lait
UE	343751	182733	44841	13080	137025	26474	30079	47542
France	62824	35983	10655	3317	21962	6731	2828	7258
Allemagne	44954	22488	6490	2506	20627	3026	5492	9684
Italie	43334	25598	4013	815	13868	3191	2276	4101
Espagne	39071	23681	4320	664	13831	1876	4718	2674
Royaume-Uni	22790	8471	2794	1140	12174	3184	1085	4056
Pays-Bas	22740	11492	272	270	8958	1456	2108	3957
Pologne	19072	9627	4040	955	8714	951	2531	2946
Roumanie	13881	8585	1571	322	4090	528	1000	1072
Grèce	10251	6665	1015	452	2759	258	247	1028
Danemark	8694	3292	1633	237	4838	302	2403	1436
Belgique	7328	3479	449	220	3772	994	1325	968
Portugal	6417	3674	216	57	2444	314	564	756
Hongrie	6337	3586	1649	599	2193	102	658	509
Autriche	6301	3018	825	197	2765	736	677	962
Irlande	5948	1613	380	-	4061	1477	290	1668
Suède	4946	2198	920	125	2122	373	357	979
Rép. tchèque	4183	2339	1081	512	1614	172	392	759
Finlande	3909	1870	717	62	1691	225	300	828
Bulgarie	3268	1517	437	215	1222	122	169	452
Slovaquie	1948	897	431	163	808	107	182	307
Lituanie	1828	881	443	127	836	109	147	433
Slovénie	1066	539	89	28	507	120	101	164
Lettonie	1004	530	258	46	350	34	51	187
Chypre	632	300	8	3	302	11	87	85
Estonie	626	270	110	43	288	20	65	165
Luxembourg	285	98	28	5	166	51	17	93
Malte	115	44	-	-	63	4	12	15
Part de la France	18%	20%	24%	25%	16%	25%	9%	15%

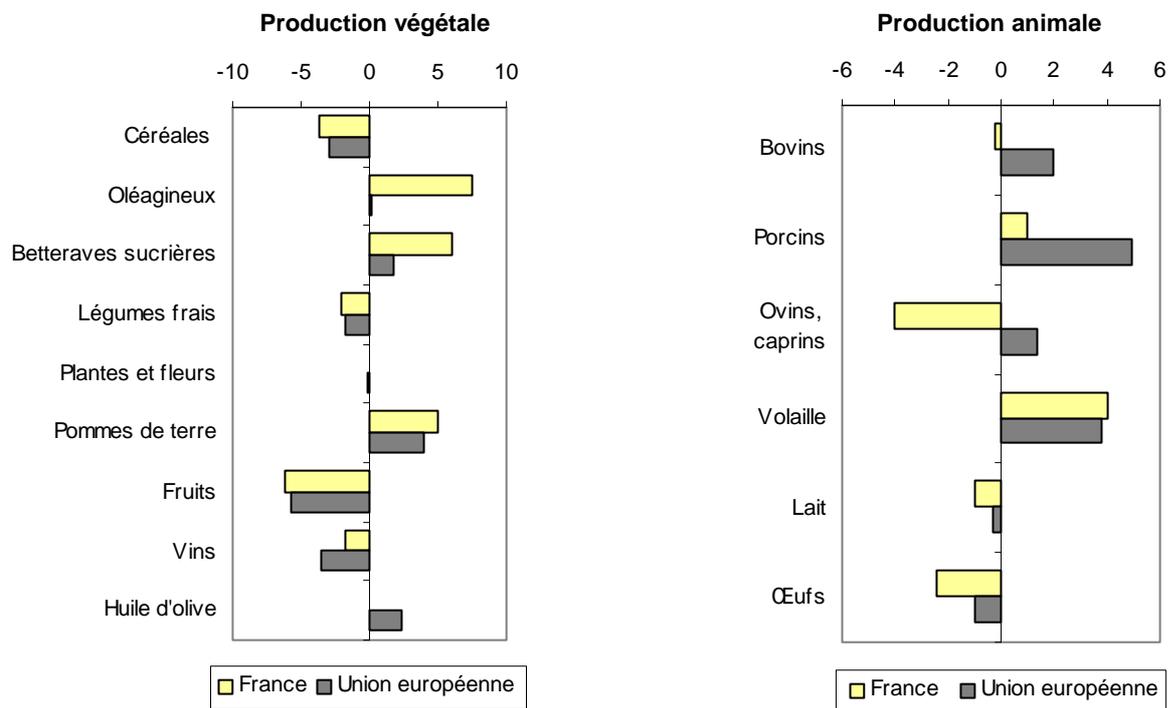
1. Outre les productions végétales et animales, la production agricole comprend les services agricoles et les activités secondaires non séparables.

Source : Eurostat

N.B. La description du contexte international repose sur les données prévisionnelles européennes arrêtées en janvier 2008. Dans la suite du rapport, les données relatives à la France sont différentes, par suite des révisions arrêtées en mai 2008.

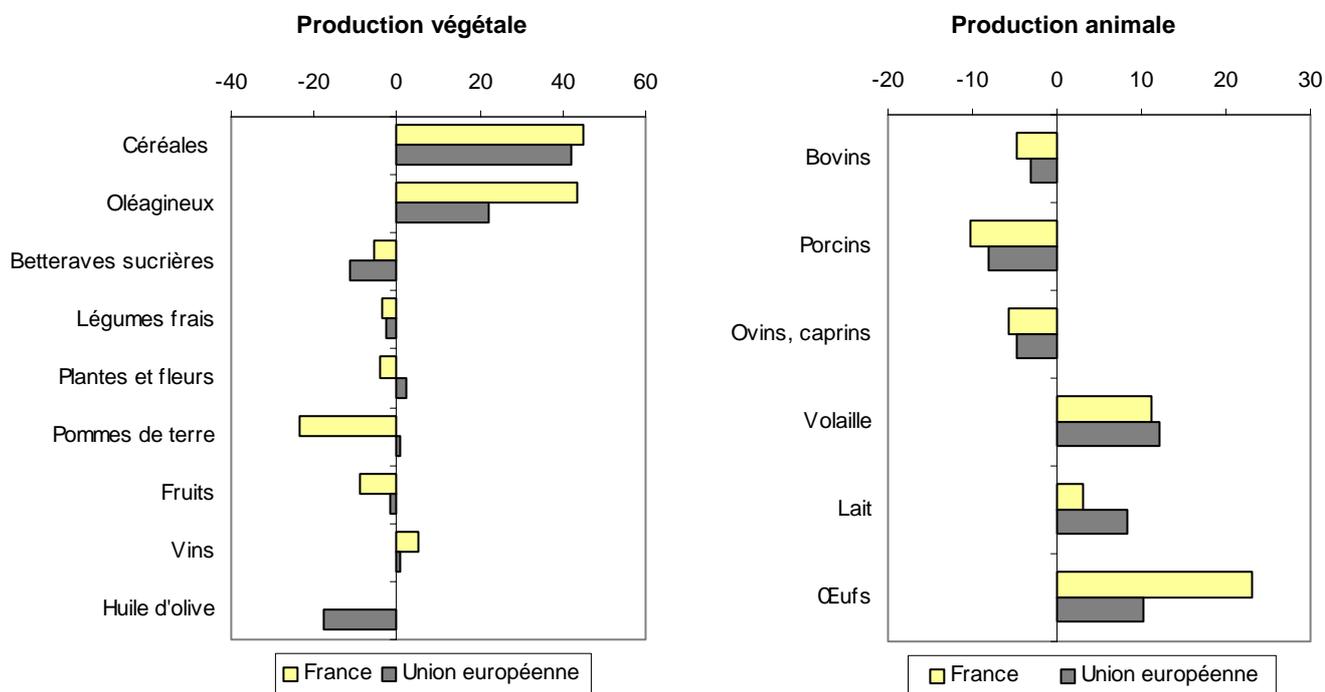
Graphique 1

Évolution de la production en volume en France et dans l'Union européenne¹ 2007/06 (en %)



Graphique 2

Évolution en termes réels de la valeur de la production en France et dans l'Union européenne¹ 2007/06 (en %)



1. L'Union européenne comprend ici les vingt-sept États qui en sont membres en 2007, y compris donc la Bulgarie et la Roumanie.

Source : Eurostat

N.B. La description du contexte international repose sur les données prévisionnelles européennes arrêtées en janvier 2008. Dans la suite du rapport, les données relatives à la France sont différentes, par suite des révisions arrêtées en mai 2008.

La récolte de **pommes de terre** se redresse (+ 4 %) en particulier en Allemagne (+ 16 %) et en Pologne (+ 21 %), les deux principaux pays producteurs, bien qu'elle diminue en Roumanie et au Royaume-Uni ; le prix baisse (-3 % en termes réels) après la très forte hausse de 2006.

Le volume de **betteraves industrielles** augmente légèrement (+ 2 %) grâce à de bons rendements et en dépit de la réduction des surfaces cultivées en betteraves à sucre (-3 %) suite à la réforme de l'OCM sucre (organisation commune de marché). Le prix à la production décroît (-13 % en termes réels) en application du règlement sur le sucre.

La récolte de **fruits** est moins abondante que l'année précédente (- 6 %). Elle ne diminue que légèrement en Espagne, le principal pays producteur, mais davantage en France et en Italie ; elle chute en Roumanie et en Pologne. Le prix réagit à la hausse (+ 4 % en termes réels).

La récolte de **légumes frais** diminue également (-2 %). Elle évolue très peu dans les deux premiers pays producteurs, l'Espagne et l'Italie, diminue légèrement en France et s'effondre en Roumanie. Les prix diminuent légèrement en moyenne (-1 %).

La production de **vin** diminue (-4 %) avec des évolutions contrastées selon les pays. La baisse est importante en Italie (-12 %), le deuxième pays producteur après la France. Le prix augmente (+ 5 %), particulièrement en France et en Allemagne ; en Italie, la hausse n'est que de 3 %, mais elle est remarquable, car le prix du vin n'avait cessé de diminuer depuis 1998.

○ La **production animale** de l'UE augmente légèrement en valeur (+ 1 % en termes réels, hors subventions sur les produits). Elle se redresse pour la production de volailles (+ 12 %) et pour le lait (+ 8 %). En revanche, du fait de la baisse des prix, la valeur de la production baisse aussi bien pour les bovins (-3 %) que pour les porcins (-8 %). Le volume de la **production de volailles** augmente (+ 4 %). La production communautaire se remet des perturbations liées aux craintes de grippe aviaire. Cependant, la situation est contrastée parmi les principaux pays producteurs : en France et en Italie, la production augmente mais ne retrouve pas le niveau de l'année 2005 ;

en Allemagne, elle baisse après avoir crû en 2005 et 2006 ; au Royaume-Uni, la production, qui était restée stable, baisse légèrement en 2007 ; en Espagne elle continue à croître. Le prix monte (+ 8 % en termes réels) ; la hausse s'accélère dans plusieurs pays au dernier trimestre. La production d'**œufs** diminue légèrement (-1 %) et le prix augmente fortement (+ 11 %).

La collecte de **lait**, régulée par les quotas laitiers, est stable. Le prix du **lait**, premier poste de l'agriculture communautaire avant les céréales, se redresse fortement (+ 9 % en termes réels, hors subventions). Il est tiré à la hausse par la demande européenne et mondiale en lait et produits dérivés du lait. Dans les cinq principaux pays producteurs (Allemagne, France, Royaume-Uni, Pays-Bas, Italie), l'évolution du prix varie de -2 % (Italie) à + 17 % (Allemagne).

La **production bovine** augmente en volume (+ 2 %). Elle progresse ou est stable dans les principaux pays producteurs, à l'exception de l'Espagne (-4 %), où elle revient au niveau de l'année 2005. Le prix baisse nettement (-5 % en termes réels, hors subventions), ce qui rompt avec la tendance des années passées. Pour les quatre principaux pays producteurs, la baisse du prix varie de -12 % (Allemagne) à -4 % (Espagne).

La **production porcine** augmente nettement en volume (+ 5 %), plus particulièrement dans les deux premiers pays producteurs, l'Allemagne (+ 12 %) et l'Espagne (+ 7 %). Le prix, qui était déjà orienté à la baisse, réagit fortement (-12 % en termes réels, hors subventions) à l'accroissement de l'offre. Le prix diminue dans tous les pays, sauf en Finlande. La baisse est très forte en Allemagne (-18 %).

○ La valeur de la **production au prix de base** s'obtient en ajoutant au montant de la production hors subventions celui des subventions sur les produits. Elle croît en 2007 (+ 4 % en termes réels) en raison de la hausse de la valeur de la production végétale (+ 8 %). Pour la production animale (+ 1 %), la valeur de la production au prix de base diminue pour la production d'animaux (-3 %) et augmente pour les produits animaux (+ 6 %) qui comprennent principalement le lait et les œufs.

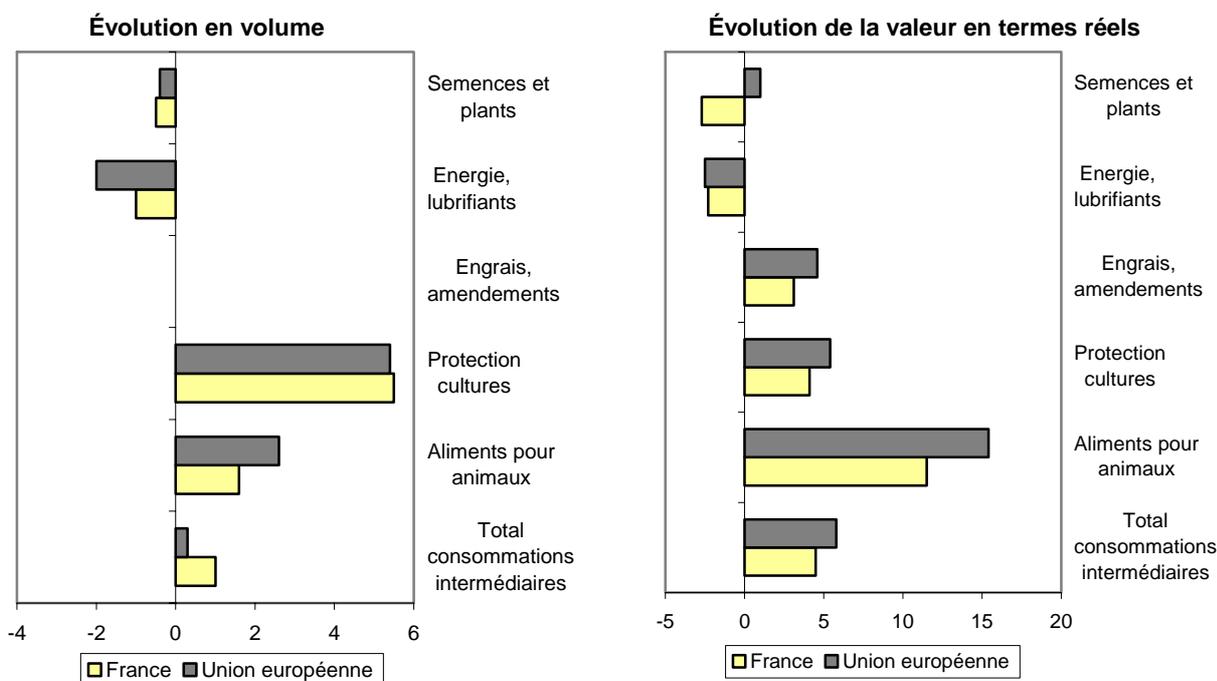
Hausse des consommations intermédiaires

La valeur des **consommations intermédiaires** de l'agriculture est en hausse (+6 % en termes réels), en raison en premier lieu de la forte croissance du prix des aliments pour animaux, qui résulte de la hausse des matières premières entrant dans leur composition. Globalement, le volume des consommations intermédiaires évolue faiblement. Pour l'alimentation animale, qui constitue le premier poste de dépense, le prix augmente de 14 % en termes réels et le volume de 3 % ; dans certains pays (Roumanie, Lituanie,

Autriche) le prix des achats d'aliments augmente même de plus 30 %. En revanche, la facture énergétique diminue. En effet, le volume des consommations baisse, et le prix de l'énergie évolue peu en moyenne annuelle (-1 % en termes réels). Le prix des produits pétroliers monte beaucoup tout au long de l'année 2007, mais il avait diminué au cours du second semestre 2006. Le prix de l'énergie augmente cependant fortement dans deux pays (Belgique, Slovaquie). Les consommations de produits phytosanitaires augmentent (+5 % en volume). Elles sont plus particulièrement en hausse en France, au Royaume-Uni et en Irlande, qui connaissent en 2007 de longues périodes pluvieuses.

Graphique 3

Évolution des consommations intermédiaires en France et dans l'Union européenne¹ 2007/06 (en %)

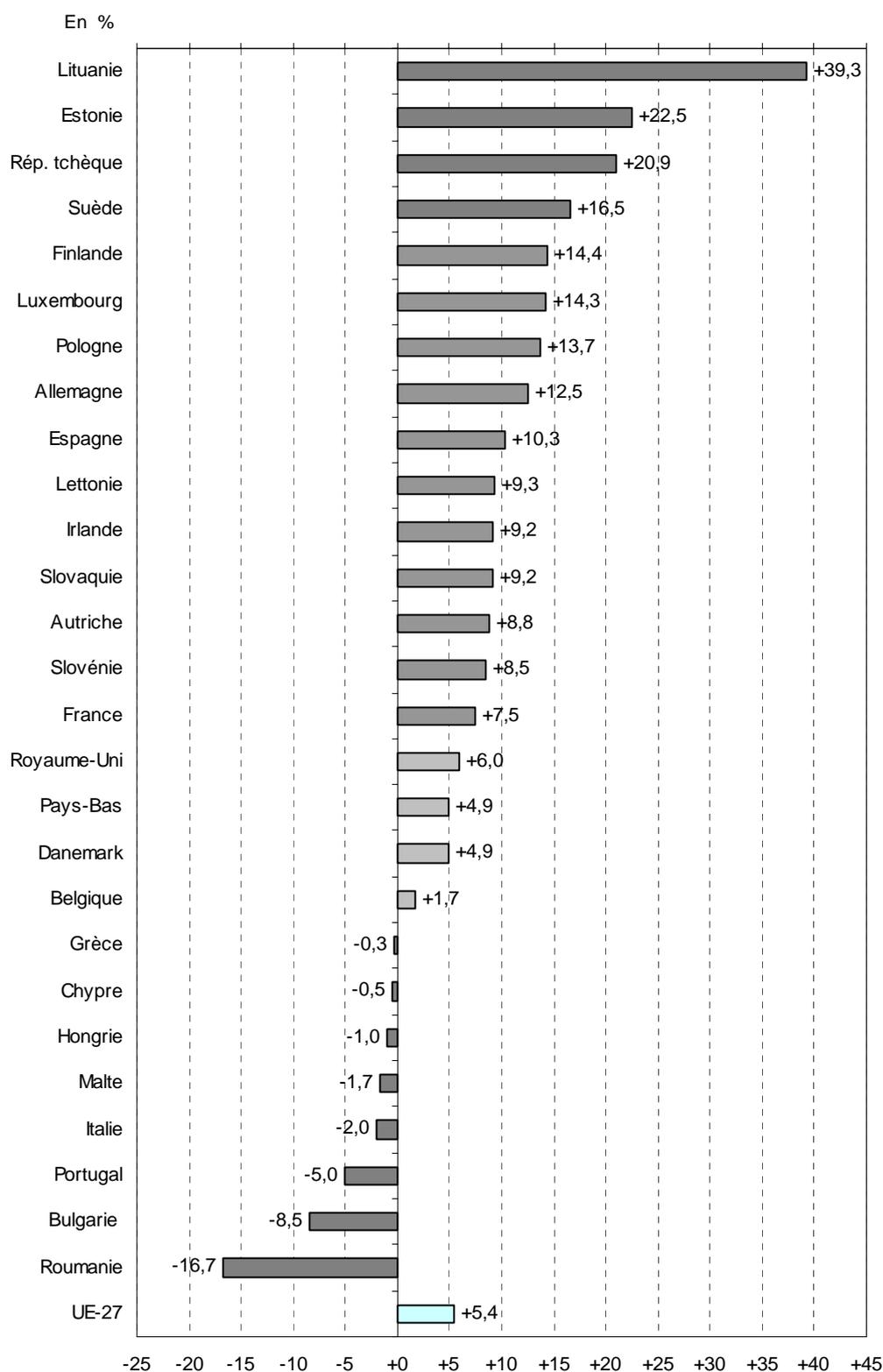


1. L'Union européenne comprend ici les vingt-sept États qui en sont membres en 2007, y compris donc la Bulgarie et la Roumanie. Dans ces graphiques, les aliments pour animaux comprennent tous les aliments, qu'ils soient ou non achetés.

Source : Eurostat

N.B. La description du contexte international repose sur les données prévisionnelles européennes arrêtées en janvier 2008. Dans la suite du rapport, les données relatives à la France sont différentes, par suite des révisions arrêtées en mai 2008.

Graphique 4
Variation du résultat net agricole par actif en 2007/06 en termes réels dans l'UE¹



1. L'Union européenne comprend ici les vingt-sept États qui en sont membres en 2007, y compris donc la Bulgarie et la Roumanie.
 Source : Eurostat

* La description du contexte international repose sur les données prévisionnelles européennes arrêtées en janvier 2008.
 Dans la suite du rapport, les données relatives à la France sont différentes, par suite des révisions arrêtées en mai 2008.
 En particulier, la donnée présentée dans ce graphique a été estimée en mai 2008 à 10,7 % (au lieu de 7,5 %) pour la France.

Valeur ajoutée

Le solde entre la valeur de la production au prix de base et la valeur des consommations intermédiaires constitue la **valeur ajoutée brute** au prix de base. Elle croît en termes réels (+ 2 %). La **consommation de capital fixe** est stable.

La **valeur ajoutée nette** croît en conséquence de 4 % (en termes réels).

Le revenu par actif augmente dans la majorité des pays

Partant de la valeur ajoutée nette, on déduit les autres impôts sur la production et on ajoute les subventions d'exploitation pour dégager le résultat agricole net. Cet agrégat, qui intègre l'ensemble des subventions, permet d'établir un indicateur de revenu comparable pour les différents pays et d'une année à l'autre. En revanche, la mise en œuvre du régime de paiement unique s'étant déroulée à des dates différentes selon les pays, et selon des modalités diverses, les comparaisons portant sur la production au prix de base et sur la valeur ajoutée ne peuvent être que limitées sur la période 2004-2007.

Les **autres impôts sur la production** sont stables (en termes réels).

Les **subventions d'exploitation** progressent faiblement (+ 2 % en termes réels). Les montants versés au titre du paiement unique sont enregistrés dans cette rubrique. Globalement, pour l'UE à vingt-sept, le total des subventions sur les produits et des subventions d'exploitation est stable. La Bulgarie et la Roumanie, qui sont entrées dans l'Union européenne le 1^{er} janvier 2007, perçoivent pour la première fois des aides directes.

Le **résultat agricole net** augmente en termes réels (+ 3 %) après une légère progression en 2006 (+ 1 %). Il progresse dans la plupart des pays.

Les vingt-sept États membres peuvent être répartis en quatre groupes selon l'évolution du résultat agricole net. La hausse du prix des céréales est si forte que l'évolution du volume des récoltes détermine en grande partie les écarts entre les pays ; un autre facteur important est la part de l'élevage dans la production agricole.

Dans le premier groupe, qui comprend trois pays du Nord de l'Europe (Lituanie, Estonie, Suède) et

un d'Europe centrale (République tchèque), le résultat agricole net augmente très fortement (plus de 15 % en termes réels). La production de blé et d'orge y est favorisée par des conditions atmosphériques en général satisfaisantes en 2007 ; le prix augmente malgré l'abondance de la récolte.

Dans le deuxième groupe se trouvent notamment trois grands pays producteurs de céréales, qui bénéficient de la flambée des cours : la France, l'Allemagne et l'Espagne. La hausse du résultat agricole comprise entre 7 % et 15 % (en termes réels) y est plus modérée. En Allemagne comme en France, certaines régions sont affectées par des intempéries, et la récolte de céréales se contracte ; toutefois l'Allemagne bénéficie particulièrement de la hausse du prix du lait.

Dans le troisième groupe, qui comprend notamment des pays où l'élevage est dominant (Royaume-Uni, Danemark, Belgique) et les Pays-Bas, où les céréales pèsent peu dans le résultat de la branche agricole, la hausse du résultat agricole net est modeste.

Enfin, dans le quatrième groupe, le résultat agricole net diminue. Ce groupe est composé de huit pays du Sud de l'Europe connaissant des conditions climatiques particulièrement défavorables (sécheresse et canicule, ou bien fortes intempéries pour le Portugal). Ainsi, le volume de la production végétale recule nettement en Bulgarie (-35 %), en Roumanie (-29 %), en Hongrie (-22 %), et au Portugal (-9 %). La baisse du résultat agricole net est la plus marquée en Roumanie (-19 % en termes réels) et en Bulgarie (-18 %). En Italie, la récolte de céréales est stable, mais la production de vin et de fruits diminue et le prix des légumes et de l'huile d'olive baisse ; la valeur de la production animale évoluant peu, la hausse du prix des consommations intermédiaires se traduit par une baisse (-6 %) du résultat agricole net.

Globalement, le volume de la **main-d'œuvre** agricole baisse de 2 %. Il diminue dans presque tous les pays. Il recule à nouveau très fortement en Lituanie (-12 %) et en Bulgarie (-11 %).

Compte tenu de la baisse de la main-d'œuvre, le **résultat agricole net par actif en termes réels** augmente de manière significative (+ 5 %), après une hausse de 3 % en 2006. Il progresse dans les deux-tiers des pays.

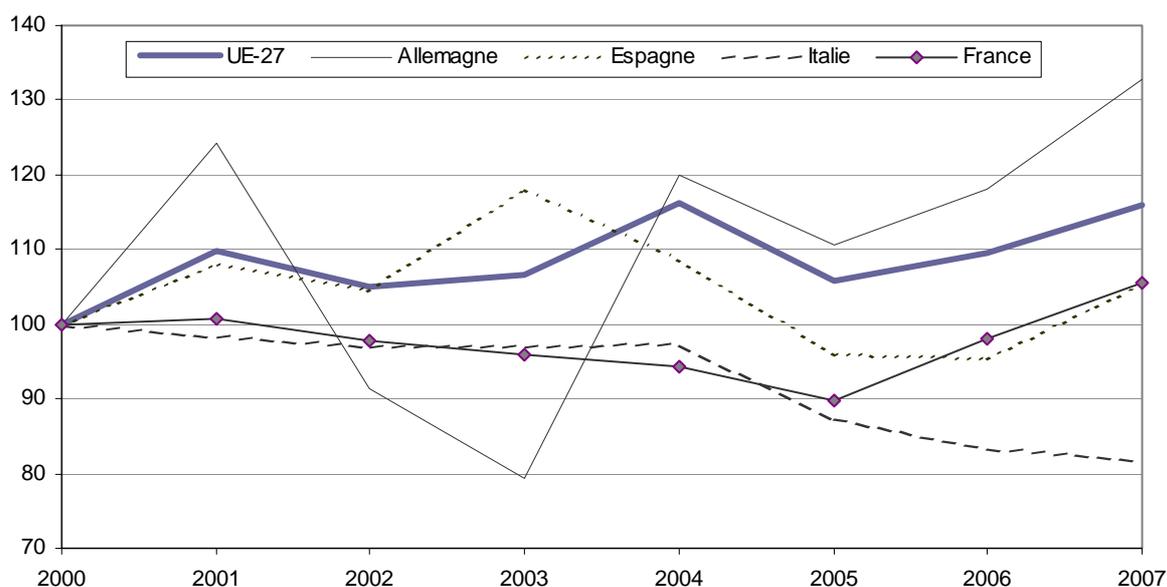
Depuis l'année 2000, le résultat agricole net par actif a augmenté en termes réels de 16 % dans l'Union européenne à vingt-sept. L'évolution est

diverse selon les pays, particulièrement parmi les grands pays producteurs (*graphique 5*). La hausse depuis l'année 2000 est modérée pour la France (+ 6 %) et l'Espagne (+ 5%). Elle est forte pour l'Allemagne (+ 33%), mais les évolutions y ont été brutales certaines années, en raison notamment des fluctuations du prix des pommes de terre et

des porcins. A l'inverse, en Italie, le résultat agricole net par actif s'est dégradé ces trois dernières années. Depuis le début de la décennie, la baisse est très marquée (-18 %) ; cette évolution tient notamment à la baisse du prix du vin (-47 % en termes réels hors subventions), des produits maraîchers et de la production animale.

Graphique 5
Union européenne : évolution du résultat agricole net par actif en termes réels

Indice 100 en 2000



* La description du contexte international repose sur les données prévisionnelles européennes arrêtées en janvier 2008. Dans la suite du rapport, les données relatives à la France sont différentes, par suite des révisions arrêtées en mai 2008.

Source : Eurostat

TABLEAU DE BORD

L'agriculture dans l'ensemble de l'économie française
Données provisoires arrêtées en mai 2008

Le lecteur se reportera aux encadrés pour la définition précise des termes employés, en ce qui concerne le champ des différentes branches et les indicateurs retenus dans les tableaux. Le tableau de bord 2007 présente les évolutions 2007/2006. Les évolutions sont aussi présentées sur une période de cinq ans, en moyenne annuelle.

En 2007, la **valeur ajoutée** augmente de 2,3 % en **volume** pour l'ensemble des entreprises françaises. Cet indicateur d'activité baisse de 1,2 % dans l'agriculture, mais augmente dans toutes les autres branches d'activité ; la croissance s'accélère encore pour les services. Dans l'agriculture, la baisse de la valeur ajoutée en volume provient du fait que la production augmente de façon modérée (+ 1,0% en volume au prix de base) alors que les consommations intermédiaires progressent nettement plus vite (+ 2,6 % en volume). Les conditions climatiques ont en effet pénalisé les rendements des céréales (hormis le maïs), des protéagineux et des fruits et légumes, même si elles ont favorisé d'autres cultures comme le maïs, la betterave, la pomme de terre et les fourrages ; parmi les productions animales, celles de gros bovins et de volailles se sont accrues. En parallèle, les volumes de l'alimentation animale ont augmenté, ainsi que les volumes de produits phytosanitaires nécessaires par suite du climat humide. En moyenne sur cinq ans, l'activité augmente en volume dans toutes les branches d'activité, hormis dans l'agriculture.

Le **prix de la valeur ajoutée** s'accroît de 2,7 % pour l'ensemble des entreprises. En effet, les prix de la production augmentent plus vite que les prix des consommations intermédiaires. Comme les deux années précédentes, le prix de la valeur ajoutée s'améliore nettement pour le commerce et les services, alors qu'il se détériore pour l'industrie. Pour les IAA, il se redresse légèrement en 2007 (+ 0,5 %). Pour l'agriculture, le prix de la valeur ajoutée augmente fortement (+ 13,6 %) car la progression des prix de production est très supérieure à celle des intrants : les prix des céréales, oléagineux et protéagineux ont flambé, le prix des vins s'est redressé.

L'**emploi** poursuit sa tendance à la baisse dans l'agriculture et l'industrie, tandis qu'il continue à progresser dans les services et le commerce, ce qui entraîne une légère progression pour l'ensemble des entreprises (+ 1,6 % en 2007, + 0,6 % sur moyenne période).

Les gains de **productivité** sur moyenne période s'accroissent sensiblement dans l'industrie. Ils

progressent moins fortement dans l'agriculture, les services et le commerce.

En matière de **résultat**, la valeur ajoutée brute au coût des facteurs augmente très nettement dans l'agriculture pour la deuxième année consécutive. Elle progresse aussi, mais de façon moins spectaculaire, pour toutes les autres branches. Sur moyenne période, l'évolution est favorable pour l'ensemble des entreprises, avec une croissance sensible pour les services et le commerce. Pour l'industrie, le résultat est stable ; les résultats ont été décroissants de 2002 à 2005, puis en hausse en 2006 et 2007.

En 2007, la valeur ajoutée aux coûts des facteurs par actif présente une croissance particulièrement forte dans l'agriculture (+ 11,3 %), la baisse tendancielle de l'emploi s'ajoutant à une conjoncture exceptionnelle en matière de prix agricoles. Le résultat par actif s'accroît pour les services malgré la hausse de l'emploi et il continue à augmenter dans l'industrie, du fait de la baisse de l'emploi.

Sur cinq ans, l'excédent brut d'exploitation (ou revenu mixte) diminue pour l'industrie, tandis qu'il progresse dans les services. Pour l'agriculture, il se redresse sensiblement.

Les **investissements** effectués par les agriculteurs s'accroissent en 2007. En effet, deux années de bonne conjoncture ont favorisé les achats de tracteurs et autres machines agricoles, après une période d'attentisme en pleine réforme de la PAC. De plus, l'effectif de vaches nourrices a augmenté. L'investissement s'accroît très fortement dans toutes les autres branches et, pour l'ensemble des entreprises, la hausse est importante (+ 7,4 %) du fait du dynamisme des produits manufacturés, notamment des équipements électriques et électroniques.

Sur cinq ans, l'évolution de l'investissement est positive pour la branche agriculture. L'amélioration porte essentiellement sur les années 2004 à 2007. L'année 2003 correspond encore à une baisse de la FBCF animale : il s'agissait de résorber les effectifs qui s'étaient accumulés lors de la crise de l'ESB 2000, faute de débouchés. Toujours sur moyenne période, l'évolution de l'investissement est également positive pour l'industrie, l'investissement

retrouvant un certain dynamisme en 2007. Les investissements augmentent globalement dans l'ensemble des entreprises.

Le solde du **commerce extérieur** se détériore fortement en 2007 (-13,6 milliards d'euros). L'agroalimentaire fait exception : structurellement excédentaire, le solde s'accroît de 0,4 milliard. Cette amélioration repose essentiellement sur les exportations de produits agricoles bruts, pour lesquels la hausse des prix dépasse très nettement la baisse des volumes ; dans le même temps, les importations augmentent en volume et en prix. Concernant les produits de l'industrie, le déficit se creuse en 2007 (-13,7 milliards). La détérioration concerne l'ensemble des biens manufacturés : elle porte principalement sur les biens intermédiaires et l'automobile, mais aussi sur les biens de consommation et les biens d'équipement. En revanche, le déficit énergétique se réduit un peu en 2007 (+ 0,7 milliard) après les fortes détériorations de 2005 et 2006.

Sur les cinq dernières années, le secteur agroalimentaire présente une très légère amélioration de son excédent commercial alors que, dans les autres secteurs, le solde du commerce extérieur se dégrade sensiblement.

Les flux d'échanges extérieurs décélèrent en 2007. Le ralentissement des exportations en valeur (+ 3,6 % après + 7,6 % en 2006) est plus accentué que celui des importations (+ 6,1 % après + 9,2 %). La décélération des exportations concerne l'ensemble des produits manufacturés, hormis l'automobile. Les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires ralentissent, tandis que celles d'automobiles accélèrent.

La **demande intérieure finale** continue à progresser pour l'ensemble des produits (+ 2,7 % en volume). La croissance de la demande intérieure en biens manufacturés est tirée par la croissance ferme des achats en biens de consommation courante, le succès des téléviseurs à écran plat et la reprise des achats d'automobiles. La consommation de services continue sa progression. La consommation de produits alimentaires augmente très légèrement. En revanche, les consommations énergétiques baissent en raison de la douceur de l'hiver.

Sur cinq ans, la demande intérieure augmente de façon modérée pour les produits agroalimentaires, elle est plus soutenue pour les produits industriels et les services.

Lecture des tableaux et méthodologie

1 - Le champ retenu (les colonnes des tableaux)

Les tableaux de bord présentés ici résultent des travaux menés à l'automne 2002 au sein d'un groupe de réflexion de la CCAN puis, en 2003, par un groupe de travail du CNIS Agriculture. Ils visent à comparer les évolutions de l'agriculture avec celles des autres grandes activités, pour l'année 2007 et en moyenne sur les cinq dernières années.

Les activités y sont considérées en tant que branches.

- La branche **agriculture** est ici celle des comptes de la CCAN, lesquels ont le statut de comptes satellites.
- La proximité économique des **industries agroalimentaires** avec l'agriculture a conduit à les isoler de l'industrie. En conséquence, l'**industrie** est définie ici comme l'industrie manufacturière hors IAA. L'énergie ne fait pas partie de l'industrie manufacturière.
- Le champ retenu pour les **services** est restreint aux seules branches de la nomenclature en 16 postes qui sont principalement constituées de sociétés non financières et entreprises individuelles (SNF-EI). Ils regroupent ainsi les services aux particuliers, les services aux entreprises et les transports. Ils ne comprennent pas l'administration, l'éducation-santé-action sociale, les activités financières et les activités immobilières (dans lesquelles se trouve la grande masse des loyers réels ou imputés aux propriétaires occupants).
- L'importance des entreprises individuelles dans le **commerce** constitue, pour les comparaisons avec l'agriculture, un intérêt particulier qui a conduit à isoler cette activité.

On n'a ainsi retenu que des branches dont l'évolution macro-économique est guidée par celle des SNF-EI.

Dans l'ensemble de l'économie, la prédominance des SNF-EI est moins manifeste, ce qui pose des problèmes de comparabilité avec l'agriculture. C'est pourquoi, les comparaisons avec l'ensemble de l'économie s'entendent ici en restreignant l'économie aux seules SNF-EI (mais toutes activités confondues).

2 - Les indicateurs retenus (les lignes des tableaux)

- En ce qui concerne les indicateurs retenus, l'activité des branches est caractérisée de façon très classique par l'évolution de la **valeur ajoutée brute** (c'est-à-dire sans enlever les amortissements), au prix de base, et considérée en volume. L'évolution de **son prix** est également retenue.
- Pour l'**emploi**, on retient l'emploi total, salarié et non salarié, en équivalent temps plein. Dans les comptes de l'agriculture de la CCAN, cette notion s'appelle unité de travail annuel (UTA) .
- Le **capital fixe brut** en volume complète la description des facteurs de production.
- La **productivité** apparente du travail est retenue, mais uniquement en moyenne quinquennale du fait de la fragilité de son évaluation à court terme. Elle est définie ici à partir du ratio de l'indice du volume de la valeur ajoutée brute par l'indice de l'emploi total en équivalent temps plein, conformément à ce qui, pour l'agriculture, est calculé pour Eurostat à partir des comptes de la CCAN.
- Les premiers indicateurs de résultat, global et par actif, sont les **valeurs ajoutées au coût des facteurs**, rapportées ou non à l'emploi total en équivalent temps plein. Dans les comptes de la CCAN, cette notion s'appelle résultat agricole (global ou par UTA). Elle est alors calculée nette des amortissements, ce qui est en soi préférable s'agissant de mesurer un résultat proche de la notion de revenu. Dans le tableau de bord, les indicateurs de résultat ont cependant dû être exprimés en **brut** puisque la valeur des consommations de capital fixe n'est pas encore disponible en dehors de l'agriculture au moment de la publication du tableau de bord.
- L'**excédent brut d'exploitation** complète ces indicateurs de résultats. Dans le cadre central, c'est le dernier agrégat disponible par branche. Le revenu d'entreprise n'est donc pas disponible pour les activités autres que la branche agriculture.
- L'**investissement** est caractérisé de façon très classique par la formation brute de capital fixe (FBCF) en volume, ce qui n'inclut pas les terrains. De plus, dans le cas de l'agriculture, seul l'investissement en matériel et bâtiment est retenu ; la FBCF en biens agricoles (bétail et plantations) est exclue.
- Le traitement du **commerce extérieur** est assez spécifique : il est établi par produits et non par branches ; en conséquence, l'ensemble de l'économie représente l'ensemble des échanges, sans référence aux SNF-EI ; l'ensemble de la filière agroalimentaire est agrégé ; le solde extérieur constitue l'unique agrégat du tableau qui n'est pas calculé en évolution ; sa variation est présentée également en euros et non en pourcentage d'évolution ; ces deux agrégats, complétés par les évolutions (en pourcentage) des flux d'exportations et d'importations, sont présentés à prix courants et non en volume. Par ailleurs, la comparabilité entre les produits des différentes branches n'est pas parfaite puisque les importations des différents biens sont, dans les comptes nationaux, valorisées y compris assurance et transport (CAF) alors que celles des services, du commerce et de l'ensemble de l'économie sont valorisées en considérant que les produits sont globalement valorisés hors assurance et transport (FAB) puisqu'une correction CAF-FAB est effectuée globalement sur l'ensemble des produits. L'ensemble de l'économie intègre également une importante correction liée à la prise en compte du tourisme, tous produits confondus.
- Le tableau s'achève avec la **demande intérieure finale** en volume, laquelle regroupe la consommation finale et la FBCF.

Tableau de bord pour 2007

 Variations par rapport à 2006¹

Indicateurs	Agriculture	IAA	Industrie	Services	Commerce	Ensemble économie ²
Indicateur d'activité						
Valeur ajoutée brute en volume (%)	-1,2 %	+1,0 %	+1,3 %	+3,1 %	+1,6 %	+2,3 %
Indicateur de prix						
Prix de la valeur ajoutée (%)	+13,6 %	+0,5 %	-0,3 %	+2,5 %	- 0,1 %	+2,7 %
Indicateur de facteurs de production						
Emploi total en équivalent temps plein (%)	-1,9 %	0,0 %	-1,4 %	+2,6 %	+1,3 %	+1,3 %
Indicateurs de résultat						
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs (%)	+9,2 %	+1,3 %	+0,7 %	+5,6 %	+2,0 %	+4,9 %
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif (%)	+11,3 %	+1,3 %	+2,1 %	+2,9 %	+0,6 %	+3,5 %
Excédent brut d'exploitation ou revenu mixte (%)	+10,7 %	-0,5 %	-2,2 %	+6,3 %	-3,8 %	+5,5 %
Indicateur d'investissement						
FBCF en volume (%)	+3,8 %	+7,5 %	+8,2 %	+7,0 %	+8,6 %	+7,4 %
Indicateurs du commerce extérieur						
Solde extérieur (en milliards d'euros)	+9,3 Md€		-16,4 Md€	-9,2 Md€	-1,7 Md€	-36,4 Md€
Variation du solde (en milliards d'euros)	+0,4 Md€		-13,7 Md€	-2,2 Md€	-0,9 Md€	-13,6 Md€
Exportations (en %)	+7,8 %		+3,1 %	+4,6 %	-15,0 %	+3,6 %
Importations (%)	+8,7%		+7,3 %	+8,0 %	+6,7 %	+6,1 %
Indicateur de demande intérieure						
Demande intérieure finale en volume (%)	+1,3 %		+5,2 %	+3,6 %	-1,0 %	+2,7 %

Lecture : on se reportera aux encadrés pour la signification précise des activités et des indicateurs figurant dans ce tableau.

1. Sauf « solde extérieur exprimé en milliards d'euros ».

2. Restreint à l'ensemble des SNF-EI.

NB. Les indicateurs de résultat présentés dans ce tableau ne sont pas déflatés par un indicateur général d'évolution des prix (ils ne sont pas « en termes réels »).

Sources : Compte national CCAN et comptes nationaux (Insee).

Tableau de bord sur cinq ans

En % par an - Evolutions moyennes entre 2002 et 2007¹

Indicateurs	Agriculture	IAA	Industrie	Services	Commerce	Ensemble économie ²
Indicateur d'activité						
Valeur ajoutée brute en volume (%)	-1,0 %	+2,1 %	+1,4 %	+2,7 %	+1,2 %	+1,8 %
Indicateur de prix						
Prix de la valeur ajoutée (%)	+0,5 % ³	-1,1 %	-1,3 %	+1,7 %	+1,2 %	+1,9 %
Indicateur de facteurs de production						
Emploi total en équivalent temps plein (%)	-1,9 %	-0,6 %	-2,5 %	+1,3 %	+0,7 %	+0,6 %
Indicateur de productivité						
Productivité apparente du travail (%)	+0,9 %	+2,7 %	+4,0 %	+1,4 %	+0,5 %	+1,4 %
Indicateurs de résultat						
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs (%)	+2,8 %	+0,6 %	0,0 %	+4,6 %	+3,0 %	+3,8 %
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif (%)	+4,8 %	+1,2 %	+2,5 %	+3,2 %	+2,2 %	+3,2 %
Excédent brut d'exploitation ou revenu mixte (%)	+2,7 %	-1,9 %	-2,7 %	+5,3 %	+0,5 %	+3,8 %
Indicateur d'investissement						
FBCF en volume (%)	+1,0 %	-3,6 %	+0,8 %	+3,9 %	+2,1 %	+4,1 %
Indicateurs du commerce extérieur						
Solde extérieur (en milliards d'euros)	+8,5 Md€		-1,6 Md€	-4,2 Md€	-1,1 Md€	-11,2 Md€
Variation du solde (en milliards d'euros)	+0,1 Md€		-6,0 Md€	-2,4 Md€	-0,5 Md€	-12,6 Md€
Exportations (en %)	+3,3 %		+3,6 %	+3,1 %	-9,4 %	+3,6 %
Importations (%)	+3,8 %		+5,7 %	+8,0 %	+2,4 %	+6,5 %
Indicateur de demande intérieure						
Demande intérieure finale en volume (%)	+0,5 %		+3,8 %	+3,3 %	-0,8 %	+2,5 %

Lecture : on se reportera aux encadrés pour la signification précise des activités et des indicateurs figurant dans ce tableau.

1. Sauf « solde extérieur » pour lequel il s'agit du niveau moyen exprimé en milliards d'euros. A titre d'illustration, entre 2002 et 2007, l'activité dans les services a crû de $1,027^5 \approx 1,142$ soit une augmentation de 14,2% environ.

2. Restreint à l'ensemble des SNF-EI.

3. Avertissement : le prix de la valeur ajoutée ayant baissé en 2006 du seul fait du découplage des aides et du mode d'enregistrement des subventions dans les comptes nationaux (encadré p.26), l'évolution sur 5 ans continue à être faible.

NB. Les indicateurs de résultat présentés dans ce tableau ne sont pas déflatés par un indicateur général d'évolution des prix (ils ne sont pas « en termes réels »).

Sources : Compte national CCAN et comptes nationaux (Insee)

Les agrégats en valeur en 2006

En milliards d'euros ¹

Indicateurs	Agriculture	IAA	Industrie	Services	Commerce	Ensemble économie ²
Indicateur d'activité						
Valeur ajoutée brute	26,0	28,7	174,8	425,4	166,4	1044,3
Indicateur de facteurs de production						
Emploi total en équivalent temps plein ¹	918,2	550,4	2734,5	7399,7	3288,5	17 421,4
Indicateurs de résultat						
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs	32,2	25,0	162,4	385,5	146,8	1 013,3
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif ¹	35,1	45,4	59,4	52,1	44,6	58,2
Excédent brut d'exploitation ou revenu mixte	25,8	8,4	40,8	102,1	37,7	394,9
Indicateur d'investissement						
FBCF	10,0	4,2	24,3	88,2	15,6	192,8
Indicateurs du commerce extérieur						
Exportations	43,7		326,1	48,9	3,7	484,5
Importations	34,8		328,9	55,9	4,6	507,3
Indicateur de demande intérieure						
Demande intérieure finale	175,8		372,9	289,9	20,5	1 824,4

Lecture : on se reportera aux encadrés pour la signification précise des activités et des indicateurs figurant dans ce tableau.

1. Sauf emploi exprimé en milliers de personnes en équivalent temps plein, et valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif exprimée en milliers d'euros.

2. Restreint à l'ensemble des SNF-EI.

Sources : Compte national CCAN et comptes nationaux (Insee).

LE COMPTE NATIONAL DE L'AGRICULTURE

Données provisoires arrêtées en mai 2008

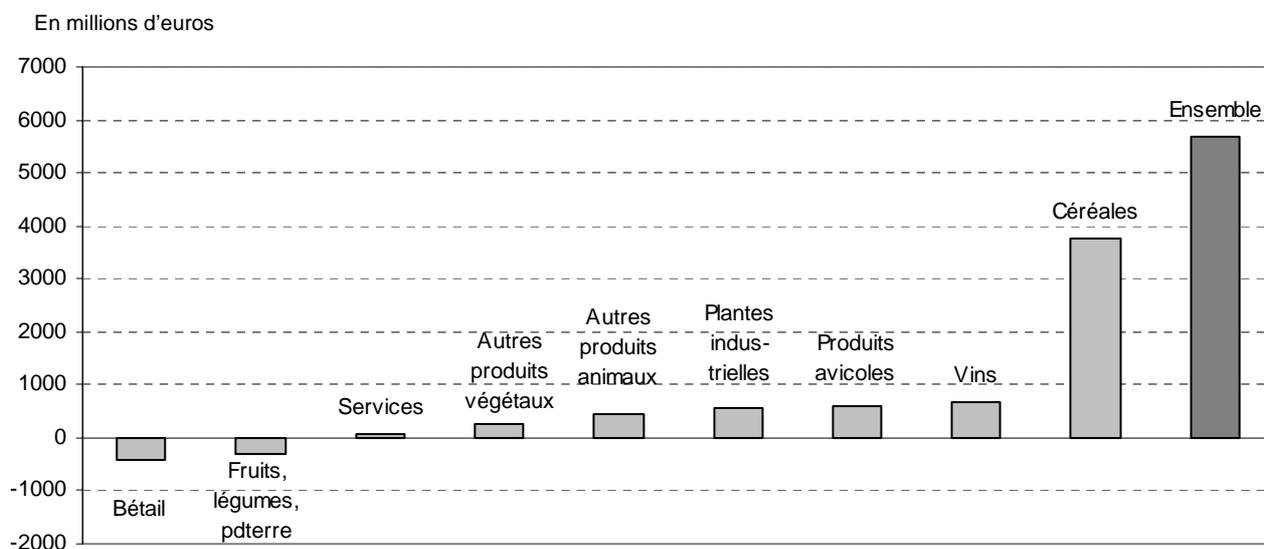
Par son amplitude, la flambée du prix des céréales, oléagineux et protéagineux (COP) éclipse les autres aspects de l'actualité agricole 2007. Les tensions sur le marché mondial entre offre et demande avaient déjà fait monter les cours en 2006 ; les prix s'emballent en 2007. La hausse du prix des COP, mais aussi des produits dérivés du lait, se répercute sur le coût des aliments pour animaux.

En 2007, les indicateurs de revenu de la branche agriculture augmentent fortement, confortant le redressement de 2006, après une période de sept années orientées à la baisse. Mais l'amélioration de 2007 masque de profondes disparités selon les activités, avec en particulier une forte hausse du revenu des céréaliers et une baisse du revenu des éleveurs.

La production

○ La valeur de la production agricole hors subventions augmente fortement en 2007. D'un montant total de 64,3 milliards d'euros en 2007, elle est supérieure de 5,7 milliards à celle de 2006 (*graphique 2*). Les céréales, oléagineux et protéagineux (COP) jouent un rôle prépondérant dans cette amélioration, avec + 3,8 milliards sur les céréales et + 0,6 milliard sur les oléagineux (plantes industrielles). La forte progression de la production agricole en valeur (+ 9,7 % hors subventions) résulte d'une hausse des volumes (+ 1,2 %) et surtout d'une augmentation des prix payés aux producteurs (+ 8,4 %).

Graphique 1
Variation entre 2006 et 2007
de la valeur de la production agricole (hors subventions)



Bétail (18,6 % de la production hors subventions en 2006) : gros bovins, veaux, ovins-caprins, équins, porcins.

Fruits, légumes, pommes de terre (12,7 %).

Services (5,6 %) : travaux agricoles pour compte de tiers (labourage...), agritourisme...

Autres produits végétaux (11,5 %) : plantes fourragères, plantes et fleurs.

Autres produits animaux (13,3 %) : lait et produits laitiers, autres produits de l'élevage (lapins, pigeons, sangliers, miel...).

Plantes industrielles (4,8 %) : oléagineux, protéagineux, tabac, betteraves à sucre et autres plantes industrielles (semences, lin...).

Produits avicoles (5,9 %) : volailles, œufs.

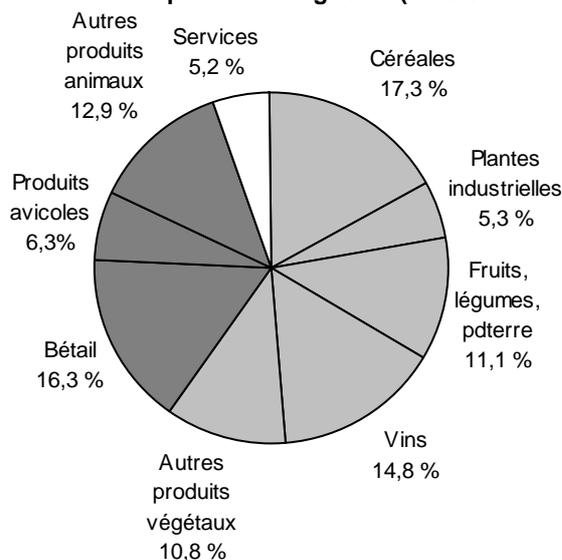
Vins (15,1 %) : vins AOC, vins courants.

Céréales (12,5 %) : blé dur, blé tendre, maïs, orge, autres céréales (avoine, seigle, sorgho, triticale, riz).

Source : Insee

Graphique 2

Part des différents produits dans la valeur de la production agricole (hors subventions) en 2007



Source : Insee

○ **Le volume de la production** augmente légèrement en 2007 (+ 1,2 %). La hausse concerne les productions végétales et les productions animales.

Les productions végétales augmentent de 1,7 % en volume. Les évolutions sont contrastées selon les produits. Les céréales (hormis le maïs), les protéagineux, ainsi que les fruits et légumes, ont souffert des conditions climatiques. En revanche, celles-ci ont favorisé d'autres cultures telles que le maïs, la betterave et les pommes de terre. Les récoltes de colza progressent fortement grâce à l'augmentation des surfaces ensemencées, en réponse à la filière des agrocarburants. De même la récolte de betteraves, abondante, est orientée vers les nouveaux débouchés industriels, énergétiques et chimiques ; le quota-sucre diminue pour sa part, en application de la réforme de l'organisation commune de marché de 2006 (OCM sucre). Le volume des vins de champagne augmente très fortement. Dans le cas des autres vins AOC et des vins de qualité courante, trois vendanges successives en baisse contribuent à résorber les excédents sur un marché en crise. La récolte de pommes de terre est abondante, malgré le mildiou.

Les productions animales augmentent de 0,7 % en volume. La production de gros bovins augmente, avec un raffermissement des abattages et une recapitalisation du cheptel reproducteur. La production de veaux, d'ovins et caprins diminue

alors que la production de porcs progresse. La production de volailles se redresse après une année affectée par la crise aviaire. La collecte laitière reste stable alors qu'elle se situe toujours en deçà des quotas alloués à la France.

○ **Le prix hors subventions** de la production agricole augmente fortement (+ 8,4 %), tiré par les productions végétales.

Le prix des productions végétales progresse en effet de 13,0 %. Les prix des céréales, oléagineux et protéagineux (COP) s'emballent, dans le sillage des cours mondiaux. Depuis 1999, la consommation mondiale de céréales tend à dépasser assez systématiquement la production, ce qui réduit les stocks à un niveau jugé alarmant (blé tendre, maïs, orge). Seules les premières prévisions de récolte 2008, favorables sur la base des superficies mondiales ensemencées, ont calmé momentanément les spéculations. Ainsi la campagne de commercialisation de la récolte française 2007 est totalement atypique. Les prix d'apport des agriculteurs augmentent fortement de juin 2007 jusqu'à mars 2008 ; ils fléchissent en avril. Les modes traditionnels de ventes se sont modifiés pour bénéficier des meilleures opportunités. L'année 2007 se caractérise par un développement des ventes au comptant (alors que les ventes sur acompte constitue le modèle dominant), des ventes au moment choisi (et non au moment du dépôt dans

l'organisme stockeur), et même des ventes adossées au marché à terme. L'augmentation du prix payé au producteur pour la récolte de blé tendre 2007 serait ainsi de l'ordre de 60 % après 30% en 2006, ce qui met fin à la baisse tendancielle encouragée par la PAC de 1992 (*encadré*). Dans le cas du maïs, le marché physique français est excédentaire, de sorte que la hausse du prix payé au producteur est moins spectaculaire et devrait se situer à « seulement » +40 %. Le prix des oléagineux devrait moins augmenter, notamment celui du colza, du fait d'une récolte abondante mais aussi de l'importance prise par les contrats passés avec l'industrie des agrocarburants avant la flambée des cours.

Sur un marché assaini, le prix des vins dont la baisse s'était trouvée enrayée en 2006 se redresse en 2007, tant pour les vins d'appellation (+6,8 %) que pour les autres vins (+13,7 %).

Le prix de la betterave industrielle diminue à nouveau. Le prix de la betterave correspondant au quota sucre diminue de 12,5 % (hors taxe

communautaire), en application de la nouvelle organisation commune de marché (OCM sucre) redéfinie en 2006. Les usages non alimentaires qui sont appelés à se développer (alcool, éthanol, chimique) sont moins bien rémunérés, mais leur prix augmente en 2007. Les deux prix pourraient à terme converger.

Le prix hors subventions des productions animales progresse également en 2006 (+2,3 %). Le prix du lait progresse (+6,4 %), tiré par les cours mondiaux, alors que l'ajustement se faisait à la baisse depuis cinq ans, partiellement compensé par des aides directes aux éleveurs. Le prix des volailles augmente fortement (+10,0 %), répercutant la hausse du coût des aliments induite par la flambée du prix des COP. Dans le cas du bétail, la faiblesse de l'offre soutient le prix du veau (+4,3 %), mais le prix de toutes les autres catégories de bétail diminue. Le prix du porc chute de 10 points, alors même que l'alimentation animale renchérit. En 2007, le prix du porc se situe ainsi 8 points en-dessous du niveau de l'année 2000.

Le prix du blé

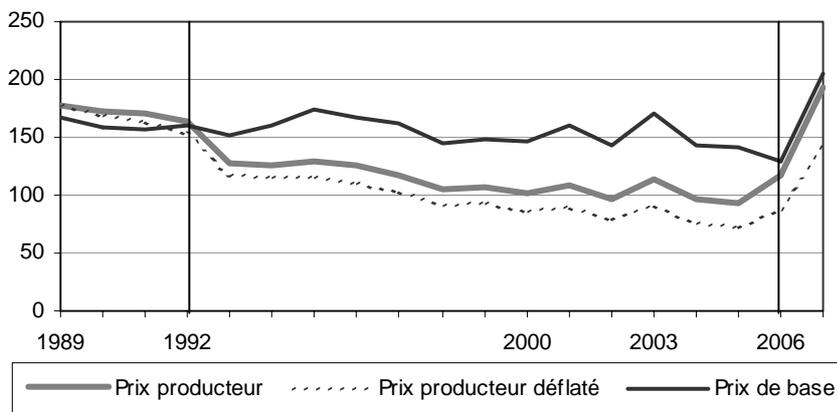
Jusqu'en 2005, le prix payé au producteur pour la récolte de blé a progressivement diminué (*graphique*). Les orientations de la Politique agricole commune visaient à rapprocher les prix européens du prix mondial, tout en garantissant le revenu des agriculteurs, par les aides indirectes avant la réforme de 1992, par davantage d'aides directes liées aux produits à partir de 1992, puis par le paiement unique à l'exploitation indépendant de la production à partir de 2006.

La baisse tendancielle du prix producteur fait place à une forte augmentation en 2006 et une accélération en 2007. La hausse est de l'ordre de 25 % en 2006 et de 60 % en 2007, selon des sources encore incomplètes.

Les facteurs qui participent à cette hausse de prix ont été largement analysés : tension entre offre et demande, accidents climatiques successifs, spéculation sur les marchés à terme.

Le prix du blé tendre payé au producteur

En €/tonne



Source : ONIGC, calculs Insee

Prix de base = prix payé au producteur - impôts qu'il reverse + subventions sur les produits qu'il perçoit.

Si l'aide compensatrice aux céréales était définie en écu/tonne par l'UE, elle était traduite en F/ha au niveau national en fonction de rendements moyens régionalisés, afin de faciliter les mises en paiement. Dans le graphique ci-contre, il ne s'agit pas des barèmes à l'hectare mais des aides à la tonne effectives, obtenues en rapportant le montant des aides versées aux tonnages récoltés.

Le prix producteur déflaté est égal au prix de base déflaté par l'indice de prix chaîné du PIB à partir de 1989. Il retrace le prix du blé, hors inflation générale.

Les subventions sur les produits

Après les profondes réformes de l'année 2006, les subventions sur les produits sont stables (*encadré ci-dessous*). Les subventions sur les produits s'élèvent à 2,5 milliards d'euros en 2007, soit un montant équivalent à celui de 2006. Elles se composent principalement de l'aide à la surface pour les grandes cultures (1 milliard d'euros) et de la prime à la vache allaitante (0,9 milliard). Les autres aides atteignent des montants moins

importants : aides aux cultures énergétiques, primes à l'abattage, prime à la brebis...

Ces aides supportent un prélèvement de 5% en 2007, contre 4% en 2006, au titre de la « modulation ». L'Union européenne applique en effet une retenue sur toutes les aides directes aux exploitations agricoles, au-dessus d'un seuil de 5000 € par exploitation. Cette retenue est destinée à financer le développement rural.

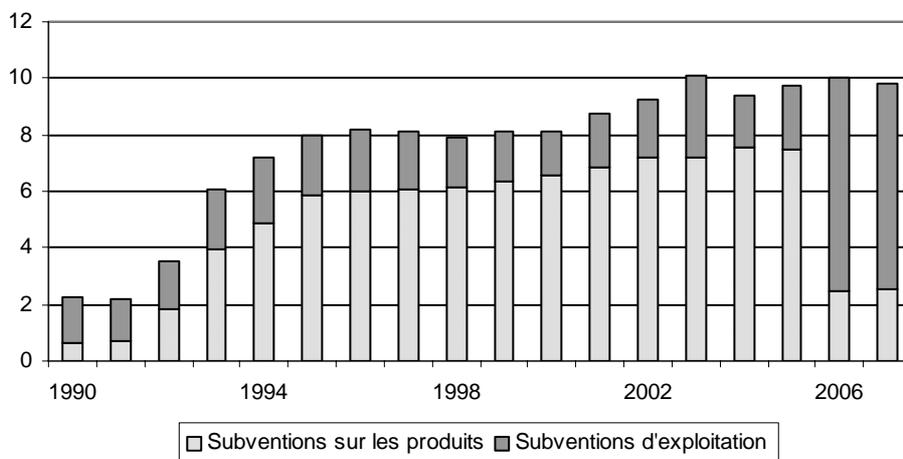
La réforme de la PAC de 2006 et les comptes¹

La réforme des subventions, dans le cadre de la Politique agricole commune (PAC), s'est pleinement appliquée en France en 2006 avec la mise en place du Régime de paiement unique (RPU)¹. Le paiement unique s'est substitué en grande partie aux aides directement liées à la production (aides à la surface, aides au cheptel).

Globalement, le montant des subventions à la branche agriculture est comparable avant et après la réforme (*graphique*). Mais, sur un total de l'ordre de 10 milliards d'euros, les subventions sur les produits ne représentent plus que 2,5 milliards d'euros après la réforme. Les subventions d'exploitation sont devenues prépondérantes : de l'ordre de 7,5 milliards, dont 5,7 pour le paiement unique.

Subventions sur les produits et subventions d'exploitation

En milliards d'euros



Dans les comptes, les aides directement liées à la production sont classées en subventions sur les produits et sont comprises ainsi dans la production au prix de base. En revanche, le paiement unique mis en place en 2006 s'inscrit en subventions d'exploitation.

Ces aides sont présentées en montants dus au titre d'une année (SEC 95) et non en montants versés.

Ne figurent pas dans ce graphique les aides à l'investissement et les transferts en capital que reçoivent les exploitants.

Source : Insee

1. Voir « L'agriculture en 2006 - Rapports présentés à la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation le 10 juillet 2007 », publié dans la Collection des comptes nationaux de l'Insee.

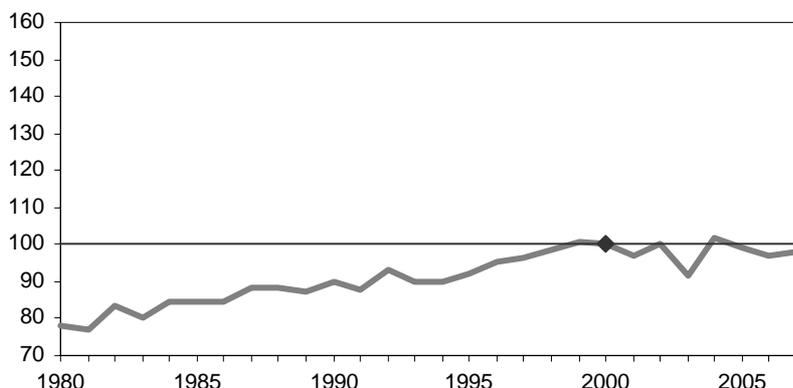
La production au prix de base

Dans les comptes, la production est valorisée au prix de base, c'est-à-dire y compris subventions sur les produits et hors impôts sur les produits. En

2007, la production au prix de base évolue fortement (+ 9,4 % en valeur).

Comme pour la production hors subvention, cette hausse résulte essentiellement de celle des prix (+ 8,3 %).

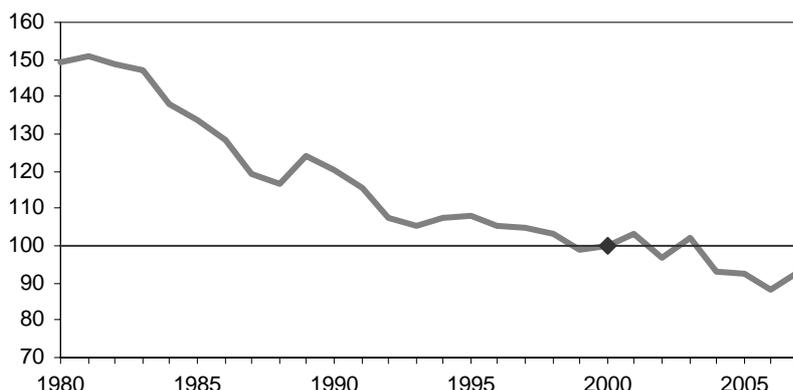
Graphique 3
Production agricole : évolution du volume



Source : Insee

Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de volume aux prix de l'année précédente.

Graphique 4
Production agricole : évolution du prix de base en termes réels

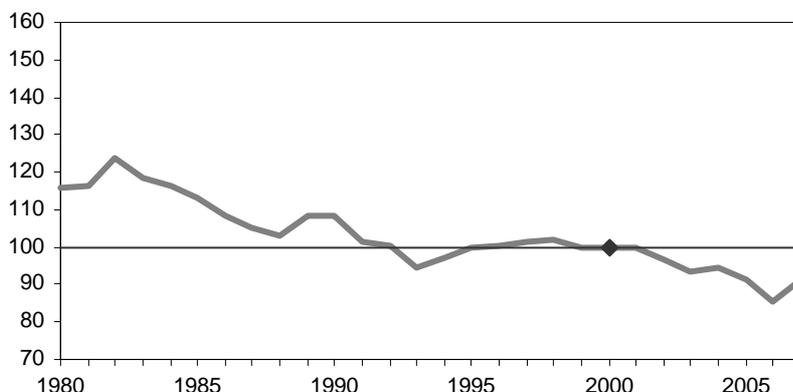


Source : Insee

Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de prix (prix de base, c'est-à-dire y compris subventions et hors impôts sur les produits) déflatés par l'indice de prix du PIB.

Avertissement
 En 2006, le prix de base en termes réels diminue fortement du fait de la réforme de la PAC : les prix de marché évoluent favorablement mais les subventions sur les produits, incluses dans le prix de base, diminuent fortement. Elles sont compensées par le paiement unique, comptabilisé en subventions d'exploitation. Les années 2006 et 2007 sont comparables.

Graphique 5
Production agricole : évolution de la valeur en termes réels

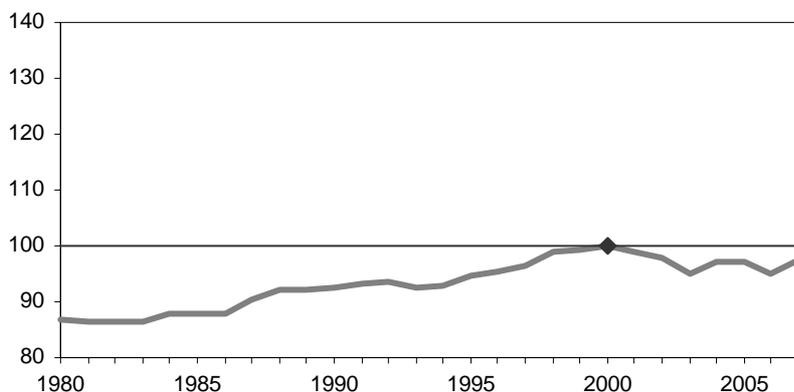


Source : Insee

Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de valeur de la production au prix de base (y compris subventions et hors impôts sur les produits) déflatés par l'indice de prix du PIB.

Avertissement
 Corrigée de l'inflation, mesurée ici par l'indice de prix du PIB, la valeur de la production agricole au prix de base diminue en 2006, du fait de la réforme de la PAC concernant les subventions. Les années 2006 et 2007 sont comparables.

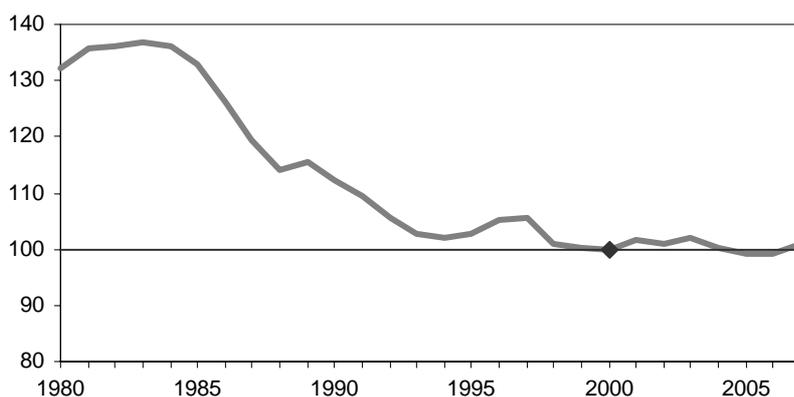
Graphique 6
Consommations intermédiaires : évolution du volume



Source : Insee

Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de volume, aux prix de l'année précédente.
 Tout en restant inférieur au volume de l'année 2000, le volume des consommations intermédiaires s'accroît en 2007 par rapport à 2006 : les achats d'aliments pour animaux augmentent, ainsi que le recours aux produits phytosanitaires.

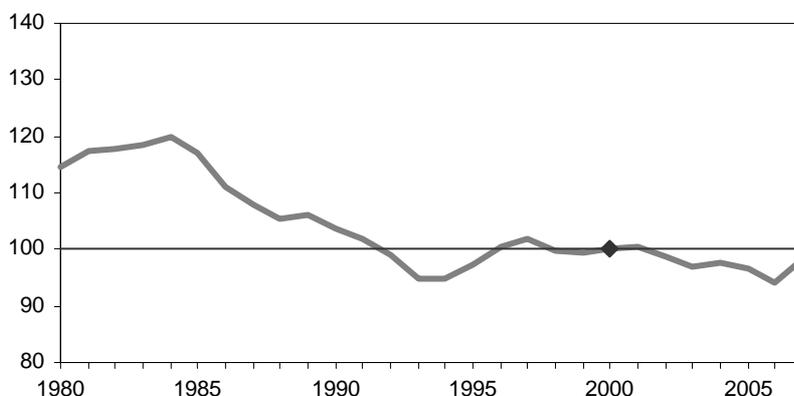
Graphique 7
Consommations intermédiaires : évolution du prix en termes réels



Source : Insee

Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de prix, déflatés par l'indice de prix du PIB.
 Depuis la fin des années quatre-vingt-dix, l'évolution du prix des consommations intermédiaires est voisine de l'inflation générale, mesurée ici par le prix du PIB. En 2007, les consommations intermédiaires renchérissent par rapport à 2006.

Graphique 8
Consommations intermédiaires : évolution de la valeur en termes réels



Source : Insee

Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de valeur, déflatés par l'indice de prix du PIB.
 De 2000 à 2006, la baisse de la valeur des consommations intermédiaires en termes réels résulte principalement de la baisse des volumes utilisés. En 2007, volume et prix progressent.

Les consommations intermédiaires

La valeur des consommations intermédiaires de la branche agriculture est en hausse en 2007 (+ 7,2 %), après deux années de maîtrise des dépenses. Le prix de l'ensemble des consommations intermédiaires augmente nettement, tandis que le volume progresse plus modérément. Les achats d'aliments pour animaux pèsent pour moitié dans l'alourdissement des charges. Du fait des conditions climatiques, l'utilisation accrue de fongicides tire également les dépenses vers le haut.

Les achats d'**aliments pour animaux** font un bond (+ 20,1 %), du fait surtout de la très forte hausse des prix (+ 15,9 %), liée à la flambée du cours des céréales et d'autres matières premières entrant dans leur composition (tourteaux de soja et de colza, protéagineux, pulpes de betterave, poudres de lait et de lactosérum...). Le prix des aliments composés est resté globalement stable durant la plus grande partie de l'année 2006, mais a commencé à renchérir au mois de septembre avec la mise sur le marché de la récolte 2006. Il n'a cessé de progresser depuis et a connu une accélération à partir de l'été 2007.

Les quantités consommées (+ 3,6 %) augmentent également, pour presque tous les animaux. Les achats d'aliments pour volailles (premier poste des

aliments pour animaux) croissent (+ 6,1 %) ; après l'année 2006 marquée par la crise aviaire, les quantités consommées retrouvent le niveau de l'année 2005. Pour les bovins, les quantités d'aliments composés (hors produits d'allaitement) progressent très fortement (+ 9,1 %), surtout pour les vaches laitières. En revanche, les quantités de produits d'allaitement sont en recul (-11,9 %) ; parallèlement, leurs prix s'envolent (+ 18,4 %), le prix de la poudre de lait, un des principaux composants entrant dans l'alimentation des veaux, augmentant très fortement depuis la mi-2006.

Les dépenses en **produits de protection des cultures** sont en hausse (+ 5,3 %) après une année de repli. Les prix restent stables (+ 0,5 %) tandis que les volumes augmentent (+ 4,8 %). Depuis 1999, les quantités vendues en France étaient, en tendance, orientées à la baisse. Au printemps et à l'été 2007, les achats de fongicides augmentent fortement en volume, l'humidité favorisant le développement du mildiou sur les vignes et sur les cultures de pommes de terre, tandis que diverses maladies (rouille, septoriose...) affectent les céréales. Les consommations d'herbicides varient peu par rapport à la campagne précédente ; celles d'insecticides diminuent.

Tableau 1
Evolution des consommations intermédiaires en 2007

		En %		
		Volume	Prix	Valeur
Ensemble des consommations intermédiaires*	(100 %)	+ 2,6	+ 4,5	+ 7,2
Ensemble hors intraconsommés	(84,7%)	+ 1,2	+ 5,4	+ 6,7
dont : Aliments pour animaux **	(18,1%)	+ 3,6	+ 15,9	+ 20,1
Engrais et amendements	(8,8%)	+ 0,2	+ 5,2	+ 5,4
Produits de protection des cultures	(7,3%)	+ 4,8	+ 0,5	+ 5,3
Energie et lubrifiants	(8,7%)	- 1,1	+ 0,9	- 0,2

* Y compris services bancaires non facturés ou services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim).

** Aliments pour animaux achetés aux industries agroalimentaires (aliments composés, tourteaux, luzerne déshydratée, pulpes de betteraves...) ; ils ne comprennent pas les produits agricoles intraconsommés, tels que les fourrages.

Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de l'ensemble des consommations intermédiaires en 2006.

Source : Insee

La facture **énergétique** reste stable en 2007 (-0,2 %). La dépréciation du dollar par rapport à l'euro au cours de l'année 2007 amortit l'impact de la hausse du prix du pétrole brut sur le prix des produits pétroliers exprimé en euros. La hausse des prix des produits pétroliers est continue tout au long de l'année 2007, mais succède à une forte baisse au second semestre 2006 (*encadré*). C'est pourquoi le prix des produits énergétiques et des lubrifiants augmente faiblement en moyenne annuelle (+ 0,9 %). Cette estimation prend en compte la reconduction à des taux identiques à ceux de 2006 des mesures fiscales dont bénéficient les agriculteurs depuis 2004 (réduction de taxes sur le fioul domestique, le fioul lourd et le gaz naturel).

Les dépenses pour l'achat d'**engrais** augmentent de 5,4 % en 2007. Les volumes restent stables après une forte diminution l'année précédente. En revanche, le prix des engrais progresse nettement (+ 5,2 %) pour la quatrième année consécutive. Le prix a augmenté en dix ans de près de 40 % pour l'ensemble des engrais, et de 50 % pour les engrais azotés simples, dont la facture pèse pour moitié.

Les **Sifim**, services d'intermédiation financière indirectement mesurés, diminuent en 2007 (-2,6 %). L'encours des prêts à la branche agriculture augmente, mais la marge réalisée par les établissements bancaires se contracte. En effet, le taux de refinancement interbancaire remonte depuis 2006.

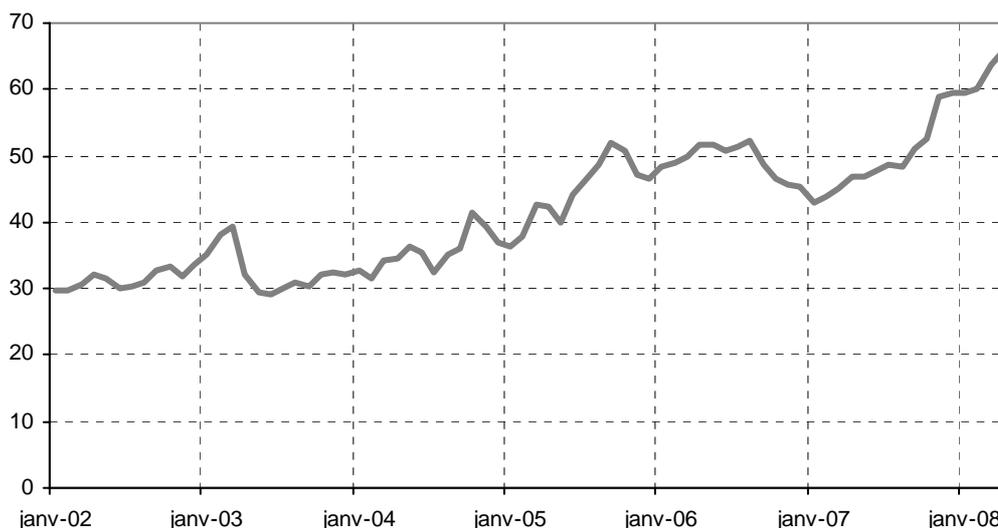
Le prix du fioul domestique pour la branche agriculture

Le prix (TIPP comprise) du fioul domestique, première source d'énergie de l'agriculture, est globalement orienté à la hausse depuis l'année 2003. Mais il baisse fortement d'août 2006 à janvier 2007. Il connaît ensuite une nouvelle progression et retrouve en octobre 2007 le niveau atteint en août 2006. Ainsi, bien qu'il augmente fortement tout au long de l'année 2007, le prix du fioul domestique ne croît en moyenne annuelle que de 0,2 % par rapport au prix moyen observé en 2006. Cette estimation prend en compte les mesures votées par le Parlement relatives à la fiscalité appliquée au fioul domestique utilisé dans les exploitations agricoles.

Depuis 2004, les agriculteurs ont bénéficié chaque année de mesures votées par le Parlement. Pour une TIPP fixée à 5,66 euros par hectolitre, les agriculteurs ont pu demander le remboursement de 4 euros par hectolitre pour les quantités acquises de juillet 2004 à août 2005, puis de 5 euros par hectolitre de septembre 2005 à décembre 2007.

Prix de vente moyen du fioul domestique hors TVA (livraisons de 2000 à 4999 l)

En euros/hl



NB. Ce graphique prend en compte le remboursement aux agriculteurs d'une partie de la TIPP à partir de juillet 2004 et suppose que cette mesure est reconduite en 2008.

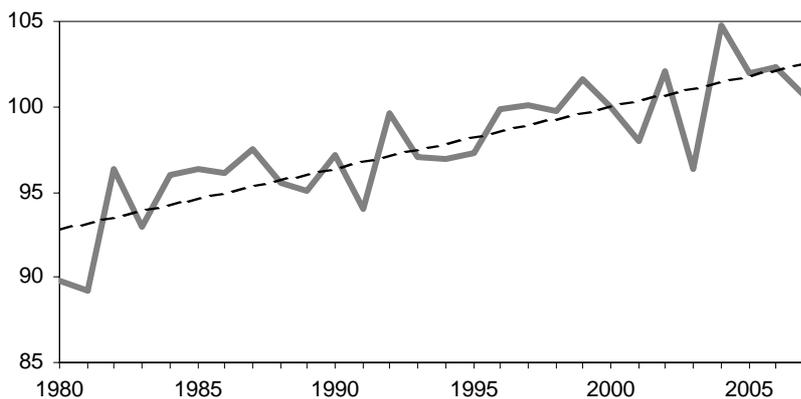
Sources : Observatoire de l'économie de l'énergie et des matières premières, Insee.

En 2007, le volume des consommations intermédiaires augmente plus rapidement que le volume de la production agricole : + 2,6 % contre + 1,0 %. Ainsi, la productivité des consommations intermédiaires, définie comme le rapport des indices

de volume de la production et des consommations intermédiaires, baisse en 2007.

Néanmoins, elle est globalement orientée à la hausse depuis vingt ans, au rythme moyen de 0,15 % par an (*graphique 9*).

Graphique 9
Evolution de la productivité des consommations intermédiaires



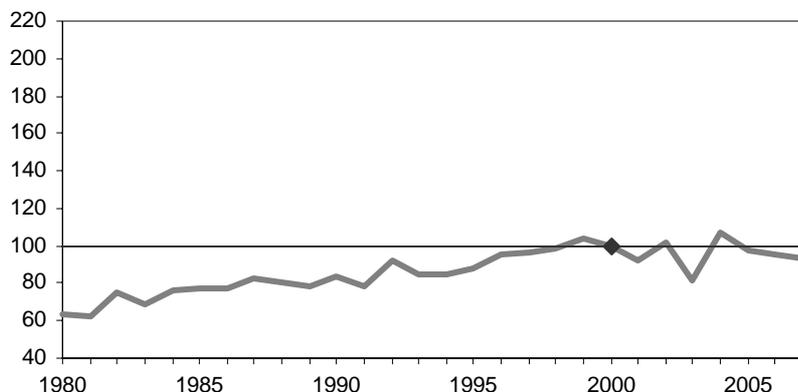
Indice 100 en 2000

La productivité des consommations intermédiaires est définie comme le rapport de l'indice de volume de la production (indice 100 en 2000) sur l'indice de volume des consommations intermédiaires (indice 100 en 2000).

Les aléas climatiques pèsent beaucoup sur les fluctuations annuelles de cet indicateur. Sur le long terme, on observe une amélioration de la productivité des consommations intermédiaires. Mais 2007 présente une détérioration de la productivité.

Source : Insee

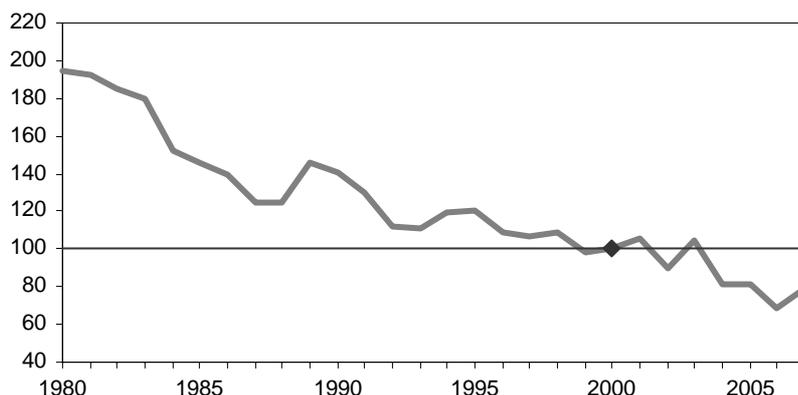
Graphique 10
Valeur ajoutée nette : évolution du volume



Source : Insee

Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de volume, au prix de l'année précédente.
 En volume, la valeur ajoutée nette diminue en 2007. Les volumes produits augmentent moins rapidement que le volume des consommations intermédiaires utilisées, d'où une légère détérioration du volume de la valeur ajoutée.

Graphique 11
Valeur ajoutée nette : évolution du prix en termes réels

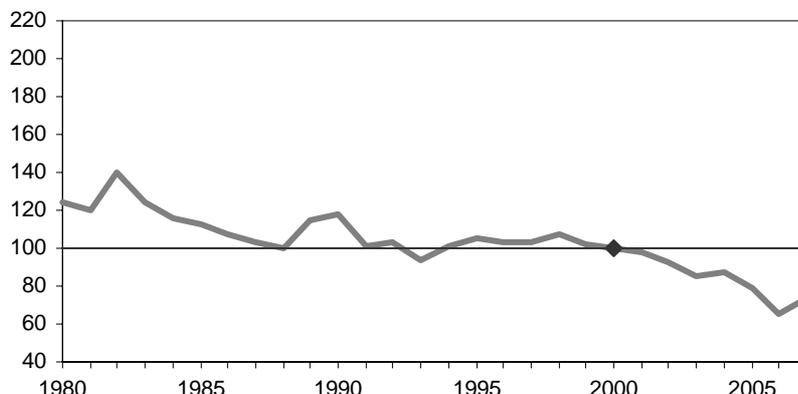


Source : Insee

Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de prix, déflatés par l'indice de prix du PIB.

Avertissement
 La chute du prix de la valeur ajoutée en 2006 résulte d'un effet purement comptable de la réforme de la PAC : les subventions sur les produits, incluses dans la production au prix de base donc dans la valeur ajoutée, sont remplacées par le paiement unique inscrit en subventions d'exploitation. Les années 2006 et 2007 sont comparables. Le prix des productions agricoles augmente plus vite que le prix des intrants.

Graphique 12
Valeur ajoutée nette : évolution de la valeur en termes réels



Source : Insee

Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de valeur, déflatés par l'indice de prix du PIB.

Avertissement
 La chute de la valeur ajoutée en termes réels résulte d'un effet purement comptable de la réforme de la PAC. Les années 2006 et 2007 sont comparables. L'amélioration repose sur l'augmentation des prix des productions agricoles.

La valeur ajoutée

La **valeur ajoutée brute**, premier solde comptable, est égale à la production au prix de base diminuée des consommations intermédiaires. Elle augmente fortement en valeur (+ 12,2 %). Le volume des intrants a progressé davantage que les volumes produits mais la branche agriculture bénéficie d'un différentiel de prix important entre le prix de ses productions et le prix des intrants. L'amélioration de la valeur ajoutée de la branche agriculture considérée globalement cache cependant des situations contrastées, les céréaliers et les éleveurs de porcs se situant aux extrémités de la dispersion. La **consommation de capital fixe** représente l'amortissement économique du capital de la branche, réévalué au prix de l'année étudiée. Elle porte sur l'ensemble des biens de capital fixe

(plantations, matériels, bâtiments), à l'exception des animaux. En 2007, la consommation de capital fixe augmente de 4,1 %. Cette hausse résulte essentiellement de la hausse du prix des actifs fixes, notamment du prix des bâtiments. Comme la consommation de capital fixe retrace la dépréciation des générations passées d'investissement, son évolution en volume se trouve modérée par la faiblesse des investissements des années 2000 à 2006, après la période plus dynamique des années 1994 à 1999.

La **valeur ajoutée nette** se déduit de la valeur ajoutée brute au prix de base en enlevant la consommation de capital fixe. La valeur ajoutée nette augmente fortement (+ 17,0 %), plus fortement encore que la valeur ajoutée brute.

Tableau 2
La valeur ajoutée en 2007

Valeurs en millions d'euros - Indice en %

	Valeur 2007	Indice de volume	Indice de prix	Indice de valeur
Production au prix de base	66 778,8	+ 1,0	+ 8,3	+ 9,4
Consommations intermédiaires	37 561,6	+ 2,6	+ 4,5	+ 7,2
Valeur ajoutée brute	29 217,2	- 1,2	+ 13,6	+ 12,2
Consommation de capital fixe	9 913,4	+ 0,5	+ 3,6	+ 4,1
Valeur ajoutée nette	19 303,8	- 2,1	+ 19,5	+ 17,0

Source : Insee

Les subventions et les impôts sur la production

Les subventions d'exploitation s'élèvent à 7,3 milliards d'euros en 2007 ; elles étaient de 7,5 milliards en 2006.

Depuis 2006, elles comprennent le paiement unique (5,7 milliards d'euros) qui s'est substitué en grande partie aux aides liées à la production. Elles intègrent aussi le paiement supplémentaire (86 millions d'euros), qui vient rembourser aux exploitants la modulation appliquée aux 5000 premiers euros d'aides directes. Comme le taux de modulation est

remonté d'un point en 2007, le montant du paiement supplémentaire est plus important qu'en 2006.

Après les bouleversements liés à la réforme de 2006, les seules évolutions marquantes se limitent à deux postes : les mesures agri-environnementales et les indemnités pour calamités.

Les contrats territoriaux d'exploitation (CTE) signés en 2001-2002 et financés sur cinq ans se sont en effet éteints en 2006. Ne subsistent en 2007 que les contrats d'agriculture durable (CAD) qui avaient pris le relais à partir de 2003. Avec l'extinction des CTE, le montant global des aides agri-environnementales diminue.

Tableau 3
Subventions d'exploitation de la branche agriculture

En millions d'euros

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Paiement unique							5714,7	5695,0
Paiement supplémentaire						50,00	68,5	85,9
Indemnité compensatrice de handicap naturel	374,2	418,6	448,4	447,4	475,0	507,7	513,9	527,8
Prime herbagère agri-environnementale, PMSEE	189,6	184,0	163,0	218,3	212,0	209,2	219,8	243,5
Autres aides agri-environnementales, CTE, CAD ²	91,3	152,4	319,6	433,7	358,9	383,3	385,3	200,3
Retrait pluri-annuel des terres	5,5	2,9	4,6	4,8	4,6	4,7	2,5	2,2
Aide au gel des terres (jachère non industrielle)	343,9	420,3	407,3	415,1	353,3	415,6	20,7	16,9
Indemnités au titre des calamités agricoles	72,2	30,2	124,7	700,9	30,9	277,5	178,3	45,8
Compensations pour retraits de fruits et légumes	14,4	6,8	9,2	3,3	5,2	2,9	2,1	2,4
Aides aux producteurs de fruits et légumes	23,8	20,2	13,7	10,1	3,0	11,5	1,4	0,4
Aides aux viticulteurs	58,6	59,9	94,1	51,8	21,4	42,9	31,2	46,1
Aides aux éleveurs	60,4	199,7	65,4	67,8	8,0	7,4	44,4	10,6
Indemnités pour dégâts de gibier	18,0	19,7	25,6	25,4	22,8	21,3	22,5	22,0
Agriculteurs en difficulté	15,2	16,8	16,6	11,0	8,6	5,0	3,7	4,4
Prises en charge d'intérêts	12,7	57,9	24,7	20,9	7,0	2,4	7,0	7,9
Subventions des collectivités locales	45,4	50,0	23,0	118,9	46,8	50,0	50,0	50,0
Autres subventions d'exploitation	33,3	38,1	35,5	30,5	26,5	32,7	31,7	36,9
Bonifications d'intérêts ³	222,9	225,3	210,4	256,4	212,6	197,5	177,1	221,5
Total métropole	1 581,3	1 902,6	1 985,6	2 816,3	1 796,5	2221,6	7474,8	7219,5
Subventions dans les DOM	5,4	16,2	21,3	18,2	20,5	14,8	17,7	56,7
Total	1 586,6	1 918,8	2 007,0	2 834,5	1 817,0	2236,4	7492,5	7276,2

1. La prime herbagère agri-environnementale (PHAE) remplace la prime de maintien des systèmes d'élevage extensif (PMSEE) en 2003.

2. Les contrats territoriaux d'exploitation (CTE) créés en 1999, ont été progressivement remplacés par les contrats d'agriculture durable (CAD) créés en 2003.

3. Le traitement des Sifim oblige à travailler sur les intérêts bruts, et non nets des bonifications d'intérêt accordées par l'État et le Feoga. Les bonifications, destinées à compenser une partie des intérêts, sont donc portées dans les subventions d'exploitation pour équilibrer le compte de la branche. Voir le dossier sur les Sifim dans le rapport 2005.

Source : ministère de l'Agriculture et de la Pêche - Offices agricoles

Les indemnités calamités au titre de l'année 2007 ont été quasi inexistantes pour la métropole alors que le Fonds national de calamité agricole avait attribué des indemnités au titre de la sécheresse 2006. Les aides Dom incluent les aides de crise attribuées pour le cyclone Dean à la Martinique et la Guadeloupe.

L'assouplissement des règles communautaires en 2006, à la suite de la crise aviaire, permet une intervention plus rapide dans le cadre des aides de *minimis*, les aides nationales ponctuelles et de faible montant étant ainsi exemptées de l'obligation de notification préalable à la Commission

européenne. La fièvre catarrhale bovine et ovine de 2007 a donné lieu à des aides nationales de *minimis*.

Les **autres impôts sur la production** augmentent de 1,4 % en 2007. Il s'agit des impôts sur la production autres que les impôts sur les produits, déjà pris en compte dans le calcul de la production au prix de base. Les impôts fonciers, qui en constituent les deux tiers, augmentent de 2,2 %. Les émissions de rôles progressent et les dégrèvements fiscaux liés aux procédures de calamités agricoles sont quasi absents.

Le résultat agricole net

Le **résultat agricole net** de la branche agriculture reprend la valeur ajoutée nette à laquelle sont ajoutées les subventions d'exploitation et sont retranchés les autres impôts sur la production. Il représente le revenu des facteurs de production (travail et capital). Il est aussi appelé valeur ajoutée nette au coût des facteurs.

L'augmentation des prix payés aux producteurs assure, malgré le renchérissement des consommations intermédiaires, une forte progression du résultat agricole net en 2007 (+ 11,3 %), après une hausse déjà forte en 2006 (+10,9 %). Compte tenu de la baisse de l'emploi agricole total (-1,9 % en nombre d'unités de travail annuel), le résultat agricole net par actif augmente fortement (+ 13,5 %). Déflaté par l'indice de prix du PIB (+ 2,5 %), le résultat agricole net par actif en termes réels se redresse en 2007 (+ 10,7 %), pour la deuxième année consécutive (+ 10,3 % en 2006). Cet indicateur était orienté à la baisse de 1999 à 2005. Ces deux années fastes réhaussent le résultat agricole net par actif en termes réels légèrement au-dessus du niveau qu'il avait atteint en 1998.

Ces résultats globaux masquent cependant de fortes disparités entre exploitants.

Le revenu net d'entreprise agricole

La **rémunération des salariés** progresse en 2007 (+ 2,9 %), après un ralentissement en 2006 (+ 1,3 %). Les salaires versés par les unités agricoles augmentent de 3,25 % du fait de l'augmentation du salaire horaire et d'une augmentation du volume d'heures travaillées de 0,4 %. Les cotisations sociales des salariés à la charge de l'employeur progressent de 1,4 %.

Les **charges locatives** nettes augmentent en 2007 (+1,9 %). Le montant des charges locatives brutes dépend de la superficie agricole en fermage et du coût du fermage à l'hectare. La part des surfaces en fermage progresse au rythme de 1 % par an sur le long terme. Le montant du fermage à l'hectare

progresse d'environ 1 point en 2007, après une période de stabilisation. L'amélioration récente du revenu agricole, sur lequel les fermages sont indexés, devrait avoir à terme des répercussions sur les charges locatives des exploitants. Les charges locatives qui entrent dans le compte de revenu sont nettes des impôts fonciers que les propriétaires terriens répercutent sur les fermiers ; ces impôts fonciers sont déjà comptabilisés au compte d'exploitation de la branche agricole.

Les **intérêts** dus par les unités agricoles augmentent en 2007 (+ 2,8 %). L'évolution des intérêts versés résulte de l'évolution combinée des encours et des taux d'intérêt. L'encours des prêts à l'agriculture a fortement augmenté, essentiellement du fait des prêts d'investissement (équipement et foncier). Le taux d'intérêt apparent cesse de diminuer : il s'établit à 4,5 % en 2007, après 4,4 % en 2006. Les taux d'intérêt apparents des prêts d'investissement non bonifiés, qui constituent désormais 75 % des encours, se stabilisent.

Les **intérêts hors Sifim** qui figurent dans la séquence des comptes correspondent aux intérêts bruts (avant déduction des bonifications d'intérêt dont l'agriculture est le bénéficiaire final) diminués des Sifim (ou services d'intermédiation financière indirectement mesurés) qui sont imputés en consommations intermédiaires de services bancaires. Les intérêts hors Sifim augmentent fortement en 2007 du fait de la baisse des Sifim : la marge des établissements bancaires se réduit.

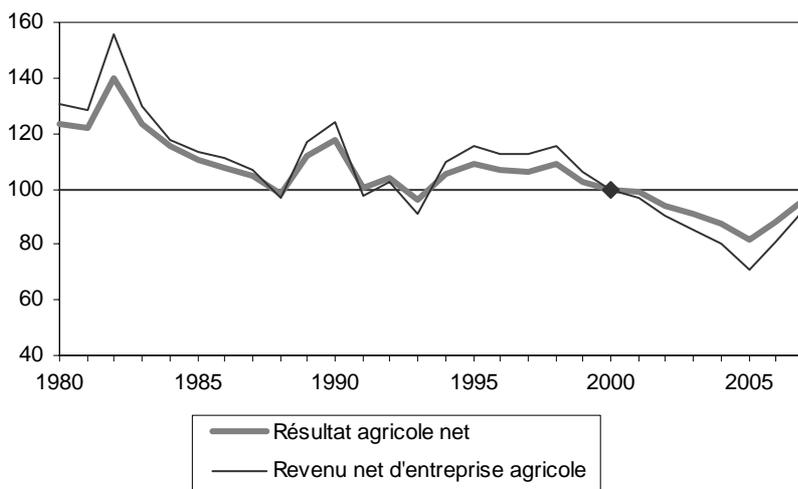
Le **revenu net d'entreprise agricole**, solde du compte de revenu, se déduit du résultat agricole net en retranchant la rémunération des salariés, les intérêts et les charges locatives nettes. Le revenu net d'entreprise agricole progresse fortement (+ 17,0 %), après la hausse de 2006 (+ 17,4 %).

Comme le volume de l'emploi non salarié diminue (-2,8 %), le revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié augmente plus fortement (+ 20,4 %). Déflaté par l'indice de prix du PIB (+ 2,5 %), le revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié se redresse à nouveau en 2007 (+ 17,5 %), après une hausse de même ampleur en 2006 (+ 17,8 %).

Cet indicateur de revenu était orienté à la baisse de 1999 à 2005. Les deux hausses consécutives de 2006 et 2007 ramènent le niveau de revenu légèrement au-dessus du niveau atteint en 1998 (*graphique 14*). **Le rattrapage ne concerne**

toutefois pas toutes les catégories d'exploitants. Exceptionnelle pour les céréaliers, encourageante pour les viticulteurs, l'année 2007 a été défavorable aux éleveurs bovins, aux producteurs de fruits et légumes et surtout aux éleveurs de porcs.

Graphique 13
Indicateurs de revenu en termes réels

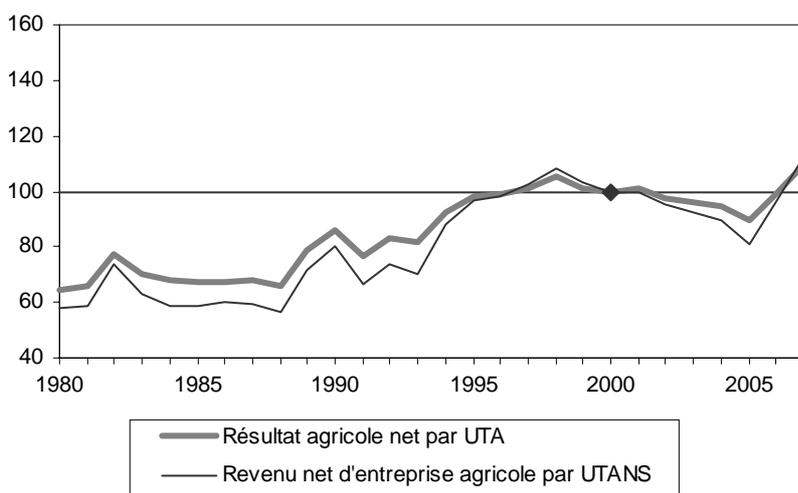


Indice 100 en 2000
Chaînage des indices de valeur, déflatés par l'indice de prix du PIB.

Les indicateurs de revenu en termes réels baissent de 1999 à 2005. Malgré le redressement de 2006 puis 2007, ces indicateurs de revenu de la branche agricole restent en deçà du niveau atteint en 1998.

Source : Insee

Graphique 14
Indicateurs de revenu par actif en termes réels



Indice 100 en 2000
Chaînage des indices de valeur, déflatés par l'indice de prix du PIB.

Compte tenu de la baisse tendancielle de l'emploi agricole, les deux années de conjoncture favorables 2006 et 2007 permettent un redressement des indicateurs de revenu par actif en termes réels, après une période de sept années orientées à la baisse.

Source : Insee

Tableau 4
Indicateurs de revenu de la branche agriculture en termes réels

Evolution en %

	Prix du PIB ¹	UTA ²	UTA non salariées ²	Indicateurs de revenu en termes réels ¹			
				Résultat agricole net (RAN)	RAN par actif	Revenu net d'entreprise agricole (RNEA)	RNEA par actif non salarié
1980	+ 10,8	- 2,6	- 2,7	- 10,7	- 8,3	- 14,3	- 11,9
1981	+ 11,0	- 2,6	- 2,7	- 1,1	+ 1,5	- 1,6	+ 1,2
1982	+ 11,8	- 2,6	- 2,7	+ 14,3	+ 17,4	+ 21,5	+ 24,8
1983	+ 9,3	- 2,7	- 2,8	- 12,0	- 9,5	- 16,7	- 14,3
1984	+ 7,2	- 3,0	- 3,1	- 6,0	- 3,1	- 9,3	- 6,4
1985	+ 5,4	- 3,3	- 3,4	- 4,2	- 1,0	- 3,7	- 0,3
1986	+ 4,7	- 3,4	- 3,6	- 2,7	+ 0,7	- 2,1	+ 1,6
1987	+ 2,7	- 3,5	- 3,7	- 2,5	+ 1,1	- 3,8	- 0,1
1988	+ 3,0	- 3,5	- 3,8	- 6,4	- 3,0	- 9,4	- 5,8
1989	+ 3,2	- 4,3	- 5,1	+ 14,1	+ 19,2	+ 20,7	+ 27,1
1990	+ 2,2	- 4,2	- 5,1	+ 4,8	+ 9,4	+ 6,3	+ 12,0
1991	+ 2,2	- 4,4	- 5,0	- 14,7	- 10,8	- 21,2	- 17,0
1992	+ 2,1	- 4,3	- 5,1	+ 3,4	+ 8,1	+ 4,9	+ 10,5
1993	+ 1,9	- 5,3	- 6,5	- 7,2	- 2,1	- 10,9	- 4,7
1994	+ 1,5	- 3,5	- 4,5	+ 9,2	+ 13,2	+ 20,5	+ 26,1
1995	+ 1,2	- 3,0	- 4,1	+ 3,4	+ 6,6	+ 4,8	+ 9,2
1996	+ 1,7	- 2,6	- 3,9	- 1,9	+ 0,7	- 2,5	+ 1,4
1997	+ 1,1	- 2,5	- 4,1	- 0,3	+ 2,3	+ 0,2	+ 4,5
1998	+ 0,9	- 1,8	- 3,3	+ 2,4	+ 4,2	+ 2,3	+ 5,7
1999	+ 0,1	- 1,6	- 3,1	- 5,6	- 4,1	- 7,7	- 4,8
2000	+ 1,4	- 1,4	- 3,1	- 2,7	- 1,3	- 5,9	- 2,9
2001	+ 2,0	- 1,8	- 2,6	- 1,0	+ 0,9	- 3,2	- 0,6
2002	+ 2,4	- 1,7	- 2,6	- 4,9	- 3,2	- 6,4	- 3,9
2003	+ 1,9	- 1,7	- 2,6	- 3,5	- 1,8	- 5,6	- 3,1
2004	+ 1,6	- 2,1	- 2,9	- 3,5	- 1,5	- 5,9	- 3,1
2005	+ 2,0	- 2,0	- 2,9	- 6,9	- 5,0	- 12,0	- 9,4
2006	+ 2,5	- 1,9	- 2,8	+ 8,2	+ 10,3	+ 14,5	+ 17,8
2007	+ 2,5	- 1,9	- 2,8	+ 8,6	+ 10,7	+ 14,2	+ 17,5

1. Les évolutions présentées en termes réels sont déflatées par l'indice de prix du PIB.

2. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps plein de l'agriculture).

Source : Insee

L'investissement agricole

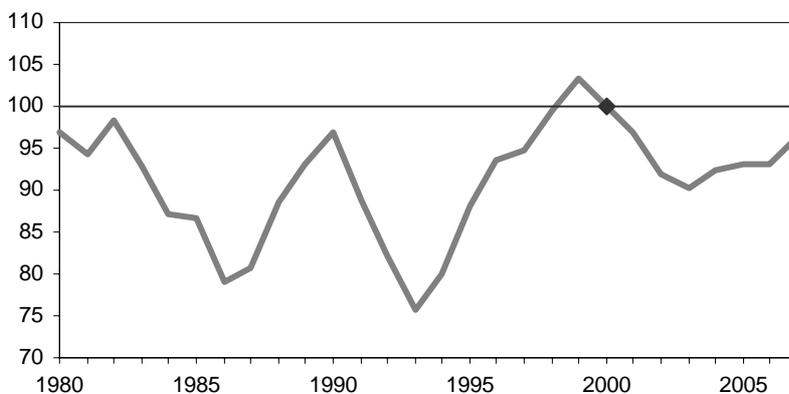
La formation brute de capital fixe de la branche agriculture (FBCF) comporte d'une part l'investissement produit par la branche agricole elle-même, c'est-à-dire les animaux reproducteurs et de trait ainsi que les plantations, d'autre part les dépenses d'investissement en biens non agricoles, essentiellement le matériel et les bâtiments.

En 2007, la FBCF progresse de façon dynamique (+ 3,8 % à prix constants) et l'amélioration repose

sur les deux composantes de la FBCF, agricole et non agricole. La hausse des prix participe à une forte augmentation en valeur (+ 7,7 %).

Le dynamisme des investissements en 2007 est d'autant plus remarquable que la FBCF a sensiblement diminué sur les années 2000 à 2003 (-3,8 % par an à prix constants) et que le raffermissement de 2004 (+ 2,4 %) n'a été suivi que d'une stabilisation sur les années 2005 et 2006.

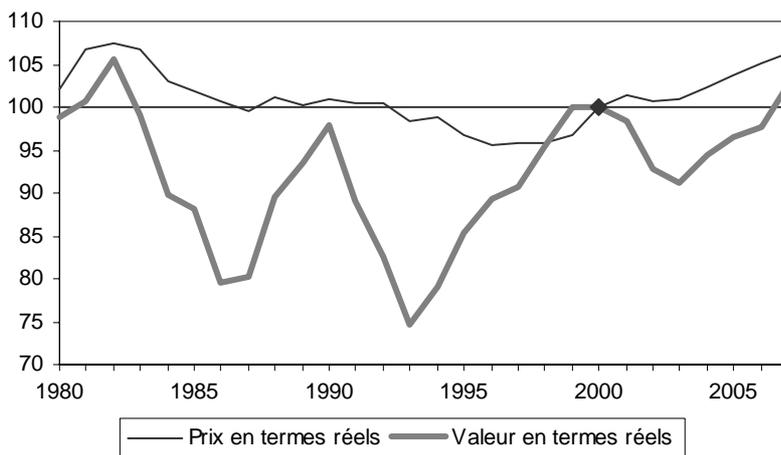
Graphique 15
FBCF de la branche agriculture à prix constants



Indice 100 en 2000
Chaînage des indices de volume de la FBCF à prix constants. Deux années de conjoncture favorables redynamisent l'investissement en 2007, en dopant les achats de matériel.

Source : Insee

Graphique 16
FBCF de la branche agriculture : valeur et prix en termes réels



Indice 100 en 2000
Chaînage des indices d'évolution. Les évolutions de valeur et prix en termes réels sont obtenues en déflétant les évolutions de valeur et de prix de la FBCF par l'indice de prix du PIB. L'évolution des prix de la FBCF, plus rapide que l'inflation générale, participe nettement à la hausse de la valeur des investissements de la branche agriculture sur les trois dernières années.

Source : Insee

La formation brute de capital fixe en **produits agricoles** augmente sur l'année 2007 : + 3,4 % à prix constants (*tableau 5*).

Cette hausse tient à la progression de la FBCF animale. En revanche, la FBCF en plantations de vignes et vergers diminuerait légèrement à prix constants. Elle avait chuté en 2006, année où des plans d'arrachage avaient été subventionnés pour remédier à la crise de surproduction viticole.

La formation brute de capital fixe en **biens non agricoles** est particulièrement dynamique en 2007 (+ 3,8 % à prix constants). Après une période d'attentisme, les exploitants bénéficient d'une meilleure visibilité à moyen terme depuis que la nouvelle PAC est en place. Ainsi, la hausse des revenus, d'abord en 2006 puis en 2007, a favorisé

les achats de matériel (+ 6,0 % à prix constants). Les achats de tracteurs et autres machines agricoles ont bénéficié tant aux producteurs nationaux qu'aux importations qui couvrent presque la moitié du marché intérieur de l'agro-équipement (44 % en 2006). La demande des agriculteurs est toujours orientée vers des matériels plus performants et d'une plus grande technicité qui leur permettent de réaliser des gains de productivité. En revanche, l'investissement en bâtiment agricole marque le pas. Les mises en chantier se stabilisent après le sursaut de 2006, lié aux exigences communautaires sur la mise aux normes des bâtiments. L'augmentation du prix du bâtiment ralentit par rapport à 2006 mais explique en totalité l'augmentation de la valeur de la FBCF bâtiment.

Tableau 5
Formation brute de capital fixe de la branche agriculture

	Montant 2007 (en millions d'euros)	Evolution 2007/2006 (en %)	
		En valeur	A prix constants
FBCF en biens agricoles	1084	+ 8,9 %	+ 3,4 %
Bétail	556	+ 16,0 %	+ 7,2 %
Plantations	528	+ 2,2 %	- 0,5 %
FBCF en biens non agricoles	9967	+ 7,5 %	+ 3,8 %
dont : Matériel	6376	+ 9,3 %	+ 6,0 %
Bâtiments	2876	+ 3,2 %	- 1,0 %
FBCF totale	10751	+ 7,7 %	+ 3,8 %

Source : Insee

Tableau 6
Les comptes de la branche agriculture de 2000 à 2007 en résumé

En millions d'euros

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
(+) Production au prix de base	63 294,5	64 408,1	63 975,9	62 832,2	64 703,8	63 816,5	61 063,9	66 778,8
(-) Consommations intermédiaires	32 965,0	33 832,0	33 965,7	33 978,8	34 745,1	35 045,7	35 032,6	37 561,6
dont : Sifim	781,0	585,1	848,1	939,2	877,8	934,2	691,7	673,5
(=) Valeur ajoutée brute	30 329,5	30 576,1	30 010,2	28 853,4	29 958,7	28 770,8	26 031,3	29 217,2
(-) Consommation de capital fixe	7789,6	8 160,5	8 317,7	8509,1	8 790,6	9 162,9	9 527,2	9 913,4
(=) Valeur ajoutée nette	22 539,9	22 415,6	21 692,5	20 344,3	21 168,1	19 607,9	16 504,1	19 303,8
(+) Subventions d'exploitation	1 586,7	1 918,8	2 013,6	2 834,5	1 817,0	2 236,4	7 492,5	7 276,2
dont : bonifications d'intérêts	222,9	225,3	210,4	256,4	212,6	197,5	177,1	221,5
(-) Autres impôts sur la production	1 427,5	1 416,9	1 382,3	1 231,3	1 469,5	1 397,1	1 318,4	1 337,3
Impôts fonciers	877,3	894,0	903,4	730,6	970,1	903,6	832,5	850,6
Autres impôts sur la production	550,2	522,9	478,9	500,7	499,4	493,5	485,9	486,7
(=) Résultat agricole net	22 699,1	22 917,5	22 323,8	21 947,5	21 515,6	20 447,2	22 678,2	25 242,7
(-) Rémunération des salariés	5 273,4	5 452,4	5 618,1	5 882,1	6 121,0	6 332,7	6 417,5	6 604,9
Salaires	4 206,2	4 370,2	4 496,9	4 699,3	4 887,3	5 058,3	5 129,1	5 295,8
Cotisations sociales	1 067,2	1 082,2	1 121,2	1 182,8	1 233,7	1 274,4	1 288,4	1 306,4
(=) Revenu mixte net (=ENE)	17 425,7	17 465,1	16 705,7	16 065,4	15 394,6	14 114,5	16 260,7	18 640,5
(-) Intérêts	1 200,9	1 425,6	1 235,4	1 109,9	1 011,0	1 007,1	1 226,8	1 338,2
(rappel : intérêts dus)	1 759,0	1 785,4	1 873,1	1 792,7	1 676,1	1 743,8	1 741,4	1 790,2
(-) Charges locatives nettes	1 929,7	1 928,2	1 953,4	1 950,7	1 952,4	1 945,4	1 927,2	1 964,6
(=) Revenu net d'entreprise agricole	14 295,1	14 111,3	13 516,9	13 004,8	12 431,2	11 162,0	13 106,7	15 337,7

Source : Insee

LE COMMERCE EXTÉRIEUR AGROALIMENTAIRE

En 2007, l'excédent du commerce extérieur en produits agroalimentaires est de 9,3 milliards d'euros : 2,1 milliards pour les produits agricoles et 7,2 milliards pour les produits transformés. Il progresse (+ 0,4 milliard) pour la deuxième année consécutive et atteint un niveau proche de celui de l'année 2000, le plus élevé de la décennie jusqu'à présent.

Le solde gagne plus de 300 millions sur les produits agricoles bruts, mais reste stable pour les produits transformés. L'excédent s'améliore fortement avec l'Union européenne, mais se dégrade avec les pays tiers.

Amélioration du solde pour les produits agricoles

Pour les **produits agricoles bruts**, l'amélioration du solde est due à la forte croissance du prix des exportations (+ 15,1 % globalement). En revanche, les exportations reculent en volume (-4,5 %). Quant aux importations, elles augmentent en prix (+ 4,0 %) comme en volume (+ 3,6 %).

L'excédent s'améliore nettement pour les produits

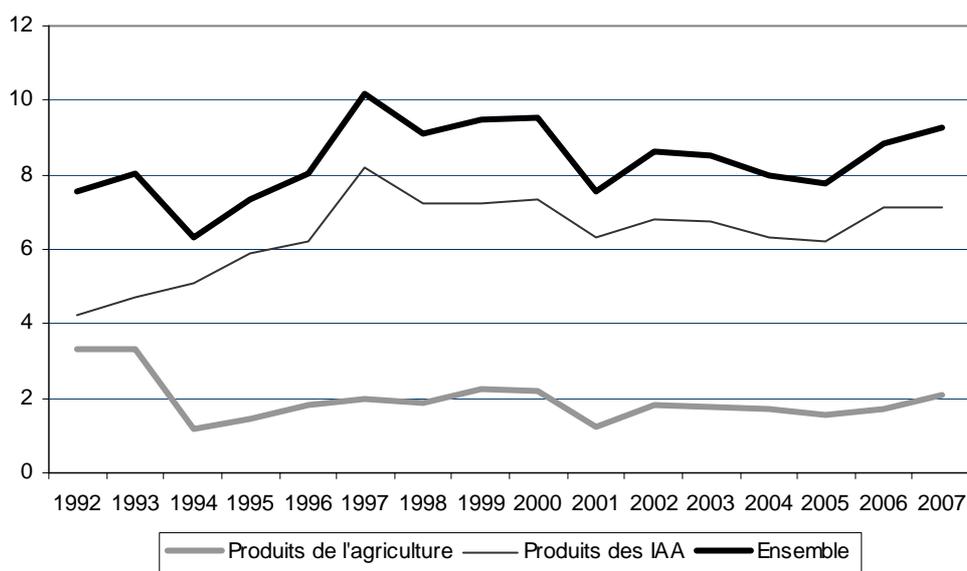
végétaux (+ 374 millions), en premier lieu pour l'orge (+ 344 millions) et le blé tendre (+ 322 millions). Il se contracte légèrement pour les produits animaux (-55 millions) du fait d'une baisse des exportations de bovins vivants.

Les exportations d'orge augmentent en quantités et en valeur. Elles bénéficient du contingentement des exportations céréalières de l'Ukraine pendant tout le second semestre 2007. C'est ainsi que l'Arabie saoudite, premier importateur mondial d'orge, achète 0,6 millions de tonnes d'orge à la France, pour un total de 112 millions d'euros (contre 10 millions en 2006). Pour les autres céréales, le niveau élevé des ventes est dû uniquement à l'envolée des cours.

Au début 2007, le cours du blé tendre se maintient au niveau élevé atteint au cours de l'année 2006. Il s'emballe durant l'été avant une accalmie de quelques semaines. En 2007, les ventes diminuent de 2,4 millions de tonnes par rapport à l'année 2006. Au premier semestre, les quantités exportées baissent de 11 % par rapport au premier semestre 2006, en raison notamment de la faiblesse des disponibilités.

Graphique 1
Solde¹ du commerce extérieur agroalimentaire

En milliards d'euros



1. Solde CAF-FAB.

Source : comptes nationaux, Insee

Au second semestre, les récoltes sont bonnes en Espagne et en Italie, et les livraisons de la France vers l'Europe diminuent par rapport à l'année précédente ; hors de l'Union européenne, l'évolution du taux de change euro/dollar, la concurrence du blé russe et la flambée du coût du fret maritime tendent à restreindre au Maghreb la zone de compétitivité du blé français. Au total, au second semestre, les quantités de blé exportées baissent de 22 % par rapport à la même période de l'année précédente. En dépit de la diminution des quantités vendues, les exportations de blé tendre augmentent en valeur (+ 18,1 %) du fait d'une augmentation très forte de leur prix (+ 39 %).

La montée en flèche des cours du blé oriente l'approvisionnement des fabricants d'aliments pour

bétail vers des céréales de substitution, en premier lieu le maïs. Or la production française de maïs a été faible en 2006, et les cours du maïs français sont supérieurs à ceux du continent américain. C'est pourquoi, après un recul important en 2006, les exportations de maïs (hors semences) continuent à diminuer en 2007 (-1,4 millions de tonnes), tandis que les importations sont en hausse (+ 0,7 millions de tonnes). La dégradation du solde commercial sur le maïs (-80 millions) est cependant atténuée par la bonne tenue des exportations de semences.

La progression de l'excédent commercial sur les produits végétaux est freinée par la dégradation du solde sur les fruits (-125 millions) ainsi que sur le café vert et le cacao en fèves.

Tableau 1

Les échanges extérieurs de produits agroalimentaires dans l'ensemble des échanges

Valeurs en milliards d'euros

		Valeur 2006	Évolution 2007 / 2006			Valeur 2007
			Valeur	Volume	Prix	
Produits agricoles	Exportations (FAB)	10,8	10,0%	-4,5%	15,1%	11,9
	En % des échanges de biens	2,5%				2,6%
	Importations (CAF)	9,1	7,7%	3,6%	4,0%	9,8
	En % des échanges de biens	2,1%				2,2%
	Solde	1,7				2,1
Produits des industries agroalimentaires	Exportations (FAB)	32,9	7,1%	2,3%	4,7%	35,2
	En % des échanges de biens	7,7%				7,7%
	Importations (CAF)	25,7	9,0%	5,0%	3,8%	28,0
	En % des échanges de biens	6,0%				6,2%
	Solde	7,1				7,2
Ensemble des produits agroalimentaires	Exportations (FAB)	43,7	7,8%	0,6%	7,2%	47,1
	En % des échanges de biens	10,2%				10,4%
	Importations (CAF)	34,8	8,7%	4,7%	3,8%	37,8
	En % des échanges de biens	8,1%				8,3%
	Solde	8,9				9,3
Ensemble des biens	Exportations (FAB)	389,1	3,4%	2,9%	0,4%	402,2
	En % des échanges de biens	100%				100%
	Importations (CAF)	428,6	6,0%	5,3%	0,6%	454,2
	En % des échanges de biens	100%				100%
	Solde	-39,5				-52,0
Ensemble des biens et services	Exportations (FAB)	484,5	3,6%	3,1%	0,5%	501,9
	Importations (FAB)	507,3	6,1%	5,5%	0,6%	538,3
	Solde	-22,8				-36,4

Source : comptes nationaux, Insee

Les exportations de bovins vivants (-126 millions), qui dépendent étroitement de la demande italienne, diminuent nettement en nombre de têtes (-7 %) et en prix (-5 %). Au second semestre 2007, l'extension des foyers de fièvre catarrhale réduit les possibilités d'exportation d'animaux vivants vers l'Italie, dont les broutards. De plus, l'augmentation du prix des aliments d'engraissement freine les importations italiennes de broutards.

Croissance des échanges pour les produits transformés

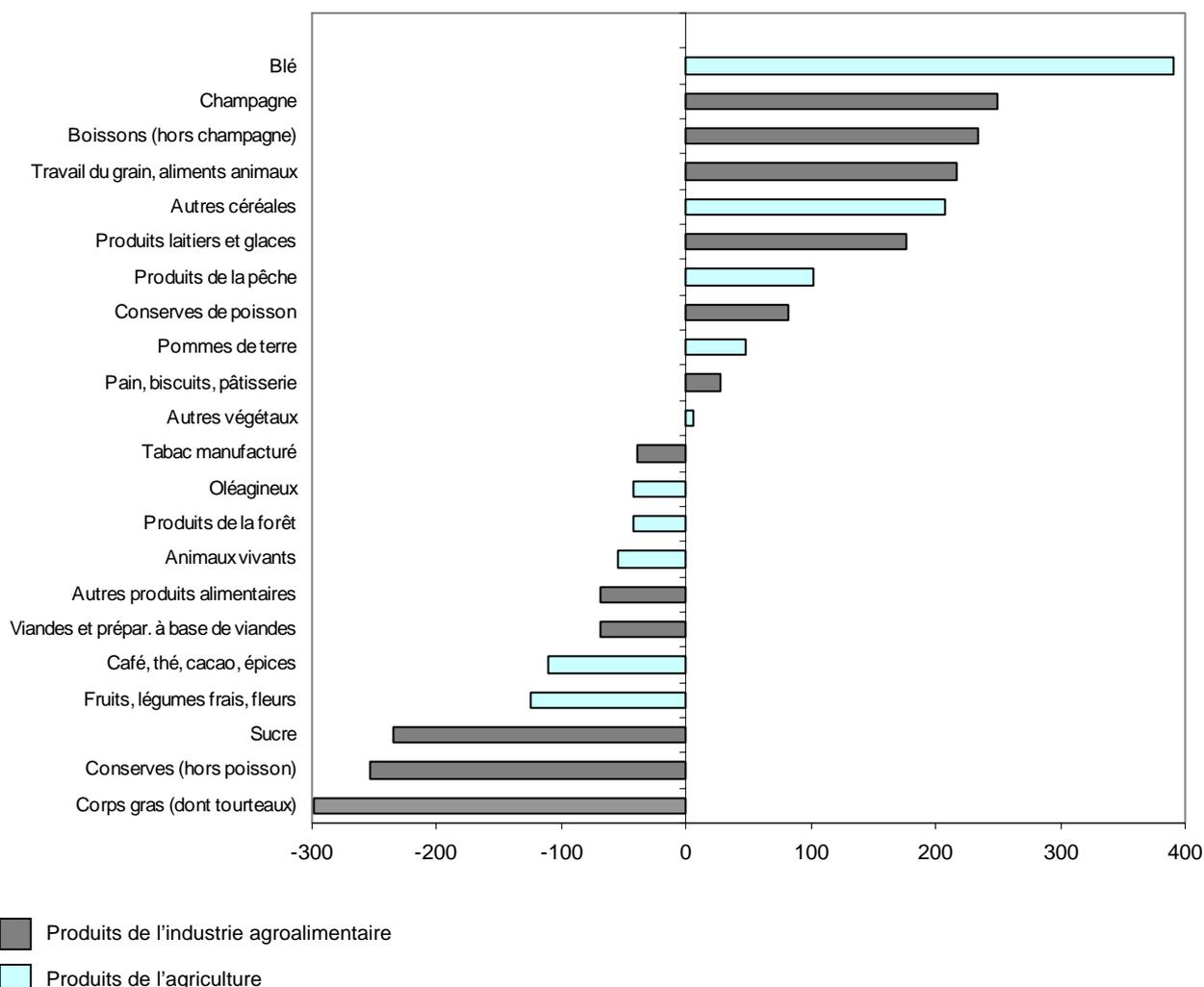
Les échanges de **produits transformés** restent dynamiques. Ils progressent à un rythme plus

soutenu pour les importations (+ 9,0 %) que pour les exportations (+ 7,1 %). Le solde s'améliore pour les boissons (+ 484 millions), qui représentent plus du tiers des exportations, les produits du travail des grains (+ 217 millions) et les produits laitiers (+ 176 millions). En revanche, il se dégrade pour les huiles et les tourteaux (-298 millions) ainsi que pour le sucre (-235 millions).

Les exportations de vins affichent une bonne performance et l'excédent s'améliore de 488 millions. La reprise des exportations de vins tranquilles, amorcée en 2006, se confirme (+ 7 %), avec des ventes records pour le vin de Bourgogne, tandis que les ventes de champagne continuent d'augmenter à un rythme soutenu (+ 11 %).

Graphique 2
Principales améliorations et détériorations du solde agroalimentaire de la France par produits en 2007

En millions d'euros



N.B. Autres produits alimentaires : confiserie (dont chocolat), pâtes, café, thé, condiments...

Source : Douanes

Les ventes de spiritueux progressent également (+ 4 %), et les exportations de cognac sont particulièrement dynamiques.

En revanche, l'excédent sur les eaux de table se réduit (-151 millions), en raison notamment d'une chute des exportations vers le Royaume-Uni (-48 millions) et la Belgique (-35 millions).

Dans le sillage du prix des céréales, les exportations de produits du travail du grain augmentent fortement (+ 407 millions), en premier lieu pour les produits amylicés (+ 189 millions) et les aliments pour animaux de compagnie (+ 119 millions). Les exportations de farine de blé progressent (+ 35 millions d'euros) uniquement du fait de la hausse des prix (+ 25 %).

L'excédent commercial sur le lait et les produits

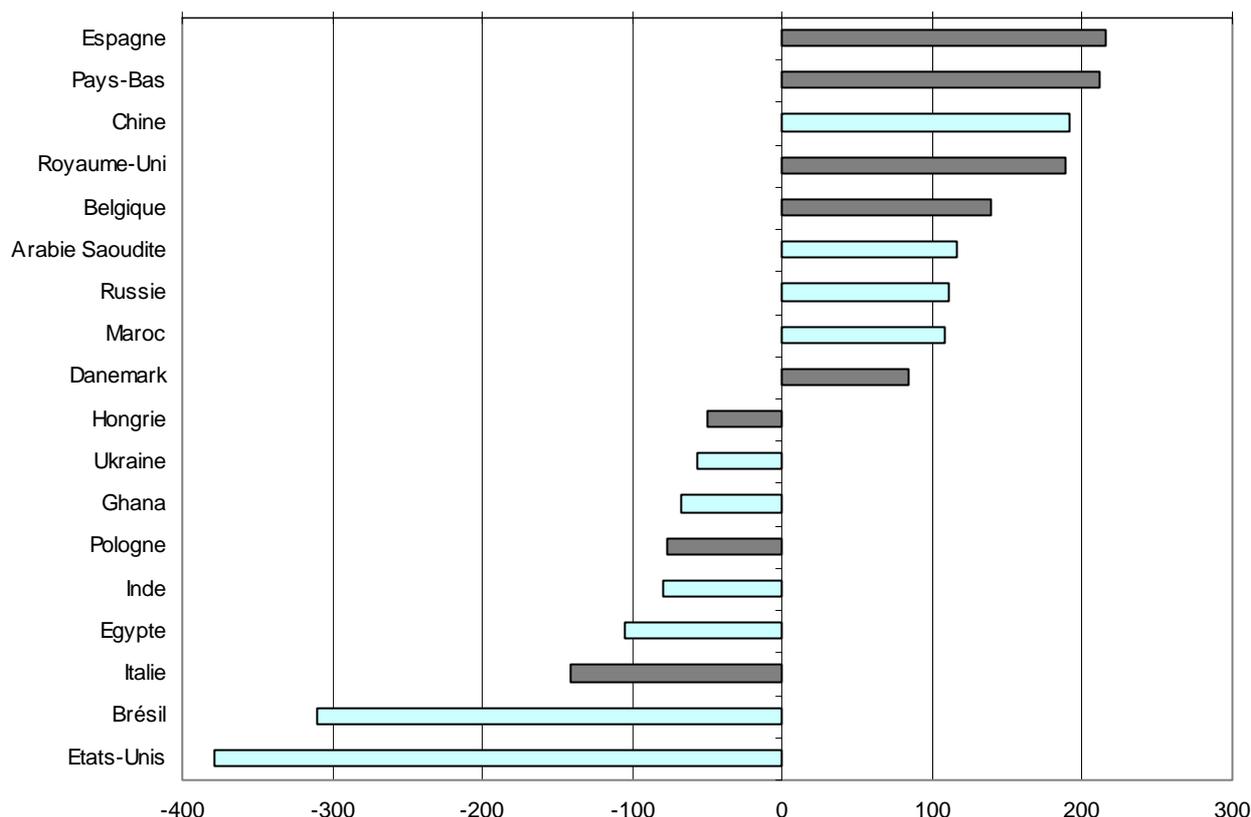
laitiers s'améliore en premier lieu pour le lactosérum (+ 181 millions d'euros), dont le prix flambe (+ 50 %), et les fromages (+ 114 millions). Les exportations de lactosérum augmentent surtout vers l'Europe (+ 96 millions) et l'Asie (+ 41 millions), les exportations de fromages vers l'Europe (+ 92 millions).

Sur le marché à terme de Chicago, le complexe soja (graines, tourteaux, huile) est fortement orienté à la hausse. Du fait de la hausse des prix (+ 15 %), l'importation par la France de tourteaux de soja augmente vigoureusement en valeur (+ 140 millions d'euros). A l'importation le prix de l'huile de soja alimentaire s'envole (+ 23 %) et, comme les achats doublent en quantité, la facture est supérieure de 59 millions à celle de l'année précédente.

Graphique 3

Améliorations et détériorations du solde agroalimentaire de la France par pays en 2007

En millions d'euros



■ Pays membres de l'Union européenne

■ Pays tiers

Source : Douanes

Pour le sucre, les exportations baissent en valeur (-168 millions), les quantités vendues diminuant fortement (-21 % pour le sucre blanc). En revanche, les importations augmentent (+67 millions). A la suite d'une décision prise à l'OMC en 2005, les exportations du sucre hors quota sont suspendues depuis la fin août 2006 et les quantités du quota pouvant être exportées avec restitution sont strictement limitées. L'entrée en vigueur de la réforme de l'OCM sucre (Organisation commune de marché), qui prévoit une baisse du quota sucre, passe par une chute de la récolte de betteraves à sucre.

L'excédent s'améliore avec l'Union européenne

L'excédent avec l'**Union européenne** progresse de 11 % (+740 millions d'euros). Dans la zone euro, le déficit avec l'Espagne et les Pays-Bas, qui s'aggravait depuis deux ans, se redresse. En revanche, l'excédent se dégrade avec l'Italie. Hors de la zone euro, il progresse surtout grâce à la croissance des ventes au Royaume-Uni.

Avec l'Espagne, les exportations augmentent notamment pour le lait (+58 millions) tandis que les importations d'huile d'olive, dont le prix chute, diminuent en valeur (-53 millions). Avec les Pays-Bas, les exportations augmentent pour le blé tendre (+86 millions) et l'alcool éthylique (+82 millions). Dans le cas de l'Italie, la progression des exportations de blé tendre (+73 millions) et de blé dur (+45 millions) ne suffit pas à compenser la diminution des exportations de bovins vivants (-154 millions). Avec le Royaume-Uni, les

exportations progressent en premier lieu pour le champagne et les vins calmes (+112 millions) ; les importations de viande fraîche de mouton diminuent (-44 millions).

L'excédent avec les **pays tiers** se dégrade (-337 millions), en premier lieu pour le sucre (-218 millions) et les boissons alcooliques distillées (-181 millions). Les exportations vers la Chine doublent presque et atteignent 512 millions d'euros ; elles sont constituées pour moitié de boissons alcooliques distillées et de vins calmes. En outre, les exportations vers Hong Kong atteignent 225 millions d'euros.

En revanche, l'excédent se dégrade fortement avec les États-Unis (-380 millions), ce qui est lié à un fort recul des exportations de vins et de spiritueux (-397 millions). En fait, l'installation récente en Belgique d'une plate-forme d'un des principaux producteurs de boissons alcoolisées conduit à expédier dans ce pays des produits réexportés ensuite en Amérique du Nord. D'où, en 2007, une hausse de même ampleur (+424 millions) des exportations de vins et de boissons distillées vers la Belgique.

Avec le Brésil, les importations sont en hausse pour les tourteaux, l'huile et les graines de soja (+177 millions au total) et pour le maïs (+97 millions). Les ventes de blé à l'Égypte, premier importateur mondial, baissent considérablement (-124 millions). Elles se concentrent sur le premier trimestre de 2007. Au début de la campagne de commercialisation 2007/2008, l'Égypte impose un cahier de charges auquel ne satisfait pas le blé français.

LES COMPTES DE L'AGRICULTURE DE 2005 À 2007

Compte 2005 définitif

Compte 2006 semi-définitif

Compte 2007 provisoire

Évolutions moyennes sur les cinq dernières années

Tableau 1 – Production hors subventions

Tableau 2 – Subventions sur les produits

Tableau 3 – Production au prix de base

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

Tableau 5 – Le compte de production

Tableau 6 – Le compte d'exploitation

Tableau 7 – Le compte de revenu d'entreprise

Tableau 8 – Les indicateurs de revenu

Tableau 9 – Les indicateurs de revenu en termes réels

Compte de la branche agriculture en 2005 (version définitive)

Tableau 1 - Production hors subventions

En millions d'euros

	Valeur 2004	Indice de volume	Volume 2005	Indice de prix	Valeur 2005	Indice de valeur
Blé dur.....	266,4	94,4	251,4	108,4	272,5	102,3
Blé tendre.....	3 614,6	92,6	3 348,9	97,0	3 247,1	89,8
Maïs.....	1 527,3	84,1	1 283,9	109,9	1 411,0	92,4
Orge.....	1 041,0	93,5	973,3	97,8	951,7	91,4
Autres céréales.....	262,0	94,1	246,5	101,3	249,7	95,3
CEREALES.....	6 711,3	91,0	6 104,0	100,5	6 132,0	91,4
Oléagineux.....	1 156,8	110,7	1 280,1	100,5	1 286,7	111,2
Protéagineux.....	248,1	84,3	209,2	94,2	197,1	79,4
Tabac.....	15,9	103,8	16,5	90,9	15,0	94,3
Betteraves industrielles.....	1 068,6	102,4	1 094,5	106,0	1 160,3	108,6
Autres plantes industrielles.....	427,7	98,6	421,9	108,4	457,5	107,0
PLANTES INDUSTRIELLES.....	2 917,1	103,6	3 022,2	103,1	3 116,6	106,8
Maïs fourrage.....	751,5	90,1	677,0	113,9	771,3	102,6
Autres fourrages.....	3 521,0	85,8	3 019,5	116,4	3 515,1	99,8
PLANTES FOURRAGERES.....	4 272,5	86,5	3 696,5	116,0	4 286,4	100,3
Légumes frais.....	2 861,3	97,9	2 801,0	108,4	3 035,2	106,1
Plantes et fleurs.....	2 376,6	99,7	2 369,0	98,5	2 333,5	98,2
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 237,9	98,7	5 170,0	103,8	5 368,7	102,5
POMMES DE TERRE.....	961,0	93,1	894,5	115,4	1 032,7	107,5
FRUITS.....	2 565,2	103,0	2 641,9	94,1	2 484,9	96,9
Vins de champagne.....	2 450,7	94,7	2 320,8	101,0	2 344,0	95,6
dont vins calmes.....	1 753,5	91,7	1 608,2	100,6	1 618,6	92,3
dont champagne.....	697,2	102,2	712,6	101,8	725,4	104,0
Autres vins d'appellation.....	5 407,7	92,7	5 011,7	96,1	4 815,7	89,1
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7 858,4	93,3	7 332,5	97,6	7 159,7	91,1
Vins pour eaux de vie AOC.....	442,9	113,2	501,3	101,1	506,8	114,4
dont vins de distillation.....	62,5	113,1	70,7	105,4	74,5	119,2
dont cognac.....	380,4	113,2	430,6	100,4	432,3	113,6
Autres vins de distillation.....	43,8	123,3	54,0	119,1	64,3	146,8
Vins de table et de pays.....	1 139,0	83,7	953,4	89,1	849,6	74,6
AUTRES VINS.....	1 625,7	92,8	1 508,7	94,2	1 420,7	87,4
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	32 149,1	94,5	30 370,3	102,1	31 001,7	96,4
Gros bovins.....	4 740,2	103,7	4 917,5	108,1	5 314,6	112,1
Veaux.....	1 459,8	101,4	1 480,8	91,3	1 351,9	92,6
Ovins-caprins.....	676,5	101,1	684,1	101,2	692,5	102,4
Equidés.....	87,1	96,3	83,9	105,1	88,2	101,3
Porcins.....	2 877,3	99,6	2 865,4	102,8	2 946,7	102,4
BETAIL.....	9 840,9	101,9	10 031,7	103,6	10 393,9	105,6
Volailles.....	2 897,8	97,7	2 832,5	95,8	2 713,8	93,7
Oeufs.....	849,7	97,0	823,9	97,0	799,2	94,1
PRODUITS AVICOLES.....	3 747,5	97,6	3 656,4	96,1	3 513,0	93,7
Lait et produits laitiers.....	7 680,1	101,4	7 787,4	97,7	7 610,3	99,1
dont lait.....	7 384,6	101,5	7 492,2	97,7	7 317,4	99,1
dont produits laitiers.....	295,5	99,9	295,2	99,2	292,9	99,1
Autres produits de l'élevage.....	626,2	100,4	628,4	98,6	619,3	98,9
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	8 306,3	101,3	8 415,8	97,8	8 229,6	99,1
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	21 894,7	101,0	22 103,9	100,1	22 136,5	101,1
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	54 043,8	97,1	52 474,2	101,3	53 138,2	98,3
Activités principales de travaux agricoles.....	2 900,8	101,3	2 938,2	101,9	2 993,5	103,2
Activités secondaires de services.....	172,3	101,7	175,2	101,8	178,3	103,5
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3 073,1	101,3	3 113,4	101,9	3 171,8	103,2
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	57 116,9	97,3	55 587,6	101,3	56 310,0	98,6
dont production des activités secondaires.....	1 545,4	104,4	1 613,6	100,9	1 628,9	105,4

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2005 (version définitive)

Tableau 2 - Subventions sur les produits

En millions d'euros

	Valeur 2004	Indice de volume	Volume 2005	Indice de prix	Valeur 2005	Indice de valeur
Blé dur.....	221,7	94,4	209,2	103,3	216,2	97,5
Blé tendre.....	1 745,0	92,6	1 616,7	104,9	1 696,7	97,2
Maïs.....	657,8	84,0	552,8	104,8	579,5	88,1
Orge.....	589,0	93,5	550,7	101,7	560,0	95,1
Autres céréales.....	217,2	93,4	202,9	99,1	201,0	92,5
CEREALES.....	3 430,7	91,3	3 132,3	103,9	3 253,4	94,8
Oléagineux.....	616,8	109,7	676,5	96,6	653,3	105,9
Protéagineux.....	220,5	84,3	185,9	108,2	201,1	91,2
Tabac.....	73,1	105,5	77,1	100,0	77,1	105,5
Betteraves industrielles.....						
Autres plantes industrielles.....	120,4	98,9	119,1	96,8	115,3	95,8
PLANTES INDUSTRIELLES.....	1 030,8	102,7	1 058,6	98,9	1 046,8	101,6
Maïs fourrage.....	506,6	90,1	456,4	106,0	483,7	95,5
Autres fourrages.....						
PLANTES FOURRAGERES.....	506,6	90,1	456,4	106,0	483,7	95,5
Légumes frais.....	2,2	127,3	2,8	57,1	1,6	72,7
Plantes et fleurs.....						
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	2,2	127,3	2,8	57,1	1,6	72,7
POMMES DE TERRE.....	31,4	92,7	29,1	99,0	28,8	91,7
FRUITS.....	119,0	91,1	108,4	51,6	55,9	47,0
Vins de champagne.....						
dont vins calmes.....						
dont champagne.....						
Autres vins d'appellation.....						
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....						
Vins pour eaux de vie AOC.....						
dont vins de distillation.....						
dont cognac.....						
Autres vins de distillation.....						
Vins de table et de pays.....						
AUTRES VINS.....						
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	5 120,7	93,5	4 787,6	101,7	4 870,2	95,1
Gros bovins.....	1 929,2	103,7	2 001,5	91,8	1 837,2	95,2
Veaux.....	76,2	101,4	77,3	99,7	77,1	101,2
Ovins-caprins.....	174,9	101,1	176,9	96,3	170,4	97,4
Equidés.....						
Porcins.....						
BETAIL.....	2 180,3	103,5	2 255,7	92,4	2 084,7	95,6
Volailles.....	1,0	100,0	1,0	160,0	1,6	160,0
Oeufs.....						
PRODUITS AVICOLES.....	1,0	100,0	1,0	160,0	1,6	160,0
Lait et produits laitiers.....	284,9	101,4	288,9	190,4	550,0	193,1
dont lait.....	284,9	101,4	288,9	190,4	550,0	193,1
dont produits laitiers.....						
Autres produits de l'élevage.....						
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	284,9	101,4	288,9	190,4	550,0	193,1
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	2 466,2	103,2	2 545,6	103,6	2 636,3	106,9
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	7 586,9	96,7	7 333,2	102,4	7 506,5	98,9
Activités principales de travaux agricoles.....						
Activités secondaires de services.....						
PRODUCTION DE SERVICES (4).....						
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	7 586,9	96,7	7 333,2	102,4	7 506,5	98,9
dont production des activités secondaires.....						

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2005 (version définitive)

Tableau 3 - Production au prix de base

En millions d'euros

	Valeur 2004	Indice de volume	Volume 2005	Indice de prix	Valeur 2005	Indice de valeur
Blé dur.....	488,1	94,4	460,6	106,1	488,7	100,1
Blé tendre.....	5 359,6	92,6	4 965,6	99,6	4 943,8	92,2
Maïs.....	2 185,1	84,1	1 836,7	108,4	1 990,5	91,1
Orge.....	1 630,0	93,5	1 524,0	99,2	1 511,7	92,7
Autres céréales.....	479,2	93,8	449,4	100,3	450,7	94,1
CEREALES.....	10 142,0	91,1	9 236,3	101,6	9 385,4	92,5
Oléagineux.....	1 773,6	110,3	1 956,6	99,2	1 940,0	109,4
Protéagineux.....	468,6	84,3	395,1	100,8	398,2	85,0
Tabac.....	89,0	105,2	93,6	98,4	92,1	103,5
Betteraves industrielles.....	1 068,6	102,4	1 094,5	106,0	1 160,3	108,6
Autres plantes industrielles.....	548,1	98,7	541,0	105,9	572,8	104,5
PLANTES INDUSTRIELLES.....	3 947,9	103,4	4 080,8	102,0	4 163,4	105,5
Maïs fourrage.....	1 258,1	90,1	1 133,4	110,7	1 255,0	99,8
Autres fourrages.....	3 521,0	85,8	3 019,5	116,4	3 515,1	99,8
PLANTES FOURRAGERES.....	4 779,1	86,9	4 152,9	114,9	4 770,1	99,8
Légumes frais.....	2 863,5	97,9	2 803,8	108,3	3 036,8	106,1
Plantes et fleurs.....	2 376,6	99,7	2 369,0	98,5	2 333,5	98,2
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 240,1	98,7	5 172,8	103,8	5 370,3	102,5
POMMES DE TERRE.....	992,4	93,1	923,6	114,9	1 061,5	107,0
FRUITS.....	2 684,2	102,5	2 750,3	92,4	2 540,8	94,7
Vins de champagne.....	2 450,7	94,7	2 320,8	101,0	2 344,0	95,6
dont vins calmes.....	1 753,5	91,7	1 608,2	100,6	1 618,6	92,3
dont champagne.....	697,2	102,2	712,6	101,8	725,4	104,0
Autres vins d'appellation.....	5 407,7	92,7	5 011,7	96,1	4 815,7	89,1
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7 858,4	93,3	7 332,5	97,6	7 159,7	91,1
Vins pour eaux de vie AOC.....	442,9	113,2	501,3	101,1	506,8	114,4
dont vins de distillation.....	62,5	113,1	70,7	105,4	74,5	119,2
dont cognac.....	380,4	113,2	430,6	100,4	432,3	113,6
Autres vins de distillation.....	43,8	123,3	54,0	119,1	64,3	146,8
Vins de table et de pays.....	1 139,0	83,7	953,4	89,1	849,6	74,6
AUTRES VINS.....	1 625,7	92,8	1 508,7	94,2	1 420,7	87,4
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	37 269,8	94,3	35 157,9	102,0	35 871,9	96,2
Gros bovins.....	6 669,4	103,7	6 919,0	103,4	7 151,8	107,2
Veaux.....	1 536,0	101,4	1 558,1	91,7	1 429,0	93,0
Ovins-caprins.....	851,4	101,1	861,0	100,2	862,9	101,4
Equidés.....	87,1	96,3	83,9	105,1	88,2	101,3
Porcins.....	2 877,3	99,6	2 865,4	102,8	2 946,7	102,4
BETAIL.....	12 021,2	102,2	12 287,4	101,6	12 478,6	103,8
Volailles.....	2 898,8	97,7	2 833,5	95,8	2 715,4	93,7
Oeufs.....	849,7	97,0	823,9	97,0	799,2	94,1
PRODUITS AVICOLES.....	3 748,5	97,6	3 657,4	96,1	3 514,6	93,8
Lait et produits laitiers.....	7 965,0	101,4	8 076,3	101,0	8 160,3	102,5
dont lait.....	7 669,5	101,5	7 781,1	101,1	7 867,4	102,6
dont produits laitiers.....	295,5	99,9	295,2	99,2	292,9	99,1
Autres produits de l'élevage.....	626,2	100,4	628,4	98,6	619,3	98,9
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	8 591,2	101,3	8 704,7	100,9	8 779,6	102,2
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	24 360,9	101,2	24 649,5	100,5	24 772,8	101,7
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	61 630,7	97,0	59 807,4	101,4	60 644,7	98,4
Activités principales de travaux agricoles.....	2 900,8	101,3	2 938,2	101,9	2 993,5	103,2
Activités secondaires de services.....	172,3	101,7	175,2	101,8	178,3	103,5
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3 073,1	101,3	3 113,4	101,9	3 171,8	103,2
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	64 703,8	97,2	62 920,8	101,4	63 816,5	98,6
dont production des activités secondaires.....	1 545,4	104,4	1 613,6	100,9	1 628,9	105,4

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2005 (version définitive)

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

En millions d'euros

	Valeur 2004	Indice de volume	Volume 2005	Indice de prix	Valeur 2005	Indice de valeur
Semences et plants	1 983,3	94,3	1 870,1	102,3	1 912,5	96,4
Energie et lubrifiants	2 462,4	99,7	2 454,3	116,3	2 853,6	115,9
Engrais et amendements	3 020,6	96,5	2 915,1	106,6	3 106,8	102,9
Produits de protection des cultures	2 627,5	99,0	2 601,8	100,6	2 617,5	99,6
Dépenses vétérinaires	1 227,1	104,1	1 277,8	101,9	1 301,8	106,1
Aliments pour animaux	12 196,3	101,0	12 313,7	94,3	11 611,9	95,2
dont : intraconsommés	5 255,2	104,5	5 490,1	94,8	5 205,3	99,1
achetés en dehors de la branche	6 941,1	98,3	6 823,6	93,9	6 406,6	92,3
Entretien du matériel	2 296,3	98,6	2 264,8	104,1	2 358,4	102,7
Entretien des bâtiments	306,8	98,0	300,6	102,3	307,4	100,2
Services de travaux agricoles	2 900,9	101,3	2 938,2	101,9	2 993,5	103,2
Autres biens et services	5 723,9	101,2	5 794,3	103,2	5 982,3	104,5
dont : SIFIM	877,8	101,7	892,3	104,7	934,2	106,4
Total	34 745,1	100,0	34 730,7	100,9	35 045,7	100,9

Source : Insee

**Tableau 5
Compte de production**

En millions d'euros

	Valeur 2004	Indice de valeur	Valeur 2005
Production	64 703,8	98,6	63 816,5
(-) Consommations intermédiaires	34 745,1	100,9	35 045,7
(=) Valeur ajoutée brute	29 958,7	96,0	28 770,8
(-) Consommation de capital fixe	8 790,6	104,2	9 162,9
(=) Valeur ajoutée nette	21 168,1	92,6	19 607,9

Source : Insee

**Tableau 6
Compte d'exploitation**

En millions d'euros

	Valeur 2004	Indice de valeur	Valeur 2005
Valeur ajoutée nette	21 168,1	92,6	19 607,9
(+) Subventions d'exploitation	1 817,0	123,1	2 236,4
dont : bonifications d'intérêts	212,6	92,9	197,5
(-) Autres impôts sur la production	1 469,5	95,1	1 397,1
Impôts fonciers	970,1	93,1	903,6
Autres	499,4	98,8	493,5
(=) Résultat agricole net	21 515,6	95,0	20 447,2
(-) Rémunération des salariés	6 121,0	103,5	6 332,7
Salaires	4 887,3	103,5	5 058,3
Cotisations sociales à la charge des employeurs	1 233,7	103,3	1 274,4
(=) Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	15 394,6	91,7	14 114,5

Source : Insee

Tableau 7
Compte de revenu d'entreprise

En millions d'euros

	Valeur 2004	Indice de valeur	Valeur 2005
Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	15 394,6	91,7	14 114,5
(-) Intérêts ¹	1 011,0	99,6	1 007,1
(pour mémoire : intérêts dus par la branche)	1 676,1	104,0	1 743,8
(-) Charges locatives nettes ²	1 952,4	99,6	1 945,4
(=) Revenu net d'entreprise agricole	12 431,2	89,8	11 162,0

1. Intérêts (y compris bonifications) hors SIFIM.

2. Hors impôts fonciers sur les terres en fermage.

Source : Insee

Tableau 8
Indicateurs de revenu

Evolution annuelle en %

	2005 / 2004
Résultat agricole net	-5,0
par actif	-3,1
Revenu net d'entreprise agricole	-10,2
par actif non salarié	-7,5
<i>Evolution du nombre d'UTA¹ totales</i>	-2,0
<i>Evolution du nombre d'UTA¹ non salariées</i>	-2,9

1. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

Source : Insee

Tableau 9
Indicateurs de revenu en termes réels¹

Evolution annuelle en %

	2005 / 2004
Résultat agricole net	-6,9
par actif	-5,0
Revenu net d'entreprise agricole	-12,0
par actif non salarié	-9,4
<i>Evolution du prix du PIB</i>	2,03

1. Déflaté de l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2006 (version semi-définitive)

Tableau 1 - Production hors subventions

En millions d'euros

	Valeur 2005	Indice de volume	Volume 2006	Indice de prix	Valeur 2006	Indice de valeur
Blé dur.....	272,5	108,8	296,4	108,2	320,7	117,7
Blé tendre.....	3 247,1	95,5	3 100,1	127,9	3 964,9	122,1
Maïs.....	1 411,0	92,6	1 306,0	126,2	1 648,5	116,8
Orge.....	951,7	100,9	959,9	116,4	1 117,2	117,4
Autres céréales.....	249,7	94,5	235,9	119,4	281,7	112,8
CEREALES.....	6 132,0	96,2	5 898,3	124,3	7 333,0	119,6
Oléagineux.....	1 286,7	92,9	1 195,3	113,4	1 355,1	105,3
Protéagineux.....	197,1	76,8	151,4	115,7	175,2	88,9
Tabac.....	15,0	83,3	12,5	107,2	13,4	89,3
Betteraves industrielles.....	1 160,3	84,7	983,3	87,9	864,1	74,5
Autres plantes industrielles.....	457,5	96,1	439,6	93,6	411,4	89,9
PLANTES INDUSTRIELLES.....	3 116,6	89,3	2 782,1	101,3	2 819,2	90,5
Maïs fourrage.....	771,3	98,2	757,3	104,0	787,5	102,1
Autres fourrages.....	3 515,1	106,4	3 740,8	97,9	3 663,8	104,2
PLANTES FOURRAGERES.....	4 286,4	104,9	4 498,1	99,0	4 451,3	103,8
Légumes frais.....	3 035,2	98,4	2 986,2	103,8	3 100,5	102,2
Plantes et fleurs.....	2 333,5	94,8	2 213,3	102,1	2 260,3	96,9
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 368,7	96,8	5 199,5	103,1	5 360,8	99,9
POMMES DE TERRE.....	1 032,7	98,1	1 013,1	140,4	1 422,0	137,7
FRUITS.....	2 484,9	99,6	2 474,2	117,9	2 918,3	117,4
Vins de champagne.....	2 344,0	101,2	2 372,2	103,0	2 443,3	104,2
dont vins calmes.....	1 618,6	100,5	1 626,5	103,2	1 679,0	103,7
dont champagne.....	725,4	102,8	745,7	102,5	764,3	105,4
Autres vins d'appellation.....	4 815,7	99,0	4 768,2	103,9	4 952,5	102,8
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7 159,7	99,7	7 140,4	103,6	7 395,8	103,3
Vins pour eaux de vie AOC.....	506,8	102,8	521,0	112,2	584,6	115,4
dont vins de distillation.....	74,5	99,9	74,4	109,3	81,3	109,1
dont cognac.....	432,3	103,3	446,6	112,7	503,3	116,4
Autres vins de distillation.....	64,3	96,6	62,1	102,4	63,6	98,9
Vins de table et de pays.....	849,6	97,6	829,2	95,9	795,1	93,6
AUTRES VINS.....	1 420,7	99,4	1 412,3	102,2	1 443,3	101,6
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	31 001,7	98,1	30 418,0	109,0	33 143,7	106,9
Gros bovins.....	5 314,6	100,0	5 315,2	105,0	5 582,9	105,0
Veaux.....	1 351,9	94,9	1 282,4	113,1	1 450,0	107,3
Ovins-caprins.....	692,5	97,2	673,1	102,7	691,2	99,8
Equidés.....	88,2	103,1	90,9	101,8	92,5	104,9
Porcins.....	2 946,7	100,1	2 949,2	104,7	3 087,4	104,8
BETAIL.....	10 393,9	99,2	10 310,8	105,8	10 904,0	104,9
Volailles.....	2 713,8	94,4	2 562,3	100,9	2 584,8	95,2
Oeufs.....	799,2	96,4	770,1	110,7	852,5	106,7
PRODUITS AVICOLES.....	3 513,0	94,9	3 332,4	103,1	3 437,3	97,8
Lait et produits laitiers.....	7 610,3	97,5	7 421,7	97,2	7 210,5	94,7
dont lait.....	7 317,4	97,5	7 134,3	97,1	6 926,7	94,7
dont produits laitiers.....	292,9	98,1	287,4	98,7	283,8	96,9
Autres produits de l'élevage.....	619,3	96,5	597,8	100,8	602,8	97,3
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	8 229,6	97,4	8 019,5	97,4	7 813,3	94,9
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	22 136,5	97,9	21 662,7	102,3	22 154,6	100,1
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	53 138,2	98,0	52 080,7	106,2	55 298,3	104,1
Activités principales de travaux agricoles.....	2 993,5	100,2	3 000,4	102,8	3 084,8	103,0
Activités secondaires de services.....	178,3	101,0	180,0	102,8	185,0	103,8
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3 171,8	100,3	3 180,4	102,8	3 269,8	103,1
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	56 310,0	98,1	55 261,1	106,0	58 568,1	104,0
dont production des activités secondaires.....	1 628,9	101,9	1 659,7	104,6	1 736,4	106,6

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2006 (version semi-définitive)

Tableau 2 - Subventions sur les produits

En millions d'euros

	Valeur 2005	Indice de volume	Volume 2006	Indice de prix	Valeur 2006	Indice de valeur
Blé dur.....	216,2	108,7	235,1	25,7	60,5	28,0
Blé tendre.....	1 696,7	95,5	1 619,9	25,0	405,4	23,9
Maïs.....	579,5	92,6	536,7	23,5	126,1	21,8
Orge.....	560,0	100,9	564,8	24,8	139,8	25,0
Autres céréales.....	201,0	94,3	189,5	29,3	55,5	27,6
CEREALES.....	3 253,4	96,7	3 146,0	25,0	787,3	24,2
Oléagineux.....	653,3	92,9	607,0	32,3	196,3	30,0
Protéagineux.....	201,1	76,8	154,4	28,7	44,3	22,0
Tabac.....	77,1	81,8	63,1	76,5	48,3	62,6
Betteraves industrielles.....					0,6	
Autres plantes industrielles.....	115,3	96,1	110,8	59,3	65,7	57,0
PLANTES INDUSTRIELLES.....	1 046,8	89,3	935,3	38,0	355,2	33,9
Maïs fourrage.....	483,7	98,2	474,9	24,2	115,0	23,8
Autres fourrages.....						
PLANTES FOURRAGERES.....	483,7	98,2	474,9	24,2	115,0	23,8
Légumes frais.....	1,6	106,3	1,7	76,5	1,3	81,3
Plantes et fleurs.....						
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	1,6	106,3	1,7	76,5	1,3	81,3
POMMES DE TERRE.....	28,8	93,1	26,8	67,2	18,0	62,5
FRUITS.....	55,9	93,6	52,3	172,3	90,1	161,2
Vins de champagne.....						
dont vins calmes.....						
dont champagne.....						
Autres vins d'appellation.....						
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....						
Vins pour eaux de vie AOC.....						
dont vins de distillation.....						
dont cognac.....						
Autres vins de distillation.....						
Vins de table et de pays.....						
AUTRES VINS.....						
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	4 870,2	95,2	4 637,0	29,5	1 366,9	28,1
Gros bovins.....	1 837,2	100,0	1 837,6	52,9	972,5	52,9
Veaux.....	77,1	94,8	73,1	102,2	74,7	96,9
Ovins-caprins.....	170,4	97,2	165,6	46,9	77,6	45,5
Equidés.....						
Porcins.....						
BETAIL.....	2 084,7	99,6	2 076,3	54,2	1 124,8	54,0
Volailles.....	1,6	100,0	1,6	100,0	1,6	100,0
Oeufs.....						
PRODUITS AVICOLES.....	1,6	100,0	1,6	100,0	1,6	100,0
Lait et produits laitiers.....	550,0	97,5	536,4	0,5	2,5	0,5
dont lait.....	550,0	97,5	536,4	0,5	2,5	0,5
dont produits laitiers.....						
Autres produits de l'élevage.....						
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	550,0	97,5	536,4	0,5	2,5	0,5
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	2 636,3	99,2	2 614,3	43,2	1 128,9	42,8
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	7 506,5	96,6	7 251,3	34,4	2 495,8	33,2
Activités principales de travaux agricoles.....						
Activités secondaires de services.....						
PRODUCTION DE SERVICES (4).....						
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	7 506,5	96,6	7 251,3	34,4	2 495,8	33,2
dont production des activités secondaires.....						

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2006 (version semi-définitive)

Tableau 3 - Production au prix de base

En millions d'euros

	Valeur 2005	Indice de volume	Volume 2006	Indice de prix	Valeur 2006	Indice de valeur
Blé dur.....	488,7	108,8	531,5	71,7	381,2	78,0
Blé tendre.....	4 943,8	95,5	4 720,0	92,6	4 370,3	88,4
Maïs.....	1 990,5	92,6	1 842,7	96,3	1 774,6	89,2
Orge.....	1 511,7	100,9	1 524,7	82,4	1 257,0	83,2
Autres céréales.....	450,7	94,4	425,4	79,3	337,2	74,8
CEREALES.....	9 385,4	96,4	9 044,3	89,8	8 120,3	86,5
Oléagineux.....	1 940,0	92,9	1 802,3	86,1	1 551,4	80,0
Protéagineux.....	398,2	76,8	305,8	71,8	219,5	55,1
Tabac.....	92,1	82,1	75,6	81,6	61,7	67,0
Betteraves industrielles.....	1 160,3	84,7	983,3	87,9	864,7	74,5
Autres plantes industrielles.....	572,8	96,1	550,4	86,7	477,1	83,3
PLANTES INDUSTRIELLES.....	4 163,4	89,3	3 717,4	85,4	3 174,4	76,2
Maïs fourrage.....	1 255,0	98,2	1 232,2	73,2	902,5	71,9
Autres fourrages.....	3 515,1	106,4	3 740,8	97,9	3 663,8	104,2
PLANTES FOURRAGERES.....	4 770,1	104,3	4 973,0	91,8	4 566,3	95,7
Légumes frais.....	3 036,8	98,4	2 987,9	103,8	3 101,8	102,1
Plantes et fleurs.....	2 333,5	94,8	2 213,3	102,1	2 260,3	96,9
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 370,3	96,9	5 201,2	103,1	5 362,1	99,8
POMMES DE TERRE.....	1 061,5	98,0	1 039,9	138,5	1 440,0	135,7
FRUITS.....	2 540,8	99,4	2 526,5	119,1	3 008,4	118,4
Vins de champagne.....	2 344,0	101,2	2 372,2	103,0	2 443,3	104,2
dont vins calmes.....	1 618,6	100,5	1 626,5	103,2	1 679,0	103,7
dont champagne.....	725,4	102,8	745,7	102,5	764,3	105,4
Autres vins d'appellation.....	4 815,7	99,0	4 768,2	103,9	4 952,5	102,8
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7 159,7	99,7	7 140,4	103,6	7 395,8	103,3
Vins pour eaux de vie AOC.....	506,8	102,8	521,0	112,2	584,6	115,4
dont vins de distillation.....	74,5	99,9	74,4	109,3	81,3	109,1
dont cognac.....	432,3	103,3	446,6	112,7	503,3	116,4
Autres vins de distillation.....	64,3	96,6	62,1	102,4	63,6	98,9
Vins de table et de pays.....	849,6	97,6	829,2	95,9	795,1	93,6
AUTRES VINS.....	1 420,7	99,4	1 412,3	102,2	1 443,3	101,6
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	35 871,9	97,7	35 055,0	98,4	34 510,6	96,2
Gros bovins.....	7 151,8	100,0	7 152,8	91,6	6 555,4	91,7
Veaux.....	1 429,0	94,9	1 355,5	112,5	1 524,7	106,7
Ovins-caprins.....	862,9	97,2	838,7	91,7	768,8	89,1
Equidés.....	88,2	103,1	90,9	101,8	92,5	104,9
Porcins.....	2 946,7	100,1	2 949,2	104,7	3 087,4	104,8
BETAIL.....	12 478,6	99,3	12 387,1	97,1	12 028,8	96,4
Volailles.....	2 715,4	94,4	2 563,9	100,9	2 586,4	95,2
Oeufs.....	799,2	96,4	770,1	110,7	852,5	106,7
PRODUITS AVICOLES.....	3 514,6	94,9	3 334,0	103,1	3 438,9	97,8
Lait et produits laitiers.....	8 160,3	97,5	7 958,1	90,6	7 213,0	88,4
dont lait.....	7 867,4	97,5	7 670,7	90,3	6 929,2	88,1
dont produits laitiers.....	292,9	98,1	287,4	98,7	283,8	96,9
Autres produits de l'élevage.....	619,3	96,5	597,8	100,8	602,8	97,3
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	8 779,6	97,5	8 555,9	91,3	7 815,8	89,0
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	24 772,8	98,0	24 277,0	95,9	23 283,5	94,0
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	60 644,7	97,8	59 332,0	97,4	57 794,1	95,3
Activités principales de travaux agricoles.....	2 993,5	100,2	3 000,4	102,8	3 084,8	103,0
Activités secondaires de services.....	178,3	101,0	180,0	102,8	185,0	103,8
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3 171,8	100,3	3 180,4	102,8	3 269,8	103,1
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	63 816,5	98,0	62 512,4	97,7	61 063,9	95,7
dont production des activités secondaires.....	1 628,9	101,9	1 659,7	104,6	1 736,4	106,6

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2006 (version semi-définitive)

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

En millions d'euros

	Valeur 2005	Indice de volume	Volume 2006	Indice de prix	Valeur 2006	Indice de valeur
Semences et plants	1 912,5	98,3	1 879,5	96,3	1 809,1	94,6
Energie et lubrifiants	2 853,6	98,1	2 798,5	109,2	3 054,9	107,1
Engrais et amendements	3 106,8	93,3	2 899,8	106,7	3 095,1	99,6
Produits de protection des cultures	2 617,5	97,6	2 554,0	100,4	2 563,8	97,9
Dépenses vétérinaires	1 301,8	97,0	1 263,3	102,7	1 298,0	99,7
Aliments pour animaux	11 611,9	97,6	11 337,7	103,1	11 694,3	100,7
dont : intraconsommés	5 205,3	98,1	5 104,3	105,1	5 364,9	103,1
achetés en dehors de la branche	6 406,6	97,3	6 233,4	101,5	6 329,4	98,8
Entretien du matériel	2 358,4	96,5	2 274,8	103,8	2 361,1	100,1
Entretien des bâtiments	307,4	92,9	285,5	102,9	293,7	95,5
Services de travaux agricoles	2 993,5	100,2	3 000,4	102,8	3 084,8	103,0
Autres biens et services	5 982,3	99,2	5 936,5	97,3	5 777,8	96,6
dont : SIFIM	934,2	100,0	934,5	74,0	691,7	74,0
Total	35 045,7	97,7	34 230,0	102,3	35 032,6	100,0

Source : Insee

**Tableau 5
Compte de production**

En millions d'euros

	Valeur 2005	Indice de valeur	Valeur 2006
Production	63 816,5	95,7	61 063,9
(-) Consommations intermédiaires	35 045,7	100,0	35 032,6
(=) Valeur ajoutée brute	28 770,8	90,5	26 031,3
(-) Consommation de capital fixe	9 162,9	104,0	9 527,2
(=) Valeur ajoutée nette	19 607,9	84,2	16 504,1

Source : Insee

**Tableau 6
Compte d'exploitation**

En millions d'euros

	Valeur 2005	Indice de valeur	Valeur 2006
Valeur ajoutée nette	19 607,9	84,2	16 504,1
(+) Subventions d'exploitation	2 236,4	335,0	7 492,5
dont : bonifications d'intérêts	197,5	89,7	177,1
(-) Autres impôts sur la production	1 397,1	94,4	1 318,4
Impôts fonciers	903,6	92,1	832,5
Autres	493,5	98,5	485,9
(=) Résultat agricole net	20 447,2	110,9	22 678,2
(-) Rémunération des salariés	6 332,7	101,3	6 417,5
Salaires	5 058,3	101,4	5 129,1
Cotisations sociales à la charge des employeurs	1 274,4	101,1	1 288,4
(=) Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	14 114,5	115,2	16 260,7

Source : Insee

Tableau 7
Compte de revenu d'entreprise

En millions d'euros

	Valeur 2005	Indice de valeur	Valeur 2006
Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	14 114,5	115,2	16 260,7
(-) Intérêts ¹	1 007,1	121,8	1 226,8
(pour mémoire : intérêts dus par la branche)	1 743,8	99,9	1 741,4
(-) Charges locatives nettes ²	1 945,4	99,1	1 927,2
(=) Revenu net d'entreprise agricole	11 162,0	117,4	13 106,7

1. Intérêts (y compris bonifications) hors SIFIM.

2. Hors impôts fonciers sur les terres en fermage.

Source : Insee

Tableau 8
Indicateurs de revenu

Evolution annuelle en %

	2006 / 2005
Résultat agricole net	10,9
par actif	13,0
Revenu net d'entreprise agricole	17,4
par actif non salarié	20,8
<i>Evolution du nombre d'UTA¹ totales</i>	-1,9
<i>Evolution du nombre d'UTA¹ non salariées</i>	-2,8

1. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

Source : Insee

Tableau 9
Indicateurs de revenu en termes réels¹

Evolution annuelle en %

	2006 / 2005
Résultat agricole net	8,2
par actif	10,3
Revenu net d'entreprise agricole	14,5
par actif non salarié	17,8
<i>Evolution du prix du PIB</i>	2,49

1. Déflaté de l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2007 (version provisoire)

Tableau 1 - Production hors subventions

En millions d'euros

	Valeur 2006	Indice de volume	Volume 2007	Indice de prix	Valeur 2007	Indice de valeur
Blé dur.....	320,7	91,2	292,4	173,0	505,8	157,7
Blé tendre.....	3 964,9	92,5	3 666,4	163,0	5 976,1	150,7
Maïs.....	1 648,5	112,7	1 857,8	139,0	2 582,8	156,7
Orge.....	1 117,2	91,1	1 017,4	161,0	1 637,9	146,6
Autres céréales.....	281,7	89,4	251,9	162,0	408,1	144,9
CEREALES.....	7 333,0	96,6	7 085,9	156,8	11 110,7	151,5
Oléagineux.....	1 355,1	106,8	1 447,0	138,0	1 997,3	147,4
Protéagineux.....	175,2	64,8	113,5	153,0	173,6	99,1
Tabac.....	13,4	87,3	11,7	88,9	10,4	77,6
Betteraves industrielles.....	864,1	107,1	925,6	90,9	841,8	97,4
Autres plantes industrielles.....	411,4	94,0	386,8	92,3	356,9	86,8
PLANTES INDUSTRIELLES.....	2 819,2	102,3	2 884,6	117,2	3 380,0	119,9
Maïs fourrage.....	787,5	109,0	858,2	91,2	782,3	99,3
Autres fourrages.....	3 663,8	119,3	4 370,4	89,9	3 929,1	107,2
PLANTES FOURRAGERES.....	4 451,3	117,5	5 228,6	90,1	4 711,4	105,8
Légumes frais.....	3 100,5	99,6	3 088,2	102,2	3 155,9	101,8
Plantes et fleurs.....	2 260,3	98,8	2 232,7	100,5	2 243,6	99,3
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 360,8	99,3	5 320,9	101,5	5 399,5	100,7
POMMES DE TERRE.....	1 422,0	114,7	1 631,1	72,5	1 183,1	83,2
FRUITS.....	2 918,3	93,6	2 731,1	102,5	2 799,3	95,9
Vins de champagne.....	2 443,3	110,3	2 695,0	105,3	2 837,8	116,1
dont vins calmes.....	1 679,0	113,3	1 901,6	106,4	2 023,8	120,5
dont champagne.....	764,3	103,8	793,4	102,6	814,0	106,5
Autres vins d'appellation.....	4 952,5	96,6	4 782,6	107,7	5 148,9	104,0
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7 395,8	101,1	7 477,6	106,8	7 986,7	108,0
Vins pour eaux de vie AOC.....	584,6	98,6	576,4	106,8	615,6	105,3
dont vins de distillation.....	81,3	96,8	78,7	105,5	83,0	102,1
dont cognac.....	503,3	98,9	497,7	107,0	532,6	105,8
Autres vins de distillation.....	63,6	37,1	23,6	76,3	18,0	28,3
Vins de table et de pays.....	795,1	94,6	752,2	120,2	904,2	113,7
AUTRES VINS.....	1 443,3	93,7	1 352,2	113,7	1 537,8	106,5
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	33 143,7	101,7	33 712,0	113,0	38 108,5	115,0
Gros bovins.....	5 582,9	101,9	5 687,7	96,8	5 504,5	98,6
Veaux.....	1 450,0	92,6	1 343,3	104,3	1 401,6	96,7
Ovins-caprins.....	691,2	96,3	665,7	99,9	665,3	96,3
Equidés.....	92,5	89,9	83,2	98,9	82,3	89,0
Porcins.....	3 087,4	101,9	3 145,2	90,4	2 843,1	92,1
BETAIL.....	10 904,0	100,2	10 925,1	96,1	10 496,8	96,3
Volailles.....	2 584,8	104,9	2 710,2	110,0	2 980,8	115,3
Oeufs.....	852,5	100,2	854,3	124,8	1 066,2	125,1
PRODUITS AVICOLES.....	3 437,3	103,7	3 564,5	113,5	4 047,0	117,7
Lait et produits laitiers.....	7 210,5	99,9	7 201,0	106,4	7 661,9	106,3
dont lait.....	6 926,7	99,9	6 917,6	106,5	7 366,4	106,3
dont produits laitiers.....	283,8	99,9	283,4	104,3	295,5	104,1
Autres produits de l'élevage.....	602,8	102,0	614,6	100,0	614,5	101,9
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	7 813,3	100,0	7 815,6	105,9	8 276,4	105,9
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	22 154,6	100,7	22 305,2	102,3	22 820,2	103,0
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	55 298,3	101,3	56 017,2	108,8	60 928,7	110,2
Activités principales de travaux agricoles.....	3 084,8	98,9	3 051,2	102,8	3 137,3	101,7
Activités secondaires de services.....	185,0	98,8	182,8	103,7	189,5	102,4
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3 269,8	98,9	3 234,0	102,9	3 326,8	101,7
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	58 568,1	101,2	59 251,2	108,4	64 255,5	109,7
dont production des activités secondaires.....	1 736,4	101,2	1 757,3	104,2	1 831,6	105,5

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2007 (version provisoire)

Tableau 2 - Subventions sur les produits

En millions d'euros

	Valeur 2006	Indice de volume	Volume 2007	Indice de prix	Valeur 2007	Indice de valeur
Blé dur.....	60,5	91,2	55,2	108,2	59,7	98,7
Blé tendre.....	405,4	92,5	374,9	107,7	403,7	99,6
Maïs.....	126,1	112,8	142,2	89,4	127,1	100,8
Orge.....	139,8	91,1	127,3	110,9	141,2	101,0
Autres céréales.....	55,5	88,8	49,3	108,9	53,7	96,8
CEREALES.....	787,3	95,1	748,9	104,9	785,4	99,8
Oléagineux.....	196,3	105,6	207,2	97,2	201,5	102,6
Protéagineux.....	44,3	64,8	28,7	104,5	30,0	67,7
Tabac.....	48,3	87,4	42,2	103,1	43,5	90,1
Betteraves industrielles.....	0,6	133,3	0,8	62,5	0,5	0,0
Autres plantes industrielles.....	65,7	90,9	59,7	108,2	64,6	98,3
PLANTES INDUSTRIELLES.....	355,2	95,3	338,6	100,4	340,1	95,7
Maïs fourrage.....	115,0	109,0	125,3	88,7	111,2	96,7
Autres fourrages.....						
PLANTES FOURRAGERES.....	115,0	109,0	125,3	88,7	111,2	96,7
Légumes frais.....	1,3	92,3	1,2	433,3	5,2	400,0
Plantes et fleurs.....						
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	1,3	92,3	1,2	433,3	5,2	400,0
POMMES DE TERRE.....	18,0	110,0	19,8	77,8	15,4	85,6
FRUITS.....	90,1	65,6	59,1	225,7	133,4	148,1
Vins de champagne.....						
dont vins calmes.....						
dont champagne.....						
Autres vins d'appellation.....						
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....						
Vins pour eaux de vie AOC.....						
dont vins de distillation.....						
dont cognac.....						
Autres vins de distillation.....						
Vins de table et de pays.....						
AUTRES VINS.....						
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	1 366,9	94,6	1 292,9	107,6	1 390,7	101,7
Gros bovins.....	972,5	101,6	987,7	98,3	971,3	99,9
Veaux.....	74,7	92,6	69,2	109,1	75,5	101,1
Ovins-caprins.....	77,6	96,3	74,7	109,4	81,7	105,3
Equidés.....						
Porcins.....						
BETAIL.....	1 124,8	100,6	1 131,6	99,7	1 128,5	100,3
Volailles.....	1,6	100,0	1,6	100,0	1,6	100,0
Oeufs.....						
PRODUITS AVICOLES.....	1,6	100,0	1,6	100,0	1,6	100,0
Lait et produits laitiers.....	2,5	100,0	2,5	100,0	2,5	100,0
dont lait.....	2,5	100,0	2,5	100,0	2,5	100,0
dont produits laitiers.....						
Autres produits de l'élevage.....						
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	2,5	100,0	2,5	100,0	2,5	100,0
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	1 128,9	100,6	1 135,7	99,7	1 132,6	100,3
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	2 495,8	97,3	2 428,6	103,9	2 523,3	101,1
Activités principales de travaux agricoles.....						
Activités secondaires de services.....						
PRODUCTION DE SERVICES (4).....						
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	2 495,8	97,3	2 428,6	103,9	2 523,3	101,1
dont production des activités secondaires.....						

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2007 (version provisoire)

Tableau 3 - Production au prix de base

En millions d'euros

	Valeur 2006	Indice de volume	Volume 2007	Indice de prix	Valeur 2007	Indice de valeur
Blé dur.....	381,2	91,2	347,6	162,7	565,5	148,3
Blé tendre.....	4 370,3	92,5	4 041,3	157,9	6 379,8	146,0
Maïs.....	1 774,6	112,7	2 000,0	135,5	2 709,9	152,7
Orge.....	1 257,0	91,1	1 144,7	155,4	1 779,1	141,5
Autres céréales.....	337,2	89,3	301,2	153,3	461,8	137,0
CEREALES.....	8 120,3	96,5	7 834,8	151,8	11 896,1	146,5
Oléagineux.....	1 551,4	106,6	1 654,2	132,9	2 198,8	141,7
Protéagineux.....	219,5	64,8	142,2	143,2	203,6	92,8
Tabac.....	61,7	87,4	53,9	100,0	53,9	87,4
Betteraves industrielles.....	864,7	107,1	926,4	90,9	842,3	97,4
Autres plantes industrielles.....	477,1	93,6	446,5	94,4	421,5	88,3
PLANTES INDUSTRIELLES.....	3 174,4	101,5	3 223,2	115,4	3 720,1	117,2
Maïs fourrage.....	902,5	109,0	983,5	90,8	893,5	99,0
Autres fourrages.....	3 663,8	119,3	4 370,4	89,9	3 929,1	107,2
PLANTES FOURRAGERES.....	4 566,3	117,2	5 353,9	90,1	4 822,6	105,6
Légumes frais.....	3 101,8	99,6	3 089,4	102,3	3 161,1	101,9
Plantes et fleurs.....	2 260,3	98,8	2 232,7	100,5	2 243,6	99,3
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 362,1	99,3	5 322,1	101,6	5 404,7	100,8
POMMES DE TERRE.....	1 440,0	114,6	1 650,9	72,6	1 198,5	83,2
FRUITS.....	3 008,4	92,7	2 790,2	105,1	2 932,7	97,5
Vins de champagne.....	2 443,3	110,3	2 695,0	105,3	2 837,8	116,1
dont vins calmes.....	1 679,0	113,3	1 901,6	106,4	2 023,8	120,5
dont champagne.....	764,3	103,8	793,4	102,6	814,0	106,5
Autres vins d'appellation.....	4 952,5	96,6	4 782,6	107,7	5 148,9	104,0
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7 395,8	101,1	7 477,6	106,8	7 986,7	108,0
Vins pour eaux de vie AOC.....	584,6	98,6	576,4	106,8	615,6	105,3
dont vins de distillation.....	81,3	96,8	78,7	105,5	83,0	102,1
dont cognac.....	503,3	98,9	497,7	107,0	532,6	105,8
Autres vins de distillation.....	63,6	37,1	23,6	76,3	18,0	28,3
Vins de table et de pays.....	795,1	94,6	752,2	120,2	904,2	113,7
AUTRES VINS.....	1 443,3	93,7	1 352,2	113,7	1 537,8	106,5
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	34 510,6	101,4	35 004,9	112,8	39 499,2	114,5
Gros bovins.....	6 555,4	101,8	6 675,4	97,0	6 475,8	98,8
Veaux.....	1 524,7	92,6	1 412,5	104,6	1 477,1	96,9
Ovins-caprins.....	768,8	96,3	740,4	100,9	747,0	97,2
Equidés.....	92,5	89,9	83,2	98,9	82,3	89,0
Porcins.....	3 087,4	101,9	3 145,2	90,4	2 843,1	92,1
BETAIL.....	12 028,8	100,2	12 056,7	96,4	11 625,3	96,6
Volailles.....	2 586,4	104,8	2 711,8	110,0	2 982,4	115,3
Oeufs.....	852,5	100,2	854,3	124,8	1 066,2	125,1
PRODUITS AVICOLES.....	3 438,9	103,7	3 566,1	113,5	4 048,6	117,7
Lait et produits laitiers.....	7 213,0	99,9	7 203,5	106,4	7 664,4	106,3
dont lait.....	6 929,2	99,9	6 920,1	106,5	7 368,9	106,3
dont produits laitiers.....	283,8	99,9	283,4	104,3	295,5	104,1
Autres produits de l'élevage.....	602,8	102,0	614,6	100,0	614,5	101,9
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	7 815,8	100,0	7 818,1	105,9	8 278,9	105,9
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	23 283,5	100,7	23 440,9	102,2	23 952,8	102,9
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	57 794,1	101,1	58 445,8	108,6	63 452,0	109,8
Activités principales de travaux agricoles.....	3 084,8	98,9	3 051,2	102,8	3 137,3	101,7
Activités secondaires de services.....	185,0	98,8	182,8	103,7	189,5	102,4
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3 269,8	98,9	3 234,0	102,9	3 326,8	101,7
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	61 063,9	101,0	61 679,8	108,3	66 778,8	109,4
dont production des activités secondaires.....	1 736,4	101,2	1 757,3	104,2	1 831,6	105,5

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2007 (version provisoire)

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

En millions d'euros

	Valeur 2006	Indice de volume	Volume 2007	Indice de prix	Valeur 2007	Indice de valeur
Semences et plants	1 809,1	102,8	1 859,6	102,7	1 908,9	105,5
Energie et lubrifiants	3 054,9	98,9	3 021,2	100,9	3 049,7	99,8
Engrais et amendements	3 095,1	100,2	3 102,1	105,2	3 263,7	105,4
Produits de protection des cultures	2 563,8	104,8	2 686,6	100,5	2 700,7	105,3
Dépenses vétérinaires	1 298,0	100,0	1 297,5	102,0	1 323,3	101,9
Aliments pour animaux	11 694,3	106,8	12 485,3	108,3	13 519,6	115,6
dont : intraconsommés	5 364,9	110,5	5 925,7	99,9	5 918,2	110,3
achetés en dehors de la branche	6 329,4	103,6	6 559,6	115,9	7 601,4	120,1
Entretien du matériel	2 361,1	99,1	2 340,3	104,3	2 440,3	103,4
Entretien des bâtiments	293,7	99,1	291,2	103,4	301,1	102,5
Services de travaux agricoles	3 084,8	98,9	3 051,2	102,8	3 137,4	101,7
Autres biens et services	5 777,8	100,8	5 824,7	101,6	5 916,9	102,4
dont : SIFIM	691,7	104,3	721,7	93,3	673,5	97,4
Total	35 032,6	102,6	35 959,7	104,5	37 561,6	107,2

Source : Insee

**Tableau 5
Compte de production**

En millions d'euros

	Valeur 2006	Indice de valeur	Valeur 2007
Production	61 063,9	109,4	66 778,8
(-) Consommations intermédiaires	35 032,6	107,2	37 561,6
(=) Valeur ajoutée brute	26 031,3	112,2	29 217,2
(-) Consommation de capital fixe	9 527,2	104,1	9 913,4
(=) Valeur ajoutée nette	16 504,1	117,0	19 303,8

Source : Insee

**Tableau 6
Compte d'exploitation**

En millions d'euros

	Valeur 2006	Indice de valeur	Valeur 2007
Valeur ajoutée nette	16 504,1	117,0	19 303,8
(+) Subventions d'exploitation	7 492,5	97,1	7 276,2
dont : bonifications d'intérêts	177,1	125,1	221,5
(-) Autres impôts sur la production	1 318,4	101,4	1 337,3
Impôts fonciers	832,5	102,2	850,6
Autres	485,9	100,2	486,7
(=) Résultat agricole net	22 678,2	111,3	25 242,7
(-) Rémunération des salariés	6 417,5	102,9	6 602,2
Salaires	5 129,1	103,3	5 295,8
Cotisations sociales à la charge des employeurs	1 288,4	101,4	1 306,4
(=) Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	16 260,7	114,6	18 640,5

Source : Insee

Tableau 7
Compte de revenu d'entreprise

En millions d'euros

	Valeur 2006	Indice de valeur	Valeur 2007
Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	16 260,7	114,6	18 640,5
(-) Intérêts ¹	1 226,8	109,1	1 338,2
(pour mémoire : intérêts dus par la branche)	1 741,4	102,8	1 790,2
(-) Charges locatives nettes ²	1 927,2	101,9	1 964,6
(=) Revenu net d'entreprise agricole	13 106,7	117,0	15 337,7

1. Intérêts (y compris bonifications) hors SIFIM.

2. Hors impôts fonciers sur les terres en fermage.

Source : Insee

Tableau 8
Indicateurs de revenu

Evolution annuelle en %

	2007 / 2006
Résultat agricole net	11,3
par actif	13,5
Revenu net d'entreprise agricole	17,0
par actif non salarié	20,4
Evolution du nombre d'UTA ¹ totales	-1,9
Evolution du nombre d'UTA ¹ non salariées	-2,8

1. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

Source : Insee

Tableau 9
Indicateurs de revenu en termes réels¹

Evolution annuelle en %

	2007 / 2006
Résultat agricole net	8,6
par actif	10,7
Revenu net d'entreprise agricole	14,2
par actif non salarié	17,5
Evolution du prix du PIB	2,46

1. Déflaté de l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Compte de la branche agriculture - Evolutions moyennes sur les cinq dernières années 2003 à 2007

Tableaux 1 à 3 - Production

En % par an

	Production hors subventions			Subventions			Production au prix de base		
	Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix	Valeur
Blé dur	104,5	113,4	118,6	104,5	75,2	78,6	104,5	101,8	106,4
Blé tendre	96,2	114,9	110,6	96,2	77,4	74,5	96,2	107,6	103,5
Maïs	97,7	112,3	109,7	97,7	73,6	72,0	97,7	105,9	103,5
Orge	97,1	112,5	109,2	97,1	77,4	75,1	97,1	104,6	101,6
Autres céréales	96,0	112,7	108,3	95,4	81,0	77,3	95,8	104,1	99,7
CEREALES	97,1	113,6	110,4	97,1	76,8	74,6	97,2	106,1	103,2
Oléagineux	104,2	107,1	111,6	103,6	77,4	80,2	104,0	100,5	104,5
Protéagineux	84,6	108,3	91,5	84,5	81,1	68,6	84,5	100,2	84,7
Tabac	91,6	95,2	87,2	92,2	95,4	88,0	92,1	95,3	87,8
Betteraves industrielles	96,6	98,1	94,8				96,6	98,1	94,8
Autres plantes industrielles	99,7	96,9	96,6	99,1	92,0	91,2	99,6	96,0	95,6
PLANTES INDUSTRIELLES	99,4	103,2	102,6	98,8	81,8	80,8	99,4	99,3	98,7
Maïs fourrage	99,1	102,6	101,7	99,1	74,6	73,9	99,1	94,8	93,9
Autres fourrages	102,5	100,6	103,1				102,5	100,6	103,1
PLANTES FOURRAGERES	102,1	100,8	102,9	99,1	74,6	73,9	102,0	99,0	101,0
Légumes frais	98,5	101,5	100,0	91,9	131,7	121,1	98,5	101,5	100,0
Plantes et fleurs	97,7	101,1	98,8				97,7	101,1	98,8
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES	98,2	101,3	99,5	91,9	131,7	121,1	98,2	101,3	99,5
POMMES DE TERRE	102,2	102,7	105,0	99,1	87,5	86,8	102,2	102,4	104,6
FRUITS	98,7	103,4	102,1	86,9	115,6	100,4	98,4	103,7	102,0
Vins de champagne	104,6	103,4	108,2				104,6	103,4	108,2
dont vins calmes	105,5	104,0	109,7				105,5	104,0	109,7
dont champagne	102,7	102,2	105,0				102,7	102,2	105,0
Autres vins d'appellation	99,2	100,7	99,8				99,2	100,7	99,8
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE	100,9	101,5	102,4				100,9	101,5	102,4
Vins pour eaux de vie AOC	107,6	103,5	111,5				107,6	103,5	111,5
dont vins de distillation	104,2	102,8	107,2				104,2	102,8	107,2
dont cognac	108,3	103,7	112,2				108,3	103,7	112,2
Autres vins de distillation	93,0	100,1	93,1				93,0	100,1	93,1
Vins de table et de pays	96,9	100,3	97,2				96,9	100,3	97,2
AUTRES VINS	99,9	101,6	101,5				99,9	101,6	101,5
TOTAL PRODUITS VEGETAUX (1)	99,7	104,3	104,0	97,3	79,4	77,2	99,5	102,1	101,6
Gros bovins	100,2	103,7	103,9	100,1	87,3	87,5	100,2	99,9	100,1
Veaux	96,8	103,8	100,4	96,7	102,0	98,7	96,8	103,7	100,3
Ovins-caprins	98,4	100,5	98,8	98,4	87,0	85,6	98,4	98,3	96,7
Equidés	96,2	99,7	95,9				96,2	99,7	95,9
Porcins	100,0	99,7	99,7				100,0	99,7	99,7
BETAIL	99,6	102,2	101,8	99,8	88,0	87,9	99,6	100,1	99,7
Volailles	98,1	101,2	99,3	100,0	112,2	112,2	98,1	101,2	99,3
Oeufs	99,2	104,0	103,2				99,2	104,0	103,2
PRODUITS AVICOLES	98,3	101,9	100,2	100,0	112,2	112,2	98,3	101,9	100,2
Lait et produits laitiers	99,6	99,2	98,8	98,9	97,5	96,4	99,6	99,2	98,8
dont lait	99,6	99,1	98,7	98,9	97,5	96,4	99,6	99,1	98,7
dont produits laitiers	99,3	100,2	99,5				99,3	100,2	99,5
Autres produits de l'élevage	99,3	101,1	100,4				99,3	101,1	100,4
AUTRES PRODUITS ANIMAUX	99,6	99,3	98,9	98,9	97,5	96,4	99,6	99,3	98,9
TOTAL PRODUITS ANIMAUX (2)	99,4	101,0	100,4	99,7	88,1	87,9	99,4	100,1	99,5
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2)	99,7	102,9	102,5	98,4	82,3	81,0	99,6	101,2	100,8
Activités principales de travaux agricoles	99,6	102,3	102,0				99,6	102,3	102,0
Activités secondaires de services	100,8	102,0	102,9				100,8	102,0	102,9
PRODUCTION DE SERVICES (4)	99,7	102,3	102,0				99,7	102,3	102,0
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4)	99,7	102,8	102,5	98,4	82,3	81,0	99,6	101,3	100,9
dont production des activités secondaires	103,1	102,3	105,4				103,1	102,3	105,4

Source : Insee

Compte de la branche agriculture - Evolutions moyennes sur les cinq dernières années 2003 à 2007

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

	En % par an		
	Indice de volume	Indice de prix	Indice de valeur
Semences et plants	99,6	99,9	99,5
Energie et lubrifiants	99,0	107,1	106,1
Engrais et amendements	98,5	103,9	102,3
Produits de protection des cultures	99,2	100,6	99,8
Dépenses vétérinaires	100,0	102,0	102,0
Aliments pour animaux	100,9	101,4	102,3
dont : intraconsommés	102,5	100,5	103,0
achetés en dehors de la branche	99,3	102,5	101,7
Entretien du matériel	97,5	104,1	101,4
Entretien des bâtiments	97,4	102,4	99,7
Services de travaux agricoles	99,6	102,3	102,0
Autres biens et services	100,5	101,3	101,8
dont : SIFIM	101,3	94,3	95,5
Total	99,9	102,1	102,0

Source : Insee

**Tableau 5
Compte de production**

	En % par an
	2007/2002
Production	0,9
(-) Consommations intermédiaires	2,0
(=) Valeur ajoutée brute¹	-0,5
(-) Consommation de capital fixe	3,6
(=) Valeur ajoutée nette¹	-2,3

1. Avertissement : la baisse de la valeur ajoutée résulte d'un effet purement comptable de la réforme de la PAC de 2006 : les subventions sur les produits, incluses dans la production au prix de base et donc dans la valeur ajoutée, sont en grande partie remplacées par le paiement unique inscrit en subventions d'exploitation.

Source : Insee

**Tableau 6
Compte d'exploitation**

	En % par an
	2007/2002
Valeur ajoutée nette	-2,3
(+) Subventions d'exploitation	29,3
dont bonifications d'intérêts	1,0
(-) Autres impôts sur la production	-0,7
Impôts fonciers	-1,2
Autres	0,3
(=) Résultat agricole net	2,5
(-) Rémunération des salariés	3,3
Salaires	3,3
Cotisations sociales à la charge des employeurs	3,3
(=) Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	2,2

Source : Insee

Compte de la branche agriculture - Evolutions moyennes sur les cinq dernières années 2003 à 2007

Tableau 7
Compte de revenu d'entreprise

	En % par an
	2007/2002
Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	2,2
(-) Intérêts ¹	1,6
(pour mémoire : intérêts dus par la branche)	-0,9
(-) Charges locatives nettes ²	0,1
(=) Revenu net d'entreprise agricole	2,6

1. Intérêts (y compris bonifications) hors SIFIM.

2. Hors impôts fonciers sur les terres en fermage.

Source : Insee

Tableau 8
Indicateurs de revenu

	En % par an
	2007/2002
Résultat agricole net	2,5
par actif	4,5
Revenu net d'entreprise agricole	2,6
par actif non salarié	5,5
<i>Evolution du nombre d'UTA¹ totales</i>	-1,9
<i>Evolution du nombre d'UTA¹ non salariées</i>	-2,8

1. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

Source : Insee

Tableau 9
Indicateurs de revenu en termes réels¹

	En % par an
	2007/2002
Résultat agricole net	0,4
par actif	2,3
Revenu net d'entreprise agricole	0,5
par actif non salarié	3,3
<i>Evolution du prix du PIB</i>	2,1

1. Déflaté de l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

LA PRODUCTION AGRICOLE EN 2007

FICHES PAR PRODUITS

Les céréales

Les plantes industrielles

Les fruits et légumes

Les vins

Le bétail

Les produits avicoles

Les autres produits animaux

Dans les comptes nationaux, la production est valorisée au prix de base. Le prix de base est égal au prix de marché auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qui lui sont attribuées, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse. Les subventions et impôts correspondent aux montants dus au titre de l'année et peuvent être différents des montants effectivement versés dans l'année.

Dans les fiches suivantes relatives aux produits agricoles, un tableau récapitulatif présente l'évolution de la production hors subventions, l'évolution des subventions et celle de la production au prix de base. Dans l'analyse qui suit, l'évolution de la production hors subventions est déclinée en distinguant les variations de volume et de prix.

1. Les céréales

Évolution 2007/2006 de la production

En %

	<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Ensemble hors subventions	- 3,4	+ 56,8	+ 51,5
dont : blé tendre (54,1 %)*	- 7,5	+ 63,0	+ 50,7
maïs (22,5 %)*	+ 12,7	+ 39,0	+ 56,7
orge (15,2 %)*	- 8,9	+ 61,0	+ 46,6
Subventions sur les produits	- 4,9	+ 4,9	- 0,2
Ensemble au prix de base	- 3,5	+ 51,8	+ 46,5

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de céréales de 2006.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production de céréales s'accroît très fortement en 2007 (+ 51,5 %) en raison de l'envolée des prix. En effet, en 2007, les prix de toutes les céréales atteignent des niveaux records.

Le **volume** de l'ensemble des céréales diminue de 3,4 % par rapport à celui de 2006, qui était lui-même inférieur de 3,8 % à celui de 2005. Ainsi, la récolte céréalière baisse de 7,5 % par rapport à son niveau moyen des cinq dernières années. En effet, pour toutes les céréales hormis le maïs, les pluies de l'été ont compromis les rendements. Pour le blé tendre, la production baisse de 7,5 % malgré la hausse des surfaces, car le rendement baisse en moyenne de cinq quintaux par hectare. La récolte de blé dur diminue de 8,8 % par rapport à 2006, mais elle reste supérieure à la moyenne quinquennale (+ 6,8 %). Pour l'orge, la production diminue de 8,9 % par rapport à 2006 et de 10 % par rapport à la moyenne quinquennale. Cette année, seule la production de maïs augmente : + 12,7 %, après des baisses importantes en 2005 et 2006 ; les surfaces se stabilisent et les rendements s'accroissent fortement.

Le **prix** de la production de céréales (hors subventions) flambe en 2007 (de l'ordre de 57 %), après avoir déjà fortement progressé en 2006 (+ 24,3 %). Pour les céréales autres que le maïs, l'offre mondiale est limitée, les rendements ayant été réduits par la sécheresse en Australie et par le grand froid en Ukraine et en Russie. La récolte européenne chute en 2007 en raison des mauvaises conditions climatiques. Malgré de bonnes récoltes aux Etats-Unis, les stocks mondiaux sont à des niveaux particulièrement bas, ils n'ont jamais été aussi faibles depuis trente ans.

Cela entraîne une nouvelle contraction des disponibilités. De plus, la demande mondiale augmente du fait du développement de l'industrie des agrocarburants et des besoins croissants des pays émergents comme l'Inde et la Chine. Ce déséquilibre croissant de l'offre et de la demande sur le plan mondial provoque donc l'envolée des cours. En France, le prix du blé tendre payé au producteur augmente de 63 %. Le prix a bondi dès le début de la campagne ; en septembre, il avait plus que doublé par rapport à septembre 2006, il s'infléchit en novembre, puis repart à la hausse en décembre. Il est au plus haut en février et mars, puis il diminue nettement à la mi-avril et la mi-mai en réaction à la baisse des cours mondiaux suscitée par des prévisions de récolte 2008 favorables. Le prix du blé dur est supérieur de 73 % à celui déjà élevé de 2006, la faiblesse de la récolte française s'ajoutant au manque de disponibilités italiennes et canadiennes. Pour l'orge, les cours augmentent de 61 % ; la demande des brasseurs européens est dynamique. Pour le maïs, le bilan mondial est légèrement déficitaire, bien que les Etats-Unis aient augmenté leurs surfaces en culture et bénéficié de bonnes conditions climatiques. En France, le bilan est excédentaire et les cours progressent de façon plus modérée que ceux des autres céréales. Le prix payé au producteur monte de 39 % ; il augmente beaucoup en début de campagne, puis il s'infléchit en raison de la pression des importations venues du Brésil et de l'annonce d'une prochaine récolte abondante.

Les **aides** à la surface pour les grandes cultures sont stables. La valeur de la production au prix de base augmente de 46,5 %.

2. Les plantes industrielles¹

Évolution 2007/2006 de la production

En %

	Volume	Prix	Valeur
Ensemble hors subventions	+ 2,3	+ 17,2	+ 19,9
dont : oléagineux (48,1 %)*	+ 6,8	+ 38,0	+ 47,4
protéagineux (6,2 %)*	- 35,2	+ 53,0	- 0,9
betteraves industrielles (30,7 %)*	+ 7,1	- 9,1	- 2,6
Subventions sur les produits	- 4,7	+ 0,4	- 4,3
Ensemble au prix de base	+ 1,5	+ 15,4	+ 17,2

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de plantes industrielles de 2006.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production d'**oléagineux** s'accroît fortement (+ 47,4 %), la croissance des volumes s'ajoutant à la forte hausse des prix.

La récolte croît de 6,8 %, après une baisse de 7,1 % en 2006 due à la chute des rendements. La hausse par rapport à la moyenne quinquennale est de 10,5 %. Pour le colza, la récolte augmente en 2007 : comme en 2006, les superficies s'accroissent très fortement avec la poursuite du développement des cultures bioénergétiques et les rendements sont stables. En revanche, pour le tournesol, la production baisse malgré la hausse des rendements, car les surfaces diminuent fortement.

Les cours des oléagineux s'accroissent. Le prix du colza se raffermi encore (+ 23 %), mais c'est surtout le prix du tournesol, déjà élevé les trois années précédentes, qui flambe (+ 95 %), car la demande mondiale en huile de tournesol est importante et la production en forte diminution ; les productions européenne et ukrainienne sont en net recul en raison de conditions climatiques très difficiles.

Les aides pour les oléagineux augmentent légèrement en valeur du fait de la hausse des surfaces. La valeur de la production au prix de base s'accroît de 41,7 %.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production de **protéagineux** baisse de 0,9 %, la chute des quantités produites n'étant pas

entièrement compensée par l'envolée des prix. Les rendements fléchissent légèrement et la forte baisse continue des surfaces entraîne, pour la troisième campagne consécutive, un très net repli de la production, qui devient inférieure de 50 % à la moyenne des cinq dernières années. La baisse de l'offre fait flamber les cours. De plus, la demande des fabricants d'aliments pour animaux est plus forte en raison des prix élevés du blé.

Les subventions diminuent du fait de la chute des surfaces. La valeur de la production au prix de base baisse de 7,2 %.

La valeur de la production de **betteraves industrielles** décroît en 2007, après la chute de 2006. Les tonnages récoltés sont en hausse. Le climat a été favorable avec des températures clémentes en septembre. La richesse en sucre est importante. Le volume produit s'accroît ainsi de 7,1 %. Mais, suite à la réforme de l'OCM sucre (organisation commune de marché), la production de betteraves à sucre diminue ; celle des betteraves à alcool, éthanol et autres usages non alimentaires augmente fortement.

Depuis l'année 2006, le prix de la betterave sucrière diminue conformément au règlement sur le sucre. En 2007, le prix de la betterave baisse globalement de 9,1 %.

Cette baisse est partiellement compensée par la revalorisation progressive des droits à paiement unique associés aux betteraves.

¹ Ce groupe de produits comprend les oléagineux, les protéagineux, les betteraves à sucre, le tabac brut et les "autres plantes industrielles" ; ce dernier poste regroupe plusieurs produits, dont les semences fourragères et potagères, la canne à sucre et les plantes textiles.

3. Les fruits et légumes

Évolution 2007/2006 de la production

En %

	<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Ensemble hors subventions	+ 0,1	- 4,2	- 4,1
dont : fruits (39,2 %)*	- 6,4	+ 2,5	- 4,1
légumes (41,7 %)*	- 0,4	+ 2,2	+ 1,8
pommes de terre (19,1 %)*	+ 14,7	- 27,5	- 16,8
Subventions sur les produits	- 26,8	+ 92,3	+ 40,8
Ensemble au prix de base	- 0,3	- 3,2	- 3,4

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de fruits et légumes de 2006.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production de **fruits** décroît en 2007, en raison d'une baisse des quantités produites. Pour les abricots et les cerises, les rendements ont été affectés par un hiver trop doux et des gelées printanières. Les récoltes ont été faibles, mais de belle qualité, et les prix ont été nettement supérieurs à ceux de 2006. Pour les fraises et les pêches, les productions sont en recul du fait d'une baisse des surfaces. Le prix des fraises est nettement inférieur à son excellent niveau de 2006, mais supérieur à la moyenne quinquennale. Le temps maussade de juin et juillet a freiné la demande et fait baisser les prix des pêches. Pour les poires, la récolte diminue et les cours sont légèrement inférieurs à leur niveau élevé de 2006, mais nettement supérieurs à la moyenne quinquennale. Pour les pommes, la production augmente et les prix sont inférieurs aux prix élevés de la campagne précédente. Les subventions sur les produits se composent principalement de l'aide à la production de bananes qui reste couplée et qui augmente. La valeur de la production de fruits au prix de base décroît de 2,5 %.

La valeur de la production de **légumes** s'accroît modérément, comme les deux années précédentes, sous l'effet de la hausse des prix. La campagne

2007 est satisfaisante pour les producteurs de courgettes avec une production en légère hausse qui s'est très bien valorisée, la demande ayant été motivée par le mauvais temps. En revanche, pour les concombres et les tomates, la demande a été réservée et les prix ont baissé, tout en restant équivalents à la moyenne quinquennale. Pour les concombres, la récolte est en net recul pour la deuxième année en raison d'une réduction des surfaces. Pour les asperges, la production, qui s'accroît tout en restant à un faible niveau, s'est très bien valorisée. La récolte diminue nettement pour les carottes tandis qu'elle s'accroît pour les endives et les choux-fleurs.

La récolte de **pommes de terre** de conservation augmente sensiblement du fait de l'amélioration des rendements favorisés par les pluies de l'été. Les prix chutent, après une forte hausse en 2006. Globalement, le volume de la production de pommes de terre s'accroît de 14,7 %. Le prix, après une hausse de 40 % en 2006, diminue de 27,5 %, ce qui entraîne une baisse de la valeur de la production de 16,8 %.

L'aide compensatrice à la féculé, partiellement découplée en 2006, diminue très légèrement en 2007. La valeur de la production au prix de base, y compris subventions, décroît de 16,8 %.

4. Les vins

Évolution 2007/2006 de la production

En %

		Volume	Prix	Valeur
Ensemble	(100,0 %)*	- 0,1	+ 7,9	+ 7,8
Vins d'appellation d'origine	(83,7 %)	+ 1,1	+ 6,8	+ 8,0
vins de champagne**	(27,6 %)	+10,3	+ 5,3	+ 16,1
autres vins d'appellation	(56,1 %)	- 3,4	+ 7,7	+ 4,0
Autres vins	(16,3 %)	- 6,3	+ 13,7	+ 6,5
vins pour eaux de vie AOC	(6,6 %)	- 1,4	+ 6,8	+ 5,3
autres vins de distillation	(0,7 %)	- 62,9	- 23,7	- 71,7
vins de table et de pays	(9,0 %)	- 5,4	+ 20,2	+ 13,7

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de vins de 2006.

** Vin calme et champagne produits par les récoltants manipulateurs (activité secondaire).

La valeur de la production de **vins** s'accroît nettement en 2007, la hausse des prix étant importante. Elle avait chuté en 2005 et s'était légèrement redressée en 2006.

Le **volume** de production se stabilise en 2007. Les volumes de vins de champagne progressent fortement car, contrairement à l'an dernier, ils atteignent les plafonds autorisés. Les volumes des autres vins d'appellation continuent à diminuer, ainsi que ceux des vins de table et de pays. En effet, les conditions climatiques défavorables ont entraîné l'apparition de maladies comme le mildiou ; de plus, de nombreux arrachages, notamment en Languedoc-Roussillon, ont été effectués.

Le **prix** de la production des vins, globalement, augmente encore en 2007, mais de façon plus importante qu'en 2006, qui suivait deux années consécutives de forte baisse. La récolte mondiale

est prévue en baisse en raison d'une forte sécheresse en Australie, tandis que la consommation continue à augmenter. En France, les distillations de crise mises en œuvre de 2005 à 2007 ont permis de réduire les stocks à la propriété de fin de campagne. La baisse des stocks conjuguée à celle de la récolte fait diminuer l'offre en vins et monter les prix. Le prix des vins de champagne continue à progresser régulièrement. Après les baisses de 2004 et 2005, les prix des autres vins d'appellation ont commencé à se redresser en 2006 et s'accroissent nettement en 2007. Les exportations progressent en volume et surtout en valeur ; la reprise des exportations, notamment vers le Royaume-Uni qui est notre principal client européen, soutient les prix. Les prix des vins de table et de pays se redressent sensiblement.

5. Le bétail

Évolution 2007/2006 de la production

En %

	Volume	Prix	Valeur
Ensemble hors subventions	+ 0,2	- 3,9	- 3,7
dont : gros bovins (51,2 %)*	+ 1,9	- 3,2	- 1,4
veaux (13,3 %)*	- 7,4	+ 4,3	- 3,3
porcins (28,3 %)*	+ 1,9	- 9,6	- 7,9
ovins-caprins (6,3 %)*	- 3,7	- 0,1	- 3,7
		-	
Subventions sur les produits	+ 0,6	- 0,3	+ 0,3
Ensemble au prix de base	+ 0,2	- 3,6	- 3,4

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de bétail de 2006. Outre les animaux mentionnés, le bétail comprend aussi les équidés.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production de **gros bovins** diminue en 2007 (- 1,4 %), après cinq années consécutives de hausse.

Le volume de la production de gros bovins s'accroît en 2007. La demande extérieure d'animaux vivants diminue, freinée par les mesures sanitaires liées à la fièvre aphteuse et à la fièvre catarrhale, mais cette baisse est compensée par la hausse des abattages. Les abattages de bœufs et surtout de taurillons progressent tandis que ceux de vaches continuent à diminuer ; au total, les abattages augmentent de 3,6 %.

Les effectifs de gros bovins s'accroissent légèrement après quatre années consécutives de baisse. Le nombre de vaches laitières poursuit sa baisse, les cessations d'activité laitière ayant encore augmenté, tandis que celui des vaches allaitantes progresse. Les effectifs de bovins mâles augmentent sensiblement ; en effet, la demande italienne en brouillards a baissé et la fièvre catharrale a limité les sorties d'animaux.

Les cours des gros bovins diminuent, après avoir été élevés en 2006. Ils ont beaucoup baissé au premier semestre, puis ils se sont redressés grâce à une forte demande allemande et à une moindre offre en Italie. Sur l'ensemble de l'année, le prix à la production se replie de 3,2 % par rapport à 2006.

Les aides sur la production de bétail sont quasi-stables. La valeur de la production au prix de base décroît de 1,4 %.

Hors subventions sur les produits, la production des **veaux** de boucherie décroît en valeur (-3,3 %), après une hausse sensible en 2006. Les abattages diminuent sensiblement. Le volume de production baisse de 7,4 % ; il avait déjà diminué en 2006. Au premier semestre 2007, les cours ont été inférieurs aux cours élevés de 2006, puis ils ont augmenté en raison de la réduction de l'offre. Sur l'année 2007, le prix hors subventions s'accroît de 4,3 %, après une hausse sensible en 2006 (+ 13,1 %). Il est supérieur de 11 % au prix moyen des cinq dernières années.

La prime à l'abattage des veaux reste stable. La valeur de la production au prix de base décroît de 3,1 %.

La valeur de la production de **porcins** chute en 2007 (-7,9 %). Le volume de production est en légère hausse. Après avoir progressé de 2004 à 2006, les cours du porc chutent : l'offre est soutenue alors que la demande est en retrait. Les exportations de viande porcine sont en recul, après avoir augmenté en 2006 par suite du report dans plusieurs pays de la consommation de volailles vers la consommation de viande de porc.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production **d'ovins et de caprins** diminue de 3,7 % en 2007. Le volume de production se replie de 3,7 %, poursuivant sa tendance à la baisse. La baisse des effectifs affecte exclusivement les « ovins viande » qui représentent 80 % du cheptel ; le troupeau laitier n'est pas touché par ce déclin, en raison du dynamisme du marché du fromage de brebis. Les abattages sont en recul. Les exportations d'ovins vivants régressent en raison des mesures liées à la fièvre catharrale. Le prix à la production se stabilise ; il a diminué en début

d'année, puis il s'est redressé du fait de la limitation des importations de viande venant du Royaume-Uni, à nouveau touché par la fièvre aphteuse. Les subventions augmentent de 5,3 %. La valeur de la production au prix de base décroît de 2,8 %.

Au total, la valeur de la production de **bétail** hors subventions diminue (-3,7 %), en raison de la baisse des prix (-3,9 %), le volume restant stable. Les subventions sur les produits sont quasi-stables et la valeur de la production de bétail au prix de base décroît de 3,4 %.

6. Les produits avicoles

Évolution 2007/2006 de la production

En %

		Volume	Prix	Valeur
Ensemble		+ 3,7	+ 13,5	+ 17,7
dont : volailles	(75,2 %)*	+ 4,9	+ 10,0	+ 15,3
oeufs	(24,8 %)*	+ 0,2	+ 24,8	+ 25,1

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de produits avicoles de 2006.

Pour les **volailles**, la valeur de la production augmente fortement en 2007 (+ 15,3 %) sous l'effet conjugué des hausses des volumes de production et des prix. Le volume de production se redresse, après une année de baisse sensible due à la crainte suscitée par le virus de la grippe aviaire qui avait durement affecté la filière volaille. Les évolutions sont différentes selon les espèces : le redressement des abattages est particulièrement marqué pour les poulets tandis que la baisse continue pour les dindes, de manière plus importante qu'en 2006. Les abattages de pintades, qui avaient diminué en 2006, s'accroissent et ceux de canards continuent sur leur tendance à la hausse. Les prix augmentent pour toutes les espèces : la hausse est forte pour les poulets, les pintades et les dindes, elle est plus modérée pour les canards. Cette hausse des prix

doit être replacée dans un contexte de production modérée, en recul par rapport à 2005, et d'augmentation du coût de l'alimentation animale.

Pour les **oeufs**, la valeur de la production s'accroît très fortement en 2007 (+ 25,1 %). Le volume de production se redresse très légèrement, mais reste inférieur à la moyenne des cinq dernières années. En effet, les mises en place de poulettes de ponte ont baissé en 2006 et au premier semestre 2007. La production d'œufs de consommation recule, comme en 2006. Mais la production d'œufs à couver se redresse, profitant de la reprise de la production de poulets de chair, après une réduction en 2006 due à la crise aviaire. En revanche, la cotation des œufs s'envole (+ 24,8 %) et devient supérieure au prix moyen des cinq dernières années.

7. Les autres produits animaux

Évolution 2007/2006 de la production

En %

	Volume	Prix	Valeur
Ensemble hors subventions	0,0	+ 5,9	+ 5,9
dont :			
lait et produits laitiers** (92,3 %)*	- 0,1	+ 6,4	+ 6,3
Subventions sur les produits	0,0	0,0	0,0
Ensemble au prix de base	0,0	+ 5,9	+ 5,9

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production d'autres produits animaux de 2006.

** Produits laitiers transformés par les exploitations.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production des autres produits animaux se redresse (+ 5,9 %).

La collecte laitière est stable en 2007. Elle reste en forte sous-réalisation du quota après quatre déficits successifs. Les raisons de ce déficit sont principalement structurelles : le repli du nombre de vaches laitières s'amplifie et les cessations d'activité des éleveurs se sont accélérées en raison des contraintes liées à cette production, au temps de travail et aux coûts de production. Le volume de production est quasi-stable (-0,1 %).

Le prix à la production (hors subventions) du lait se redresse en 2007, après cinq années de baisse

continue. En effet, des hausses de prix ont été accordées au troisième trimestre 2007 et surtout au quatrième trimestre sur lequel la revalorisation a atteint 58 € par millier de litres. La demande mondiale augmente tandis que la collecte de lait baisse en Europe, suite à la réforme de la politique laitière engagée en 2003, ainsi qu'en Australie à cause de la sécheresse. Ainsi, le prix de la production s'accroît de 6,4 % en 2007.

Au total, la valeur de la production de lait et produits laitiers augmente de 6,3 %, elle avait baissé de 5,3 % en 2006.

La valeur de la production de lait au prix de base s'accroît également de 6,3 %.

L'INVESTISSEMENT AGRICOLE

**Tableau 1 – Formation brute de capital fixe
à prix courants**

**Tableau 2 – Formation brute de capital fixe
à prix constants 2000**

**Tableau 3 – Consommation de capital fixe
à prix courants**

**Tableau 4 – Consommation de capital fixe
à prix constants 2000**

Tableau 1
Formation brute de capital fixe de la branche agriculture
à prix courants

En millions d'euros

	Bétail	Plantations	Produits agricoles	Matériels	Bâtiments	Autres produits	Produits non agricoles	TOTAL
1980	315	260	575	2714	944	114	3772	4347
1981	465	317	782	3010	1005	128	4143	4925
1982	573	347	920	3610	1084	155	4849	5769
1983	562	390	952	3688	1113	161	4962	5914
1984	247	427	674	3746	1152	172	5070	5744
1985	454	433	887	3666	1220	178	5064	5951
1986	201	483	684	3495	1266	179	4940	5624
1987	84	580	664	3659	1318	178	5155	5819
1988	311	491	802	4231	1471	183	5885	6687
1989	208	591	799	4679	1528	201	6408	7207
1990	546	847	1393	4469	1653	204	6326	7719
1991	308	691	999	4182	1804	197	6183	7182
1992	444	624	1068	3783	1745	190	5718	6786
1993	386	541	927	3589	1553	190	5332	6259
1994	544	414	958	4030	1556	192	5778	6736
1995	605	463	1068	4350	1711	211	6272	7340
1996	507	432	939	4774	1892	220	6886	7825
1997	387	473	860	5000	1937	234	7171	8031
1998	378	565	943	5276	2028	259	7563	8506
1999	454	629	1083	5389	2187	268	7844	8927
2000	602	580	1182	5322	2273	271	7866	9048
2001	458	592	1050	5058	2697	272	8027	9077
2002	314	572	886	5066	2507	299	7872	8758
2003	201	513	714	5279	2465	319	8063	8777
2004	243	520	763	5625	2529	326	8480	9243
2005	409	588	997	5775	2522	338	8635	9632
2006	480	516	996	5836	2788	365	8989	9985
2007	556	528	1084	6377	2876	414	9667	10751

Source : Insee

Tableau 2
Formation brute de capital fixe de la branche agriculture
à prix constants 2000

En millions d'euros

	Bétail	Plantations	Produits agricoles	Matériels	Bâtiments	Autres produits	Produits non agricoles	TOTAL
1980	476	565	1041	5573	1939	207	7719	8760
1981	427	601	1028	5437	1866	206	7509	8537
1982	489	578	1067	5815	1785	227	7827	8894
1983	457	610	1067	5413	1708	219	7340	8407
1984	198	595	793	5205	1662	228	7095	7888
1985	348	571	919	4914	1779	230	6923	7842
1986	159	576	735	4466	1723	232	6421	7156
1987	50	727	777	4521	1760	236	6517	7294
1988	227	590	817	5043	1908	238	7189	8006
1989	155	686	841	5402	1941	244	7587	8428
1990	405	1001	1406	5076	2044	250	7370	8776
1991	302	808	1110	4536	2138	243	6917	8027
1992	411	735	1146	4014	2030	242	6286	7432
1993	352	642	995	3837	1777	251	5865	6859
1994	481	488	969	4247	1769	255	6271	7240
1995	587	523	1110	4659	1933	278	6870	7980
1996	538	475	1013	5059	2114	285	7458	8471
1997	388	510	898	5265	2119	289	7673	8571
1998	370	596	966	5615	2133	288	8036	9002
1999	459	651	1110	5684	2264	289	8237	9347
2000	602	580	1182	5322	2273	271	7866	9048
2001	488	576	1064	4895	2549	256	7700	8764
2002	347	546	893	4867	2321	258	7446	8339
2003	192	475	667	5025	2210	265	7500	8167
2004	224	460	684	5264	2168	251	7682	8366
2005	380	491	871	5190	2102	251	7543	8414
2006	427	427	844	5130	2179	262	7571	8415
2007	459	414	873	5437	2158	267	7862	8735

Source : Insee

Tableau 3
Consommation de capital fixe de la branche agriculture
à prix courants

En millions d'euros

	Bétail	Plantations	Produits agricoles	Matériels	Bâtiments	Autres produits	Produits non agricoles	TOTAL
1980		251	251	2589	751	114	3454	3705
1981		292	292	2970	853	128	3951	4243
1982		331	331	3371	984	155	4510	4841
1983		359	359	3717	1071	161	4949	5308
1984		405	405	3927	1151	172	5250	5655
1985		434	434	4038	1150	177	5365	5799
1986		494	494	4180	1243	179	5602	6096
1987		483	483	4259	1278	178	5715	6198
1988		489	489	4383	1333	182	5898	6387
1989		518	518	4523	1379	200	6102	6620
1990		510	510	4566	1438	204	6208	6718
1991		527	527	4702	1526	196	6424	6951
1992		529	529	4695	1575	189	6459	6988
1993		527	527	4557	1606	187	6350	6877
1994		531	531	4550	1621	190	6361	6892
1995		551	551	4436	1643	205	6284	6835
1996		561	561	4484	1682	214	6380	6941
1997		570	570	4529	1739	227	6495	7065
1998		581	581	4527	1828	256	6611	7192
1999		595	595	4635	1880	264	6779	7374
2000		612	612	4935	1975	268	7178	7790
2001		626	626	5130	2136	269	7535	8161
2002		634	634	5175	2212	297	7684	8318
2003		645	645	5241	2306	317	7864	8509
2004		666	666	5370	2431	324	8125	8791
2005		698	698	5617	2512	336	8465	9163
2006		706	706	5764	2695	362	8821	9527
2007		709	709	5973	2820	411	9204	9913

Source : Insee

Tableau 4
Consommation de capital fixe de la branche agriculture
à prix constants 2000

En millions d'euros

	Bétail	Plantations	Produits agricoles	Matériels	Bâtiments	Autres produits	Produits non agricoles	TOTAL
1980		518	518	5317	1542	207	7066	7584
1981		528	528	5362	1586	206	7154	7682
1982		537	537	5428	1620	227	7275	7812
1983		546	546	5454	1644	219	7317	7863
1984		553	553	5454	1660	228	7342	7895
1985		558	558	5422	1678	229	7329	7887
1986		564	564	5347	1691	231	7269	7833
1987		574	574	5272	1706	236	7214	7788
1988		578	578	5237	1729	237	7203	7781
1989		586	586	5230	1751	244	7225	7811
1990		606	606	5197	1777	250	7224	7830
1991		618	618	5123	1809	243	7175	7793
1992		626	626	5012	1832	240	7084	7710
1993		631	631	4891	1838	248	6977	7608
1994		628	628	4808	1842	252	6902	7530
1995		624	624	4764	1856	272	6892	7516
1996		618	618	4758	1879	279	6916	7534
1997		615	615	4774	1901	282	6957	7572
1998		613	613	4826	1923	285	7034	7647
1999		616	616	4892	1946	284	7122	7738
2000		612	612	4935	1975	268	7178	7790
2001		609	609	4947	2019	252	7218	7827
2002		604	604	4957	2048	256	7261	7865
2003		597	597	4978	2068	263	7309	7906
2004		589	589	5014	2084	249	7347	7936
2005		583	583	5036	2094	249	7379	7962
2006		570	570	5051	2107	259	7417	7987
2007		558	558	5085	2117	264	7466	8024

Source : Insee

OPTIQUE TRÉSORERIE, ÉLÉMENTS DU COMPTE DE CAPITAL, ASSURANCE-DOMMAGES

Le résultat et le revenu agricoles en optique trésorerie

Les comptes de l'agriculture se sont alignés, depuis la base 95, sur le concept central de la comptabilité nationale qui est celui de la production. Les indicateurs de revenu présentés à la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation sont donc évalués en *optique production*.

Toutefois, du fait des décalages de trésorerie importants que peuvent induire la constitution ou l'écoulement de stocks de produits agricoles, ainsi que du délai séparant le versement des subventions de leur fait générateur, il a paru intéressant d'évaluer également les soldes en *optique trésorerie*.

Sur le résultat agricole, le passage entre les deux notions se fait de la façon suivante :

Résultat net agricole en optique production

- Variations de stocks (au prix de base)
- + Subventions sur variations de stocks
- FBCF de biens agricoles
- + (subventions versées - subventions dues)
- (impôts versés - impôts dus)
- = Résultat net agricole en optique trésorerie.

Le même calcul est effectué sur le revenu net d'entreprise.

Éléments du compte de capital

Le cadre comptable du compte spécifique de la branche agriculture est présenté selon une séquence de trois comptes : le compte de production, le compte d'exploitation et le compte de revenu d'entreprise.

Par ailleurs, un certain nombre d'éléments du compte de capital sont évalués. Il s'agit des postes suivants :

- la formation brute de capital fixe (FBCF) de la branche agriculture en produits agricoles (bétail et

plantations) et en produits non agricoles (matériels, bâtiments et autres produits).

- la consommation de capital fixe (CCF) de la branche agriculture qui concerne les plantations, les matériels, les bâtiments et les autres produits du capital fixe.

- les variations de stocks, qui comprennent les variations de stocks *producteurs* et les variations de stocks *utilisateurs* de la branche agriculture. Ces derniers concernent deux produits : d'une part, les semences et d'autre part les engrais, pour lesquels on mesure la différence entre les achats et la consommation effective au cours de l'exercice.

- les transferts en capital, qui comprennent les aides à l'investissement et les autres transferts en capital. Les aides à l'investissement concernent principalement l'aide à la restructuration du vignoble, des aides liées à l'acquisition de bâtiments agricoles, des aides aux bâtiments d'élevage ainsi que des aides diverses versées par les collectivités territoriales. Les aides à l'investissement comprennent également les contrats territoriaux d'exploitation (CTE) conclus dans le cadre des actions liées à l'installation et à la modernisation des exploitations et, à partir de 2003, les contrats d'agriculture durable (CAD) qui se substituent aux CTE. Les autres transferts en capital sont constitués des aides à la cessation de l'activité laitière, de l'aide à la reconversion du vignoble, de la dotation aux jeunes agriculteurs et d'aides diverses versées par les collectivités territoriales.

Les primes et les indemnités d'assurance-dommages

Conformément au SEC 95, ces flux sont enregistrés dans le compte de distribution secondaire des revenus, qui n'est pas retracé dans la séquence comptable du compte spécifique de l'agriculture.

Tableau 1
Le résultat agricole net en optique trésorerie de 1990 à 2007

Valeurs en millions d'euros – Evolutions en %

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Résultat agricole net en optique production (1)	23239	20274	21403	20229	22442	23480	23420	23616	24393	23001
Variations de stocks (2)	615	-1774	-476	-867	612	232	773	-242	-276	-553
FBCF (3)	1393	999	1068	927	958	1068	939	860	943	1083
Correction pour droits et obligations ¹ (4)	-53	-36,7	-660	-28	-87	-40	175	-85	-11	-212
Résultat agricole net en optique trésorerie (5)	21178	21012	20151	20141	20785	22140	21881	22913	23715	22329
Evolution du résultat agricole net en optique production	7,6	-12,8	5,6	-5,5	10,9	4,6	-0,3	0,8	3,3	-5,7
Evolution du résultat agricole net en optique trésorerie (6)	9,3	-0,8	-4,1	0,0	3,2	6,5	-1,2	4,7	3,5	-5,8
Evolution du nombre d'UTA totales (7)	-4,0	-4,4	-4,3	-5,3	-3,5	-3,0	-2,6	-2,5	-1,8	-1,6
Evolution du prix du PIB (8)	2,2	2,3	2,1	1,9	1,5	1,2	1,7	1,1	0,9	-0,1
Evolution du résultat agricole net en optique trésorerie par UTA totales, en termes réels (9)	11,4	1,5	-1,9	3,6	5,3	8,5	-0,2	6,3	4,4	-4,2

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Résultat agricole net en optique production (1)	22699	22918	22324	21948	21516	20447	22678	25243
Variations de stocks (2)	546	455	-851	-828	489	-842	229	939
FBCF (3)	1182	1050	886	714	763	997	996	1 084
Correction pour droits et obligations ¹ (4)	589	310	161	-388	289	5	592	82
Résultat agricole net en optique trésorerie (5)	21560	21723	22450	21674	20553	20297	22045	23301
Evolution du résultat agricole net en optique production	-1,3	1,0	-2,6	-1,7	-2,0	-5,0	10,9	11,3
Evolution du résultat agricole net en optique trésorerie (6)	-3,4	0,8	3,3	-3,5	-5,2	-1,2	8,6	5,7
Evolution du nombre d'UTA totales (7)	-1,4	-1,8	-1,7	-1,7	-2,1	-2,0	-1,9	-1,9
Evolution du prix du PIB (8)	1,4	2,0	2,4	1,9	1,6	2,0	2,5	2,5
Evolution du résultat agricole net en optique trésorerie par UTA totales, en termes réels (9)	-3,4	0,6	2,7	-3,6	-4,7	-1,2	8,0	5,2

(5) = (1) - (2) - (3) +(4)

(9) = (6)/(7)/(8)

1. Corrections sur subventions et sur impôts sur les produits.

Source : Insee

Tableau 2**Le revenu net d'entreprise agricole en optique trésorerie de 1990 à 2007**

Valeurs en millions d'euros – Evolutions en %

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Revenu net d'entreprise en optique production (1)	15442	12449	13330	12097	14795	15684	15542	15751	16258	14987
Variations de stocks (2)	615	-1774	-476	-867	612	232	773	-242	-276	-553
FBCF (3)	1393	999	1068	927	958	1068	939	860	943	1083
Correction pour droits et obligations ¹ (4)	-53	-37	-660	-28	-87	-40	175	-85	-11	-212
Revenu net d'entreprise en optique trésorerie (5)	13381	13187	12078	12009	13138	14344	14004	15048	15580	14245
Evolution du revenu net d'entreprise en optique production	10,2	-19,4	7,1	-9,2	22,3	6,0	-0,9	1,3	3,2	-7,8
Evolution du revenu net d'entreprise en optique trésorerie (6)	13,2	-1,5	-8,4	-0,6	9,4	9,2	-2,4	7,5	3,5	-8,6
Evolution du nombre d'UTA non salariées (7)	-4,6	-5,0	-5,1	-6,5	-4,5	-4,1	-3,9	-4,1	-3,3	-3,1
Evolution du prix du PIB (8)	2,2	2,3	2,1	1,9	1,5	1,2	1,7	1,1	0,9	-0,1
Evolution du revenu net d'entreprise en optique trésorerie par UTA non salariées, en termes réels (9)	16,1	1,5	-5,5	4,4	12,8	12,5	-0,1	10,8	6,1	-5,6

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Revenu net d'entreprise en optique production (1)	14295	14111	13517	13005	12431	11162	13107	15338
Variations de stocks (2)	546	455	-851	-828	489	-842	229	939
FBCF (3)	1182	1050	886	714	763	997	996	1084
Correction pour droits et obligations ¹ (4)	589	310	161	-388	289	5	592	82
Revenu net d'entreprise en optique trésorerie (5)	13156	12916	13643	12731	11468	11012	12473	13396
Evolution du revenu net d'entreprise en optique production	-4,6	-1,3	-4,2	-3,8	-4,4	-10,2	17,4	17,0
Evolution du revenu net d'entreprise en optique trésorerie (6)	-7,6	-1,8	5,6	-6,7	-9,9	-4,0	13,3	7,4
Evolution du nombre d'UTA non salariées (7)	-3,1	-2,6	-2,6	-2,6	-2,9	-2,9	-2,8	-2,8
Evolution du prix du PIB (8)	1,4	2,0	2,4	1,9	1,6	2,0	2,5	2,5
Evolution du revenu net d'entreprise en optique trésorerie par UTA non salariées, en termes réels (9)	-6,0	-1,2	5,9	-6,0	-8,7	-3,1	13,7	7,8

(5) = (1) - (2) - (3) +(4)

(9) = (6)/(7)/(8)

1. Corrections sur subventions et impôts sur les produits.

Source : Insee

Tableau 3

Variations de stocks producteurs et FBCF de 1990 à 2007 : ventilation par produits

En millions d'euros

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Variations de stocks producteurs										
Céréales	-265	236	-127	-515	164	48	221	-129	-100	-136
Plantes industrielles	150	-149	-90	32	37	-28	-18	17	69	-123
Fruits et légumes, pdterre	108	35	-416	115	289	-30	36	-59	134	-116
Vins	487	-1821	411	-406	114	147	423	-41	-395	-126
Autres produits végétaux	52	5	-90	-77	-10	76	100	46	25	-26
Bétail	82	-79	-165	-16	18	19	10	-76	-10	-26
Total	615	-1774	-476	-867	612	232	773	-242	-276	-553
FBCF en produits agricoles										
Plantations	847	691	624	541	414	463	432	473	565	629
Bétail	546	308	444	386	544	605	507	387	378	454
Total	1393	999	1068	927	958	1068	939	860	943	1083

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Variations de stocks producteurs									
Céréales	-136	-15	-102	46	-283	362	-283	325	1157
Plantes industrielles	-123	-11	-53	24	42	71	-57	-51	42
Fruits et légumes, pdterre	-116	-37	260	-99	33	-26	6	251	-105
Vins	-126	401	143	-633	-630	236	-448	-422	-324
Autres produits végétaux	-26	22	117	-49	167	-91	-93	52	91
Bétail	-26	186	90	-141	-157	-64	33	74	78
Total	-553	546	455	-851	-828	489	-842	229	939
FBCF en produits agricoles									
Plantations	629	580	592	572	514	520	588	516	528
Bétail	454	602	458	314	201	243	409	480	556
Total	1083	1182	1050	886	714	763	997	996	1084

Source : Insee

Tableau 4
Éléments du compte de capital de 1990 à 2007

En millions d'euros

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Variations des actifs										
Formation brute de capital fixe	7719	7182	6786	6259	6736	7340	7825	8031	8506	8927
Consommation de capital fixe	6718	6951	6988	6877	6892	6835	6941	7065	7192	7374
Variations de stocks ¹	572	-1911	-871	-896	812	520	800	-234	-309	-582
Variations des passifs et de la valeur nette										
Aides à l'investissement	319	366	306	323	241	250	238	198	222	248
Autres transferts en capital	648	556	517	387	422	409	355	194	200	157

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Variations des actifs								
Formation brute de capital fixe	9048	9077	8758	8777	9243	9632	9985	10751
Consommation de capital fixe	7790	8161	8318	8509	8791	9163	9527	9913
Variations de stocks ¹	565	422	-930	-835	536	-870	273	1030
Variations des passifs et de la valeur nette								
Aides à l'investissement	260	288	344	399	361	355	506	365
Autres transferts en capital	222	238	232	193	171	224	248	306

1. Variations de stocks producteur et utilisateur.

Source : Insee

Tableau 5
Primes et indemnités d'assurance-dommages de 1990 à 2007

En millions d'euros

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Primes	1071	1063	1210	1251	1213	1164	1147	1177	1223	1191
Indemnités	591	549	665	714	629	660	638	639	713	658

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Primes	1157	1317	1340	1470	1397	1481	1453	1510
Indemnités	525	715	858	905	753	834	763	795

Source : Insee

LES RÉVISIONS DES COMPTES DE 2005, 2006 ET 2007

Les comptes d'une même année font l'objet de quatre estimations, en fonction des sources disponibles. La version prévisionnelle est présentée en décembre de l'année en cours, la version provisoire est présentée en juin de l'année n+1, la version semi-définitive en juin n+2 et la version définitive en juin n+3. Sont retracées ici les révisions des comptes publiés dans ce volume par rapport à la version de la campagne de comptes précédente.

Les indicateurs de revenu de l'agriculture présentés sont le résultat agricole net et le revenu net d'entreprise agricole.

Le résultat agricole net, encore appelé valeur ajoutée nette au coût des facteurs, est égal à :
valeur ajoutée nette + subventions d'exploitation - autres impôts sur la production.

Le revenu net d'entreprise agricole est le solde du compte de revenu. Il est égal à :
résultat agricole net - rémunération des salariés - intérêts - charge locative nette.

Le résultat agricole net est exprimé par UTA (unité de travail annuel, équivalent temps plein de l'agriculture) et le revenu net d'entreprise agricole est exprimé en UTANS (unité de travail annuel non salarié). Ces indicateurs sont présentés en termes réels, c'est-à-dire déflatés par l'évolution du prix du PIB.

Le compte 2005 définitif

Bien que les révisions apportées à chacun des postes soit minimales, l'impact global est de + 0,1 point sur le résultat agricole net et + 0,6 point sur le revenu net d'entreprise en valeur nominale.

Les évolutions de l'emploi agricole total (exprimé en UTA) et de l'emploi agricole non salarié (exprimé en UTANS) n'ont pas été modifiées par rapport à la prise en compte de l'enquête structure 2005, au cours de la campagne de compte 2004-2006.

L'évolution du prix du PIB est corrigée de 1,74 % à 2,03 %, soit + 0,3 point.

Ainsi, dans le compte définitif 2005, l'évolution du résultat agricole net par actif en termes réels est évaluée à -5,0 % au lieu de -4,8 % dans la version semi-définitive (**révision -0,2 point**). L'évolution du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels est évaluée à -9,4 % au lieu de -9,7 % (**révision +0,3 point**).

Bien que le compte définitif confirme les évaluations du compte semi-définitif, il n'en demeure pas moins que le compte 2005 est celui qui a été le plus révisé

entre la première et la dernière version. Une correction à la hausse d'une ampleur inaccoutumée avait dû être apportée à la production (prix des vins, prix des fruits, FBCF bétail). Son effet avait été renforcé par une révision à la baisse des consommations intermédiaires et une révision à la hausse des indemnités pour calamités naturelles (sécheresse 2005).

Le compte 2006 semi-définitif

Dans le compte semi-définitif 2006, l'évolution de la production hors subventions est révisée de + 0,3 point par rapport à la version provisoire du compte. La révision de 250 millions d'euros, sur un total de 58 milliards, est la résultante de révisions à la hausse (blé, vin, FBCF en bovins...) et à la baisse (semences...).

A elle seule, cette correction de + 0,3 point sur la production a mécaniquement un impact important sur les agrégats comptables suivants, leur montant étant moins élevé : l'impact est de + 1,1 point sur le résultat agricole net et + 1,6 point sur le revenu net d'entreprise.

Compte tenu des autres révisions —sur les consommations intermédiaires, la consommation de capital fixe et les impôts—, le résultat agricole net est révisé de + 1,4 point et le revenu net d'entreprise agricole de + 2,1 points.

Les évolutions de l'emploi agricole total (exprimé en UTA) et de l'emploi agricole non salarié (exprimé en UTANS) n'ont pas été modifiées.

L'évolution du prix du PIB est corrigée de 2,27 % à 2,49 %, soit -0,2 point.

Dans le compte semi-définitif 2006, l'évolution du résultat agricole net en termes réels est évaluée à + 10,3 % dans la version semi-définitive du compte au lieu de + 9,1 % dans la version provisoire (**révision + 1,2 point**). L'évolution du revenu net d'entreprise agricole en termes réels est évaluée à + 17,8 % au lieu de + 16,1 % (**révision + 1,7 point**).

Le compte 2007 provisoire

Dans la version provisoire du compte 2007, la valeur de la production hors subventions est révisée de + 8,0 % à + 9,7 %, soit une révision de + 1,7 point.

Les fourrages, à la fois produits et consommés par la branche agriculture, sont évalués par convention en fonction des surfaces (quasi stables) et des coûts de production à l'hectare. Leur valeur est donc peu

révisée entre les deux versions de compte. Mais le partage volume-prix est considérablement corrigé : la forte révision à la hausse des quantités produites (+ 16 points) provoque une révision à la baisse du prix. L'amplitude de la révision affecte sensiblement le partage volume-prix de la production totale.

La comparaison entre les deux versions de compte est donc plus explicite sur la production hors fourrage.

Hors fourrages, l'indice de volume de la production hors subventions est révisé de -0,9 % à -0,2 %, soit une révision de **+ 0,7 point**. L'indice de prix est révisé de + 9,3 % à + 10,2 %, soit une révision de **+ 0,9 point**. Les révisions sur les volumes et les prix sont donc comparables et de forte ampleur.

Participent à la révision des volumes, les corrections apportées à la production de vin ainsi qu'aux estimations de récolte de pommes de terre, de légumes, de maïs et de blé tendre. La révision des prix porte sur la presque totalité des produits : sur les céréales, oléagineux, protéagineux (+ 3 points, le marché étant atypique en 2007 avec des comportements spéculatifs inédits), mais aussi sur le vin de champagne, les produits maraîchers et horticoles, les volailles (dans une fourchette de 1 à 2 points) et sur les fruits, les volailles et surtout les vins courants (dans une fourchette de 3 à 8 points).

L'évolution des consommations intermédiaires est pour sa part corrigée de + 0,7 point en valeur. Comme pour la production, le partage volume-prix

est modifié par la révision du poste fourrages. Hors intraconsommés, le volume des consommations intermédiaires n'est révisé que de + 1,1 % à + 1,2 %. Le prix est davantage révisé : de + 5,0 % à + 5,4 %, soit + 0,4 point.

La révision des consommations intermédiaires en valeur résulte principalement de la hausse des aliments pour animaux, tant pour la partie achetée (+ 2,2 points) que pour la partie intraconsommée (+ 1,8 point).

Compte tenu des corrections apportées à la production et aux consommations intermédiaires, la valeur ajoutée brute est corrigée de + 2,9 points et la valeur ajoutée nette de + 4 points.

Après prise en compte des subventions d'exploitation et des impôts sur la production, le résultat agricole net est révisé de + 3,7 points et le revenu net d'entreprise de + 5,6 points.

Les évolutions de l'emploi agricole total (exprimé en UTA) et de l'emploi agricole non salarié (exprimé en UTANS) n'ont pas été modifiées.

L'évolution du prix du PIB est corrigée de 2,0 % à 2,46 %, soit + 0,5 point.

Dans le compte provisoire 2007, l'évolution du résultat agricole net en termes réels est évaluée à + 10,7 % au lieu de + 7,5 % dans la version prévisionnelle (**révision + 3,2 points**). L'évolution du revenu net d'entreprise agricole en termes réels est évaluée à + 17,5 % au lieu de + 12,1 % (**révision + 5,4 points**).

Bilan des révisions des comptes¹

a) Résultat agricole net par actif en termes réels

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Prévisionnel						- 10,1	+ 8,6	+ 7,5
Provisoire					- 1,6	- 6,5	+ 9,1	+ 10,7
Semi-définitif				- 0,5	- 2,4	- 4,8	10,3	
Définitif	- 1,3	+ 0,9	- 3,2	- 1,8	- 1,5	- 5,0		
Révision (en point) ¹	/	/	/	- 1,3	+ 0,1	+ 5,1	+ 1,7	+ 3,2

b) Revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Prévisionnel						- 19,0	+ 14,9	+ 12,1
Provisoire					- 3,7	- 13,0	+ 16,1	+ 17,5
Semi-définitif				- 1,6	- 3,6	- 9,7	17,8	
Définitif	- 2,9	- 0,6	- 3,9	- 3,1	- 3,1	- 9,4		
Révision (en point) ¹	/	/	/	- 1,5	+ 0,6	+ 9,6	+ 2,9	+ 5,4

1. Entre le premier et le dernier compte connu.

NB. En grisé, figurent les évaluations qui intègrent le traitement des Sifim. Le traitement des Sifim a un impact sur le résultat agricole net ; mais, par construction, il est neutre sur le revenu net d'entreprise agricole.

LES ECHANGES EXTÉRIEURS AGROALIMENTAIRES

Graphique 1 – Échanges extérieurs en produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche en 2007

Graphique 2 – Échanges extérieurs en produits des industries agroalimentaires en 2007

Tableau 1 – Détail du commerce extérieur en produits agricoles

Tableau 2 – Détail du commerce extérieur en produits des industries agroalimentaires

Tableau 3 – Exportations, importations et soldes agroalimentaires par zones géographiques en 2007

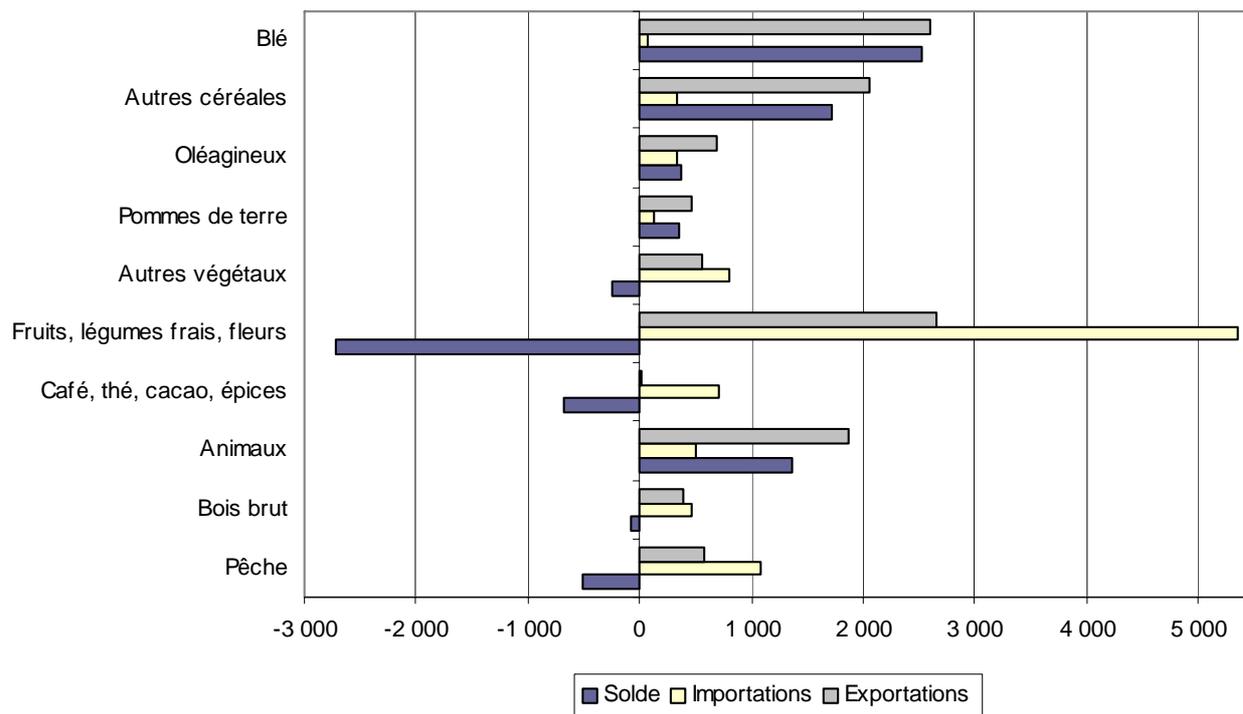
Tableau 4 – Exportations, importations et soldes agroalimentaires avec les pays de l'Union européenne en 2007

Tableau 5 – Principaux soldes excédentaires et déficitaires avec les pays tiers en 2007

Graphique 1

Échanges extérieurs en produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche en 2007

En millions d'euros

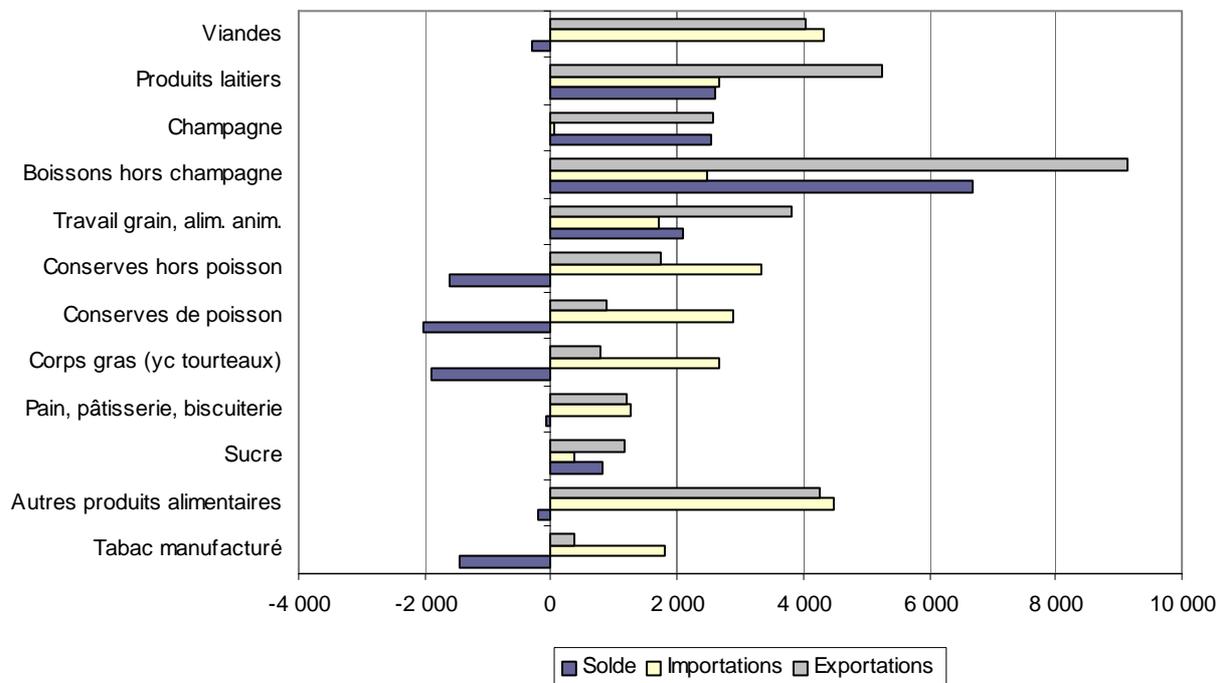


Autres végétaux : protéagineux, tabac, plantes à sucre, autres plantes industrielles, pommes de terre, plantes fourragères.
Source : comptes nationaux, Insee

Graphique 2

Échanges extérieurs en produits des industries agroalimentaires en 2007

En millions d'euros



Autres produits alimentaires : chocolat, pâtes alimentaires, thé et café, condiments, aliments diététiques, autres non cités ailleurs.
Conserves hors poisson : conserves de légumes et de pommes de terre, de fruits, de jus de fruits et de légumes.
Source : comptes nationaux, Insee

Tableau 1
Détail du commerce extérieur en produits agricoles

Valeurs en millions d'euros, évolutions annuelles en %

Produits de l'agriculture	NES 472	Exportations 2007		Importations 2007		Solde		
		Valeur	Évolution	Valeur	Évolution	2006	2007	Écart
Agriculture, sylviculture, pêche	EA	11 876	10,0%	9 772	7,7%	1 725	2 104	379
Agriculture, chasse, services annexes	GA01	10 910	10,0%	8 221	8,9%	2 370	2 689	319
Blé dur	HA01A	299	36,5%	25	78,6%	205	274	69
Blé tendre	HA01B	2 301	18,1%	48	182,4%	1 931	2 253	322
Maïs	HA01C	1 125	5,2%	253	116,2%	952	872	-80
Orge	HA01D	877	66,7%	13	116,7%	520	864	344
Autres céréales	HA01E	51	-20,3%	62	244,4%	46	-11	-57
Pommes de terre	HA01F	471	15,7%	125	14,7%	298	346	48
Oléagineux	HA01G	697	9,8%	329	46,2%	410	368	-42
Tabac	HA01H	124	-6,8%	84	-3,4%	46	40	-6
Plantes à sucre	HA01I	2	100,0%	1	100,0%	1	1	0
Plantes fourragères	HA01J	27	22,7%	11	0,0%	11	16	5
Autres plantes industrielles	HA01K	405	10,4%	714	4,7%	-315	-309	6
Légumes frais	HA01L	969	6,4%	1 678	5,5%	-680	-709	-29
Plantes et fleurs	HA01M	349	-1,1%	1 091	-2,9%	-771	-742	29
Fruits	HA01O	1 330	2,7%	2 590	6,6%	-1 135	-1 260	-125
Café, thé, cacao, épices	HA01P	16	6,7%	700	18,8%	-574	-684	-110
Gros bovins	HA01Q	1 156	-11,1%	24	-22,6%	1 269	1 132	-137
Veaux	HA01R	54	-16,9%	32	-40,7%	11	22	11
Ovins, caprins	HA01S	46	7,0%	31	3,3%	13	15	2
Équidés	HA01T	109	7,9%	73	-2,7%	26	36	10
Porcins	HA01U	109	10,1%	18	-28,0%	74	91	17
Volailles	HA01W	155	25,0%	24	9,1%	102	131	29
Œufs	HA01X	118	13,5%	81	14,1%	33	37	4
Autres produits d'élevage	HA01Y	120	4,3%	214	-1,8%	-103	-94	9
Sylviculture, exploitation forestière, services annexes	GA02	391	9,8%	465	19,8%	-32	-74	-42
Pêche, aquaculture	GA03	575	9,5%	1 086	-4,6%	-613	-511	102

Source : comptes nationaux, Insee (données provisoires)

Tableau 2

Détail du commerce extérieur en produits des industries agroalimentaires

Valeurs en millions d'euros, évolutions en %

Produits des industries agroalimentaires	NES 472	Exportations 2007		Importations 2007		Solde		
		Valeur	Évolution	Valeur	Évolution	2006	2007	Écart
Industries agroalimentaires	EB	35 191	7,1%	28 040	9,0%	7 127	7 151	24
Industries viande et lait	FB1	9 280	8,7%	6 992	10,0%	2 180	2 288	108
Industries des viandes	GB01	4 023	3,4%	4 334	4,9%	-243	-311	-68
Viandes de boucherie	HB01A	2 381	-0,5%	2 954	-0,3%	-569	-573	-4
Viandes de volailles	HB01B	989	13,2%	624	31,9%	401	365	-36
Préparation à base de viandes	HB01C	653	5,0%	756	8,5%	-75	-103	-28
Industrie du lait	GB02	5 257	13,1%	2 658	19,5%	2 423	2 599	176
Lait liquide et crème de lait	HB02A	554	22,3%	406	32,7%	147	148	1
Yaourts et desserts lactés frais	HB02B	445	7,0%	162	5,2%	262	283	21
Beurre	HB02C	218	17,8%	495	20,4%	-226	-277	-51
Fromages	HB02D	2 460	5,4%	886	6,0%	1 497	1 574	77
Autres produits laitiers	HB02E	1 224	31,9%	530	44,8%	562	694	132
Glaces et sorbets	HB02F	356	7,2%	179	18,5%	181	177	-4
Autres produits des IAA	FB2	25 911	6,5%	21 048	8,7%	4 947	4 863	-84
Industrie des boissons	GB03	11 714	6,2%	2 506	8,7%	8 724	9 208	484
Boissons alcooliques distillées	HB03A	2 773	4,1%	762	7,8%	1 956	2 011	55
Alcool	HB03B	300	47,1%	115	-6,5%	81	185	104
Champagne	HB03C	2 564	11,0%	39	11,4%	2 275	2 525	250
Vins	HB03D	4 297	7,1%	537	9,1%	3 522	3 760	238
Cidre	HB03E	34	-2,9%	8	0,0%	27	26	-1
Autres boissons fermentées	HB03F	23	0,0%	45	50,0%	-7	-22	-15
Bières	HB03G	150	-2,6%	401	4,4%	-230	-251	-21
Malt	HB03H	300	8,3%	9	-18,2%	266	291	25
Eaux et boissons rafraîchissantes	HB03I	1 273	-5,6%	590	14,6%	834	683	-151
Travail des grains, alim. animaux	GB04	3 805	12,0%	1 721	12,4%	1 867	2 084	217
Meunerie	HB04A	539	16,7%	200	14,3%	287	339	52
Autres activités du grain	HB04B	485	3,9%	538	12,8%	-10	-53	-43
Amylacés	HB04C	1 243	17,9%	458	23,5%	683	785	102
Aliments animaux de la ferme	HB04D	27	17,4%	5	66,7%	20	22	2
Aliments animaux de compagnie	HB04E	1 511	8,5%	520	3,0%	887	991	104
Industries alimentaires diverses	GB05	10 012	5,5%	15 001	9,3%	-4 243	-4 989	-746
Poisson transformé	HB05A	864	3,1%	2 894	-1,9%	-2 112	-2 030	82
Produits à base de pommes de terre	HB05B	1 114	6,4%	1 671	15,5%	-400	-557	-157
Jus de fruits et légumes	HB05C	176	10,0%	744	11,4%	-508	-568	-60
Produits à base de fruits et légumes	HB05D	442	6,5%	913	7,5%	-434	-471	-37
Huiles et graisses brutes ¹	HB05E	425	11,3%	1 749	8,8%	-1 225	-1 324	-99
Huiles, graisses raffin. de margarine	HB05F	362	-2,2%	923	26,1%	-362	-561	-199
Pain et pâtisserie fraîche	HA05G	456	6,8%	208	12,4%	242	248	6
Biscuits, biscot., pâtiss. conservation	HA05H	755	14,2%	1 067	7,3%	-333	-312	21
Sucre	HB05I	1 160	-12,7%	355	23,3%	1 040	805	-235
Chocolat, confiserie	HB05J	1 479	10,0%	1 855	13,3%	-293	-376	-83
Pâtes alimentaires	HB05K	110	0,0%	358	13,7%	-205	-248	-43
Thé et café	HB05L	263	7,8%	689	6,8%	-401	-426	-25
Condiments et assaisonnement	HB05M	274	5,4%	424	13,4%	-114	-150	-36
Aliments bébés	HB05N	329	22,3%	117	20,6%	172	212	40
Industries alimentaires n.c.a.	HB05O	1 803	10,5%	1 034	9,8%	690	769	79
Tabac	GB06	380	-6,2%	1 820	0,8%	-1 401	-1 440	-39

1. Dont tourteaux.

Source : comptes nationaux, Insee (données provisoires)

Tableau 3
Exportations, importations et soldes agroalimentaires par zone géographique, en 2007

En milliards d'euros

Zones	Solde 2006	Exportations 2007	Importations 2007	Solde 2007
Monde	+8,9	47,1	37,8	+9,3
Union européenne à vingt-sept	+7,0	34,5	26,7	+7,8
dont : zone euro	+3,7	27,3	23,1	+4,2
Pays tiers	+1,8	12,6	11,1	+1,5
OCDE hors membres de l'UE	+3,3	5,3	2,2	+3,1
dont : ALENA (EU, Canada, Mexique)	+2,2	2,8	1,0	+1,8
Japon	+1,0	1,0	0,0	+0,9
Amérique centrale et Amérique du Sud (hors Mexique)	-2,2	0,3	2,8	-2,5
dont : Brésil	-0,9	0,1	1,3	-1,2
Afrique du Nord	+0,6	1,4	0,8	+0,6
Afrique sub-saharienne	-0,3	1,0	1,4	-0,4
PECO non membres de l'UE ¹	0,0	0,1	0,1	0,0
CEI ²	+0,4	0,7	0,3	+0,5
Proche et Moyen-Orient	+0,4	0,9	0,4	+0,5
Asie et Océanie hors pays de l'OCDE	-0,2	1,8	1,8	0,0
Reste du Monde	-0,2	1,2	1,4	-0,3

1. Pays d'Europe centrale et orientale concernés ici : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine (Ancienne République Yougoslave de), Serbie-et-Montenegro, Croatie.

2. Communauté des Etats indépendants.

Source : comptes nationaux Insee, Douanes, données provisoires

Tableau 4
Exportations, importations et solde agroalimentaires avec les pays de l'Union européenne en 2007

En millions d'euros

Pays	Solde 2006	Exportations 2007	Importations 2007	Solde 2007
Union Européenne	7023	34482	26719	7763
Royaume-Uni ¹	3033	5243	2020	3222
Italie	2773	5495	2862	2632
Allemagne	1641	5953	4355	1597
Belgique	889	5591	4563	1028
Grèce	632	754	123	632
Portugal	344	761	390	371
Luxembourg	281	388	116	272
Suède ¹	189	340	145	195
Finlande	147	213	44	170
Autriche	111	297	162	134
République tchèque ¹	90	176	70	105
Roumanie ¹	19	96	27	69
Estonie ¹	22	62	6	56
Chypre ¹	42	63	10	53
Lettonie ¹	31	58	11	46
Slovénie ¹	21	34	4	31
Malte ¹	31	30	1	30
Danemark	-66	493	476	17
Slovaquie ¹	20	38	24	14
Lituanie ¹	2	47	49	-2
Bulgarie ¹	-12	49	69	-19
Hongrie ¹	4	121	166	-45
Pologne ¹	-94	348	519	-171
Irlande	-228	460	664	-204
Espagne	-829	4268	4882	-614
Pays-Bas	-2069	3104	4961	-1857

1. Pays en dehors de la zone euro en 2007.

Source : comptes nationaux Insee, Douanes, données provisoires

Tableau 5
Principaux soldes excédentaires et déficitaires avec les pays tiers en 2007

a) Excédents

En millions d'euros

Pays	Solde 2006	Exportations 2007	Importations 2007	Solde 2007
Etats-Unis <i>Alcools, vins, champagne</i>	1894	2213 1657	699	1514
Japon <i>Vins, eaux de table, alcools</i>	968	977 515	34	942
Algérie <i>Blé</i>	662	686 389	19	668
Suisse <i>Vins, champagne</i>	668	1111 280	450	662
Russie <i>Alcools</i>	452	619 97	56	563
Singapour <i>Alcools, champagne</i>	407	492 374	11	481
Arabie saoudite <i>Orge</i>	196	313 112	1	313
Canada <i>Vins</i>	319	472 231	181	291
Hong-Kong <i>Alcools, vins</i>	176	225 117	7	218

Source : Douanes

b) Déficit

En millions d'euros

Pays	Solde 2006	Exportations 2007	Importations 2007	Solde 2007
Brésil <i>Tourteaux</i>	-904	79	1293 584	-1214
Argentine <i>Tourteaux</i>	-481	17	453 190	-435
Côte d'Ivoire <i>Cacao, beurre de cacao</i>	-311	172	472 206	-301
Maroc <i>Légumes et fruits frais</i>	-378	417	687 435	-270
Thaïlande <i>Caoutchouc naturel</i>	-245	84	338 89	-254
Nouvelle-Zélande <i>Viande de mouton</i>	-265	28	279 142	-251
Norvège <i>Poissons</i>	-260	172	401 358	-229
Chili <i>Poissons congelés</i>	-221	23	239 63	-216
Israël <i>Fruits et légumes</i>	-164	86	290 202	-205

Source : Douanes

LE COMPTE DE PATRIMOINE DE LA BRANCHE AGRICULTURE DE 1990 À 2006

Le compte de patrimoine de la branche agriculture donne un état au 31 décembre de la valeur des actifs et passifs qui peuvent être clairement rattachés à l'activité productive agricole¹. Il prolonge les comptes de flux présentés traditionnellement à la CCAN — compte de production, compte d'exploitation et compte de revenu — puisqu'il porte sur le même champ : la branche agriculture, définie sur le même périmètre que les comptes courants présentés à la CCAN².

L'originalité d'un compte de patrimoine de branche

Dans les comptes nationaux, les comptes de patrimoine sont établis pour des secteurs institutionnels (ménages, entreprises...) et reposent sur la notion de propriété. Dans le cas de l'agriculture, il est cependant intéressant d'établir un compte de patrimoine relatif à la branche d'activité.

L'activité agricole est en effet assurée à la fois par des ménages (entreprises individuelles) et par des sociétés (exploitations sous forme sociétaire, coopératives de production, coopératives d'utilisation du matériel agricole, entreprises de travaux agricoles). Dans le cas des ménages agricoles, un compte de patrimoine classique devrait présenter le patrimoine professionnel et le patrimoine personnel (logement...); il ne serait donc pas comparable au compte de patrimoine des sociétés. De plus, comme les exploitations agricoles ont tendance à se constituer en sociétés (GAEC ou groupement agricole d'exploitation en commun, sociétés civiles...), le partage entre les deux secteurs institutionnels se déforme progressivement. Les entreprises individuelles assuraient encore les trois quarts de l'activité agricole en 1990, elles en assurent moins de la moitié à partir de 2000 et seulement 40 % en 2006.

Par ailleurs, les facteurs de production n'appartiennent pas nécessairement aux exploitants agricoles eux-mêmes. Ainsi le fermage, déjà important dans les années quatre-vingt-dix (55 % de la surface agricole utilisée), a tendance à se développer (68 % de la SAU en 2005).

Un compte de patrimoine relatif à la branche agriculture permet donc de donner une vision globale des actifs et passifs liés strictement à l'activité professionnelle, quel que soit le propriétaire, et indépendante de l'évolution de la forme juridique des unités.

Un cadre comptable classique

En revanche, comme un compte de patrimoine classique, le compte de patrimoine de la branche agriculture articule les données de flux avec les données de stocks. Le passage du patrimoine d'ouverture (au 31 décembre de l'année n-1) au patrimoine de clôture (au 31 décembre de l'année n) retrace l'accumulation sur la période, mais aussi la consommation de capital fixe (qui traduit l'amortissement économique des investissements passés), les « autres changements de volume » liés à des événements imprévus (arrachages de vignobles, abattage des troupeaux en cas d'ESB...), ainsi que les réévaluations liées aux mouvements de prix (appréciation des stocks de vin ou au contraire répercussion de la baisse du prix du bétail lors de la crise de l'ESB...).

Tous les actifs et passifs sont présentés à leur valeur au 31 décembre. Les actifs fixes sont évalués, non pas à leur prix d'acquisition, mais à leur coût de remplacement en l'état (compte tenu de l'usure et l'obsolescence) au 31 décembre de l'année.

○ Les actifs sont structurés en deux postes : actifs financiers et actifs non financiers. Les terrains, qui constituent à eux seuls la moitié des actifs, s'inscrivent en **actifs non financiers non produits**. Ils comprennent les terrains agricoles, ou surface agricole utilisée (SAU), les terrains bâtis des exploitations agricoles, notamment pour les élevages hors sol, ainsi que les terrains boisés rattachés aux exploitations. Les autres actifs non produits sont des actifs incorporels. C'est dans ce poste que sont inscrits les droits à paiement unique (DPU) à partir de 2006. Selon l'avis rendu par le Conseil national de la comptabilité (CNC) en décembre 2005, les DPU seront inscrits en immobilisations incorporelles à l'actif pour la valeur d'un euro par DPU (et en contrepartie au passif en capitaux propres pour la même valeur).

Les **actifs non financiers produits** comprennent les actifs fixes et les actifs circulants, produits soit par la branche agriculture elle-même soit par d'autres branches d'activité. Les *actifs fixes* comprennent les animaux reproducteurs et de trait, les plantations de vergers et vignes, les équipements (matériels, bâtiments...). Les *actifs circulants* comprennent les stocks producteurs, qu'il s'agisse de produits finis (céréales, oléagineux et protéagineux, fourrages...) ou de travaux en-cours

(vins, animaux de boucherie...). Ils comprennent aussi les stocks utilisateurs de la branche agriculture, c'est-à-dire les stocks de matières premières et fournitures qui entrent dans le processus de production en tant que consommations intermédiaires de la branche (engrais, phytosanitaires, pesticides, combustibles, semences...).

Les actifs financiers comprennent des immobilisations financières et des valeurs réalisables. Particularité de la branche agricole, les exploitants détiennent des parts dans les organismes agricoles (Crédit Agricole, coopératives...), classées en immobilisations financières. L'essentiel des valeurs réalisables provient des créances d'exploitation, c'est-à-dire des comptes clients mais aussi des créances sur l'Etat (TVA déductible) et des créances diverses (produits à recevoir, indemnités et subventions à recevoir).

○ Au passif, l'**encours des prêts** rassemble les emprunts à long, moyen et court terme, contractés par la branche agriculture auprès du système bancaire. Ils concernent principalement les acquisitions d'équipements agricoles et dans une moindre mesure le foncier. Les **dettes à court terme** inscrites au passif se composent principalement des comptes fournisseurs, de la TVA à payer et des avances bancaires.

○ *Le solde comptable* permettant d'équilibrer le compte sera appelé **fonds propres de la branche**³ :

Actifs non financiers + Actifs financiers = Encours des prêts + Dettes à court terme + Fonds propres

Ces fonds propres sont constitués de quatre composantes :

- les apports faits par les propriétaires des unités de la branche agriculture,

- les bénéfices tirés de l'activité agricole (y compris subventions d'investissement), déduction faite des prélèvements privés,

- les réévaluations (positives ou négatives) des actifs, déduction faite des réévaluations de dettes,

- la contrepartie des terres des unités non agricoles mises en fermage (*cf. ci-dessus*).

Ces quatre composantes ne peuvent être isolées.

Quelques ratios pour la branche

Les comptes de flux et le compte de patrimoine ne peuvent donc pas être totalement articulés : ce ne sont pas exclusivement les bénéfices tirés de l'activité agricole qui permettent de financer les actifs, mais aussi des apports extérieurs à la branche. Le compte de patrimoine de la branche agricole ne se prête donc pas à une analyse financière classique. L'autofinancement et la capacité d'autofinancement notamment ne peuvent pas être calculés. Seuls quelques indicateurs peuvent être présentés :

- le fonds de roulement net : fonds propres + dettes financières (sauf dettes à court terme) - actifs immobilisés

- le besoin en fonds de roulement : total des stocks et en-cours, des avances et acomptes versés aux fournisseurs, des créances d'exploitation, diminué des dettes non financières (comptes de tiers).

- le taux d'endettement : dettes / actifs

- l'indépendance financière : fonds propres / capitaux permanents (fonds propres + encours des prêts).

Les deux ratios — taux d'endettement et taux d'indépendance financière — correspondent à la branche et, compte tenu de l'importance des terres en fermage, ne sauraient être confondus avec les ratios calculés sur les exploitations agricoles ou sur les ménages agricoles.

1. Pour les choix méthodologiques, cf. Rapport du groupe de travail du Cnis, n°94, février 2005.

Le compte de patrimoine de la branche agriculture de 1990 à 2005 est disponible sur le site internet de l'Insee : insee.fr, rubrique Comptes nationaux \ Comptes spécialisés \ agriculture.

Un dossier de présentation des résultats a été publié dans « L'agriculture en 2005 », rapport présenté à la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation le 16 juin 2006, également disponible sur le site.

2. Le champ du compte spécifique de la CCAN diffère du champ du cadre central sur les points suivants : il exclut les établissements produisant des semences certifiées, le paysagisme et les jardins familiaux, il inclut les activités non agricoles non séparables des exploitations agricoles (produits laitiers fermiers, champagnisation des récoltants-manipulants...).

3. Cf. note de P. Muller (1994), reprise dans le Rapport du groupe de travail du Cnis, n°94, février 2005.

Compte de patrimoine de la branche agriculture

Montants au 31 décembre

En millions d'euros

	1990	1991	1992	1993	1994
ACTIFS					
ACTIFS NON FINANCIERS					
Actifs produits					
Actifs fixes					
Produits agricoles	21 151,2	21 863,3	22 276,2	22 116,9	22 197,2
Bétail	14 045,5	14 609,0	15 033,0	14 872,9	14 855,5
dont : bovins	11 952,6	12 704,1	13 428,6	13 263,8	13 182,5
Plantations	7 105,6	7 254,3	7 243,2	7 244,0	7 341,7
Produits non agricoles	44 173,0	45 315,8	45 025,3	44 284,5	43 780,1
dont : matériel	30 810,1	31 258,9	30 547,6	29 687,7	29 148,9
bâtiment, aménagement de terrain	13 360,8	14 054,0	14 473,8	14 589,7	14 621,2
Total actifs fixes	65 324,2	67 179,0	67 301,6	66 401,4	65 977,3
Stocks					
Stocks producteurs	20 270,5	20 004,4	19 877,3	19 638,3	19 930,9
Produits finis	5 112,7	5 292,1	4 629,9	4 197,6	4 691,9
dont : COP	2 661,1	2 786,3	2 604,7	2 124,5	2 311,9
Travaux en-cours de végétaux	7 989,7	7 445,0	8 415,4	8 443,2	8 331,7
dont : vin	7 442,2	6 966,0	7 962,9	7 990,8	7 904,0
Travaux en-cours d'animaux	7 168,1	7 267,3	6 832,0	6 997,5	6 907,2
dont : bovins	4 870,0	4 865,8	4 820,2	4 940,8	4 772,8
Stocks utilisateurs : matières et fournitures	1 795,7	1 602,8	1 388,3	1 425,4	1 491,2
Total stocks	22 066,2	21 607,2	21 265,6	21 063,7	21 422,0
Actifs non produits					
Actifs corporels					
Terrains	111 146,7	109 040,5	103 694,3	100 198,1	100 750,5
dont : terrains agricoles	106 842,1	104 743,3	99 521,2	96 070,7	96 557,2
Actifs incorporels	219,3	208,0	300,1	314,3	342,5
Total actifs non produits	111 366,0	109 248,5	103 994,4	100 512,3	101 093,0
Total actifs non financiers	198 756,4	198 034,8	192 561,6	187 977,4	188 492,3
ACTIFS FINANCIERS					
Immobilisations financières	1 853,7	1 944,4	1 921,4	2 091,8	1 974,8
Parts dans les organismes agricoles	1 685,5	1 709,1	1 708,9	1 805,9	1 758,7
Autres	168,2	235,3	212,5	285,9	216,1
Valeurs réalisables	8 373,9	8 335,6	8 488,2	9 089,3	9 709,4
Avances et acomptes versés	176,2	132,1	148,7	177,6	198,1
Créances d'exploitation	8 197,7	8 203,5	8 339,6	8 911,8	9 511,3
Valeurs disponibles	3 933,1	3 757,0	3 891,1	3 543,0	3 706,8
Total actifs financiers	14 160,6	14 037,1	14 300,8	14 724,2	15 391,0
TOTAL ACTIFS	212 917,0	212 071,8	206 862,3	202 701,6	203 883,3
PASSIFS					
Passifs financiers					
Encours des prêts	27 702,0	27 627,7	27 720,7	26 882,6	26 104,0
Dettes à court terme	10 428,4	10 225,7	10 491,1	11 054,7	11 005,4
Comptes financiers	2 286,2	2 336,8	2 295,5	2 602,7	2 434,7
Compte de tiers	8 142,2	7 888,8	8 195,6	8 452,0	8 570,7
TOTAL ELEMENTS DE PASSIF	38 130,4	37 853,4	38 211,8	37 937,3	37 109,4
<i>Fonds propres</i>	174 786,7	174 218,4	168 650,5	164 764,3	166 773,9
TOTAL PASSIFS	212 917,0	212 071,8	206 862,3	202 701,6	203 883,3
Fonds de roulement net	23 944,7	23 474,1	23 153,8	22 641,4	23 832,8
Besoin en fonds de roulement	22 297,8	22 054,0	21 558,2	21 701,1	22 560,7
Taux d'endettement	17,9%	17,8%	18,5%	18,7%	18,2%
Indépendance financière	86,3%	86,3%	85,9%	86,0%	86,5%

Source : Insee

Compte de patrimoine de la branche agriculture

Montants au 31 décembre

En millions d'euros

	1995	1996	1997	1998	1999
ACTIFS					
ACTIFS NON FINANCIERS					
Actifs produits					
Actifs fixes					
Produits agricoles	21 054,0	19 894,2	21 319,0	20 815,0	21 154,5
Bétail	13 560,2	12 368,8	13 723,8	13 111,1	13 208,9
dont : bovins	11 934,3	10 592,9	11 821,6	11 409,6	11 405,3
Plantations	7 493,8	7 525,3	7 595,2	7 703,9	7 945,5
Produits non agricoles	43 831,7	44 844,2	45 917,9	47 295,0	49 724,7
dont : matériel	29 001,1	29 552,7	29 949,2	30 680,7	32 450,5
bâtiment, aménagement de terrain	14 814,4	15 268,7	15 938,5	16 582,5	17 238,5
Total actifs fixes	64 885,7	64 738,3	67 237,0	68 110,0	70 879,2
Stocks					
Stocks producteurs	20 477,8	21 221,6	22 369,2	22 687,4	23 829,4
Produits finis	4 709,0	5 020,3	4 866,0	4 923,0	4 503,3
dont : COP	2 323,5	2 532,8	2 421,1	2 392,8	2 186,9
Travaux en-cours de végétaux	9 256,3	10 111,9	10 486,8	11 222,5	12 559,0
dont : vin	8 768,7	9 603,6	9 950,5	10 604,0	11 946,2
Travaux en-cours d'animaux	6 512,5	6 089,4	7 016,3	6 541,9	6 767,1
dont : bovins	4 292,8	3 910,0	4 667,9	4 450,5	4 569,3
Stocks utilisateurs : matières et fournitures	1 685,9	1 707,4	1 719,2	1 597,0	1 638,1
Total stocks	22 163,7	22 929,0	24 088,4	24 284,4	25 467,4
Actifs non produits					
Actifs corporels					
Terrains	102 602,8	104 155,2	107 398,2	113 305,6	119 526,0
dont : terrains agricoles	98 319,8	99 798,5	102 902,9	108 575,9	114 564,3
Actifs incorporels	367,4	425,0	405,1	415,7	422,7
Total actifs non produits	102 970,2	104 580,2	107 803,2	113 721,3	119 948,7
Total actifs non financiers	190 019,6	192 247,5	199 128,7	206 115,7	216 295,3
ACTIFS FINANCIERS					
Immobilisations financières	2 000,2	2 019,0	2 041,5	2 006,0	2 042,4
Parts dans les organismes agricoles	1 775,6	1 784,4	1 793,5	1 789,8	1 808,0
Autres	224,6	234,6	248,0	216,2	234,4
Valeurs réalisables	10 177,9	10 382,3	10 529,8	10 817,8	11 137,2
Avances et acomptes versés	193,7	212,0	210,3	219,9	221,8
Créances d'exploitation	9 984,3	10 170,3	10 319,6	10 597,9	10 915,3
Valeurs disponibles	3 722,7	3 849,9	3 825,4	4 239,7	4 170,8
Total actifs financiers	15 900,8	16 251,1	16 396,8	17 063,4	17 350,3
TOTAL ACTIFS	205 920,5	208 498,6	215 525,4	223 179,1	233 645,7
PASSIFS					
Passifs financiers					
Encours des prêts	26 136,7	26 521,2	27 521,4	27 974,3	29 225,7
Dettes à court terme	11 437,2	11 528,4	11 729,4	12 074,2	12 496,2
Comptes financiers	2 400,7	2 393,0	2 600,0	2 686,2	2 837,9
Compte de tiers	9 036,5	9 135,4	9 129,4	9 388,0	9 658,2
TOTAL ELEMENTS DE PASSIF	37 573,9	38 049,6	39 250,8	40 048,5	41 721,9
<i>Fonds propres</i>	<i>168 346,5</i>	<i>170 449,0</i>	<i>176 274,7</i>	<i>183 130,6</i>	<i>191 923,8</i>
TOTAL PASSIFS	205 920,5	208 498,6	215 525,4	223 179,1	233 645,7
Fonds de roulement net	24 627,1	25 632,7	26 714,3	27 267,7	28 279,2
Besoin en fonds de roulement	23 305,1	24 175,9	25 488,9	25 714,2	26 946,4
Taux d'endettement	18,2%	18,2%	18,2%	17,9%	17,9%
Indépendance financière	86,6%	86,5%	86,5%	86,7%	86,8%

Source : Insee

Compte de patrimoine de la branche agriculture

Montants au 31 décembre

En millions d'euros

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
ACTIFS							
ACTIFS NON FINANCIERS							
Actifs produits							
Actifs fixes							
Produits agricoles	19 891,5	21 064,6	19 968,1	21 032,2	22 918,6	22 590,2	23 577,8
Bétail	11 763,5	12 800,4	11 577,2	12 467,0	14 059,4	13 438,7	14 432,2
dont : bovins	9 599,2	10 321,2	9 340,3	10 526,8	11 924,6	11 324,9	12 276,6
Plantations	8 128,0	8 264,2	8 390,9	8 565,2	8 859,2	9 151,5	9 145,6
Produits non agricoles	52 742,4	54 735,7	55 747,6	57 220,0	59 438,5	61 881,0	64 331,5
dont : matériel	34 355,2	35 052,1	35 231,8	35 744,8	37 061,5	38 426,9	39 525,2
bâtiment, aménag. terrain	18 346,9	19 638,3	20 469,5	21 429,2	22 329,5	23 404,2	24 753,5
Total actifs fixes	72 633,9	75 800,3	75 715,8	78 252,3	82 357,1	84 471,2	87 909,2
Stocks							
Stocks producteurs	24 099,1	24 986,1	23 732,3	22 190,7	24 004,8	24 767,4	25 405,4
Produits finis	4 494,8	4 655,2	4 599,7	4 600,6	4 941,6	4 572,2	5 183,3
dont : COP	2 148,1	2 003,1	2 063,5	1 826,1	2 265,0	1 915,9	2 199,2
Travaux en-cours de végétaux	13 067,3	13 397,1	11 946,4	10 572,4	11 741,9	12 790,2	12 599,5
dont : vin	12 491,8	12 771,3	11 345,6	9 994,8	11 211,9	12 312,3	12 123,1
Travaux en-cours d'animaux	6 537,0	6 933,9	7 186,2	7 017,8	7 321,3	7 405,0	7 622,6
dont : bovins	3 901,6	4 146,9	4 637,8	4 641,2	4 679,2	4 782,2	4 983,9
Stocks utilisateurs : mat. et fournitures	1 774,8	1 809,2	1 721,7	1 934,8	1 929,8	2 021,6	2 123,4
Total stocks	25 873,9	26 795,3	25 454,0	24 125,5	25 934,6	26 789,0	27 528,9
Actifs non produits							
Actifs corporels							
Terrains	126 023,8	131 821,7	136 892,4	140 936,8	144 617,6	148 441,6	152 158,0
dont : terrains agricoles	120 840,1	126 413,9	131 296,8	135 152,5	138 605,4	142 245,3	145 834,9
Actifs incorporels	431,8	444,5	412,8	430,6	401,2	421,2	533,8
Total actifs non produits	126 455,6	132 266,3	137 305,2	141 367,3	145 018,9	148 862,8	152 691,8
Total actifs non financiers	224 963,4	234 861,9	238 475,0	243 745,2	253 310,6	260 123,0	268 129,9
ACTIFS FINANCIERS							
Immobilisations financières	2 064,5	2 142,9	2 178,6	2 276,1	2 261,3	2 253,9	2 272,1
Parts dans les organismes agricoles	1 821,0	1 874,4	1 907,3	1 998,1	2 004,0	2 016,0	2 011,4
Autres	243,5	268,5	271,3	278,0	257,3	237,8	260,7
Valeurs réalisables	11 061,3	13 431,4	13 132,5	13 025,2	13 861,2	14 209,1	14 328,5
Avances et acomptes versés	255,9	293,9	247,5	257,3	222,0	251,7	234,1
Créances d'exploitation	10 805,3	13 137,5	12 884,9	12 767,9	13 639,2	13 957,3	14 094,4
Valeurs disponibles	4 406,6	4 905,2	4 920,4	5 234,2	4 677,8	4 714,1	5 281,2
Total actifs financiers	17 532,4	20 479,5	20 231,5	20 535,5	20 800,3	21 177,0	21 881,9
TOTAL ACTIFS	242 495,8	255 341,4	258 706,5	264 280,6	274 110,9	281 300,0	290 011,8
PASSIFS							
Passifs financiers							
Encours des prêts	29 588,5	30 726,0	31 258,4	31 380,4	33 543,9	35 021,2	34 798,3
Dettes à court terme	12 960,4	13 149,2	13 779,0	13 576,0	14 276,4	14 651,9	14 887,2
Comptes financiers	2 875,1	2 707,3	2 732,0	2 553,7	2 775,3	2 842,7	2 777,7
Compte de tiers	10 085,4	10 441,9	11 046,9	11 022,3	11 501,1	11 809,2	12 109,6
TOTAL ELEMENTS DE PASSIF	42 548,9	43 875,2	45 037,4	44 956,4	47 820,3	49 673,1	49 685,5
<i>Fonds propres</i>	199 946,8	211 466,2	213 669,1	219 324,2	226 290,6	231 626,9	240 326,2
TOTAL PASSIFS	242 495,8	255 341,4	258 706,5	264 280,6	274 110,9	281 300,0	290 011,8
Fonds de roulement net	28 381,3	31 982,7	29 727,8	28 808,9	30 197,2	31 060,3	32 251,4
Besoin en fonds de roulement	26 849,8	29 784,8	27 539,5	26 128,4	28 294,7	29 188,9	29 747,8
Taux d'endettement	17,5%	17,2%	17,4%	17,0%	17,4%	17,7%	17,1%
Indépendance financière	87,1%	87,3%	87,2%	87,5%	87,1%	86,9%	87,4%

Source : Insee

Monde

Janvier

- 1 : L'Union européenne s'élargit à 27 Etats membres avec l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie.
- 10 : La Commission européenne propose, pour les énergies renouvelables, un objectif obligatoire de 10 % de biocarburants dans la consommation européenne d'essence et de gazole pour les transports d'ici 2020 ainsi qu'une proportion de 20 % d'énergies renouvelables dans la consommation énergétique totale de l'UE d'ici 2020.
- 16 : Les experts des Etats membres de l'Union européenne décident de mettre un terme aux tests de détection systématiques instaurés en avril 2005 pour lutter contre la contamination des produits importés des Etats-Unis par du maïs Bt10 (maïs OGM).
- 24 : La Commission européenne propose une réforme du secteur des fruits et légumes visant à réduire les variations de revenus provoquées par les crises, à poursuivre les efforts pour la protection de l'environnement et à supprimer les aides à l'exportation. Les aides aux fruits et légumes transformés seront découplées et transférées dans le régime de paiement unique. Toutes les surfaces de fruits et légumes seraient intégrées dans le régime des aides directes.
Les députés de la commission agriculture du Parlement européen adoptent un rapport sur les biotechnologies favorable aux OGM.
La Commission européenne confirme la découverte du virus H5N1 de la grippe aviaire dans un élevage d'oies hongrois. Le dernier cas relevé en Europe datait du mois d'août 2006.
- 29 : La Commission européenne propose pour 2007/2008 un retrait du marché de 12 % de la production communautaire de sucre sous quota, les abandons volontaires de production restant en-deçà des objectifs du plan de restructuration.

Février

- 3 : Le virus H5N1 est découvert dans un élevage industriel de dindes au Royaume-Uni. C'est le premier élevage touché par ce virus en Grande-Bretagne.
- 14 : Le Parlement européen rejette, pour la deuxième fois, la proposition de modulation volontaire des aides directes présentée par la Commission européenne.
- 15 : La Commission européenne propose de simplifier les règles de l'organisation commune de marché du lait et des produits laitiers. Ces mesures concernent notamment le stockage privé, l'intervention sur le beurre, les aides au lait dans les écoles.
Les ministres de l'UE chargés de l'énergie acceptent la proposition de la Commission sur l'introduction des biocarburants.
- 22 : Le retrait préventif de la production de sucre (deux millions de tonnes pour 2007/2008), décidé par la Commission européenne, sera modulé en fonction du taux de quota déjà abandonné par les différents Etats membres.
- 27 : Les députés européens de la commission agriculture adoptent un rapport sur les conditions d'intégration en 2004 des dix nouveaux pays membres de l'UE à la politique agricole commune, soulignant que les montants des aides directes perçues par ces pays, qui ne rejoindront les montants alloués aux anciens Etats membres qu'en 2013, ne sont pas suffisants pour leur permettre de concurrencer ceux-ci.

Mars

- 9 : Les chefs d'Etat et de gouvernement des pays de l'UE approuvent l'objectif obligatoire de 20 % d'énergies renouvelables dans la consommation énergétique totale de l'UE d'ici 2020. Cet objectif

sera différencié selon les pays pour tenir compte des énergies existantes, notamment de l'énergie nucléaire pour la France.

Le Brésil et les Etats-Unis, qui concentrent 75 % de la production mondiale d'éthanol, signent un accord sur la production et l'utilisation des biocarburants, avec notamment des normes techniques communes.

- 13 : Le Parlement européen accepte la proposition de la Commission européenne visant à réserver la dénomination « viande de veau » à la viande d'animaux de moins de 8 mois, la viande issue de bêtes âgées de 8 à 12 mois devant être appelée « viande de jeune bovin ».
- 16 : La Commission européenne, qui a introduit depuis le 19 octobre 2006 un droit antidumping provisoire sur les importations de fraises chinoises, propose aux Etats membres de pérenniser ces mesures à partir du 19 avril 2007.
- 19 : Les ministres de l'Agriculture de l'Union européenne parviennent à un accord sur un règlement limitant la modulation volontaire des aides directes à deux Etats membres seulement, le Royaume-Uni et le Portugal.

Avril

- 4 : La Commission européenne fixe le montant des pénalités imposées à neuf des dix Etats membres ayant intégré l'UE en 2004 pour avoir constitué des stocks excédentaires de divers produits agricoles avant leur adhésion.
La Commission européenne propose de supprimer, à partir du 1^{er} janvier 2008, les limitations tarifaires et quantitatives encore en vigueur sur les exportations vers l'UE de l'ensemble des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), à l'exception de l'Afrique du Sud.
- 18 : La Commission européenne décide de récupérer un montant global de 285,3 millions d'euros auprès des 14 Etats membres n'ayant pas appliqué correctement les règles de contrôle des dépenses agricoles de l'Union. La France devra un montant de 16,2 millions d'euros.
- 25 : Les experts des Etats membres de l'Union européenne approuvent le projet de la Commission visant à réduire le niveau de contamination des élevages de poulets par des salmonelles à moins de 1 % d'ici à la fin de l'année 2011.

Mai

- 7 : Les ministres européens de l'Agriculture parviennent à un accord sur la directive fixant des règles minimales de bien-être des poulets destinés à la production de viande. Cette directive devrait entrer en vigueur au plus tard en juin 2010.
- 8 : La commission de l'agriculture du Parlement européen adopte un rapport favorable à l'organisation commune unique des marchés agricoles proposée par la Commission européenne.
- 24 : Les experts vétérinaires de l'Union européenne approuvent de nouvelles dispositions visant à contrôler l'évolution de la maladie de la vache folle dans le monde. A partir du 1^{er} juillet 2007, l'Union européenne va aligner son système de surveillance de cette maladie sur les nouvelles procédures simplifiées de l'Organisation mondiale de la santé animale. Les pays seront répartis en trois catégories de risque.
- 31 : Les ministres de l'Union européenne parviennent à un compromis sur une procédure d'autorisation unique pour les enzymes, les additifs et les arômes alimentaires ainsi que sur la création d'une liste des produits autorisés pour ces substances.

Juin

- 6 : La Commission européenne et l'Australie signent un nouvel accord bilatéral sur le commerce du vin. L'autorité européenne pour la sécurité des aliments (EFSA) se prononce en faveur de la vaccination des volailles pour lutter contre la grippe aviaire.
- 7 : Le sommet du G8 aboutit à un accord a minima reconnaissant la nécessité de réduire les émissions polluantes responsables du réchauffement de la planète, à l'horizon 2050.

- 11 : Les ministres de l'Agriculture de l'Union européenne parviennent à un accord sur la création, en 2008, d'une organisation commune des marchés agricoles (OCM unique qui remplacerait les 21 OCM sectorielles existantes) et les 23 actes du Conseil y afférant.
Ils parviennent à un accord sur la traçabilité et l'étiquetage de la viande de jeunes bovins âgés de 12 mois ou moins.
- 12 : Les ministres de l'Agriculture de l'Union européenne parviennent à un accord sur la réforme de l'organisation commune de marché des fruits et légumes proposée par la Commission européenne le 24 janvier.
Ils scellent un accord sur l'agriculture biologique comprenant la création du logo « UE biologique » qui sera obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2009 et fixant à 0,9 % le seuil de contamination par des transgéniques toléré pour les produits biologiques.
- 26 : La Commission européenne décide d'assouplir les règles de contrôle et d'éradication des encéphalopathies spongiformes transmissibles chez les chèvres et les moutons.

Juillet

- 11 : Après le compromis signé le 31 mai par les ministres de l'Union européenne sur les additifs et arômes alimentaires, les députés européens adoptent une série d'amendements à ces projets.
- 17 : Les présidents des groupes de négociation de l'Organisation mondiale du commerce sur l'agriculture ont soumis des projets de compromis dans le cadre du cycle de Doha. Les discussions reprendront le 3 septembre. La présentation d'un texte révisé de compromis sera reportée à l'année 2008.
- 27 : La Chambre des Représentants des Etats-Unis, à majorité démocrate, approuve la loi quinquennale sur l'agriculture américaine, à laquelle l'administration républicaine s'oppose. Le Farm Bill fixe le montant total des subventions pour cinq ans à 286 milliards de dollars. L'administration Bush reproche à cette loi de ne pas réduire les subventions, notamment pour les agriculteurs les plus riches. En attendant de trouver une loi satisfaisant le Congrès et l'administration Bush, la loi-cadre de 2002 sera reconduite jusqu'au 16 mai 2008.

Août

- 29 : La Commission européenne propose une série d'assouplissements du régime de la conditionnalité des aides directes applicables à partir du 1^{er} janvier 2008.

Septembre

- 5 : Le Parlement européen adopte les trois rapports sur la réforme technique de l'organisation du marché du lait proposée en février par la Commission européenne, concernant notamment le stockage privé, l'intervention sur le beurre et les aides au lait dans les écoles.
- 11 : Les Etats membres de l'Union européenne adoptent un projet visant à ajuster les règles de traçabilité pour les sous-produits animaux et à contrer les épizooties qui frappent de nombreux pays européens : la grippe aviaire, la peste porcine, la fièvre aphteuse et la fièvre catarrhale. Ils décident aussi de prolonger l'embargo sur les porcs roumains et bulgares.
- 12 : Le Parlement européen propose de durcir le projet de règlement sur l'autorisation de nouveaux pesticides.
- 13 : La Commission européenne propose de fixer à 0 % le taux de jachère pour l'année 2008.
- 19 : La Commission européenne propose de financer la majeure partie du lancement de Galileo (le système européen concurrent du GPS américain) en prélevant ce montant sur le budget alloué à la politique agricole commune pour les années 2007-2013.
- 28 : La Commission européenne modifie les modalités d'application relatives à la fourniture aux personnes en difficulté de denrées alimentaires provenant des stocks d'intervention. Des facilités de paiement seront accordées aux organismes de distribution gratuite de denrées.
Le Conseil des ministres de l'Union européenne décide de dénoncer le protocole de 1975 régissant les importations communautaires de sucre venant des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

(ACP). Il souhaite remplacer ce régime préférentiel par une ouverture totale du marché de l'Union européenne d'ici 2015.

Le juge des référés du tribunal de Luxembourg suspend en urgence, à la demande de la France, l'application du règlement du 26 juin qui allégeait les mesures de lutte contre les encéphalopathies spongiformes transmissibles chez les moutons et les chèvres.

Octobre

- 9 : Le Conseil des ministres de l'Union européenne adopte, pour le secteur du sucre, les règlements visant à relancer le plan de restructuration et à réviser le régime du retrait qui avaient fait l'objet d'un accord des ministres de l'Agriculture le 26 septembre.
- 17 : Le Comité de gestion des paiements directs confirme la décision de la Commission européenne de réduire de 30 % l'aide spéciale aux cultures énergétiques (45 euros par hectare), du fait du dépassement de la surface maximale garantie en 2007, de façon à ne pas dépasser un budget annuel de 90 millions d'euros.
- 18 : La Commission européenne décide d'accorder des aides au stockage privé de la viande porcine à partir du 29 octobre.
- 22 : Les ministres de l'Agriculture de l'Union européenne parviennent à un compromis pour demander à tous les Etats membres de publier annuellement sur Internet des informations sur les bénéficiaires des aides de la Politique agricole commune (nom de la personne physique ou morale, adresse, montants reçus).
Les ministres de l'Agriculture de l'Union européenne adoptent formellement, après s'être mis d'accord en juin, le règlement sur la création en 2008 d'une organisation commune unique des marchés agricoles se substituant aux 21 OCM existantes. Le Parlement européen avait adopté le 8 mai un rapport favorable à cette création.

Novembre

- 9 : La Commission européenne préconise de maintenir la presque totalité de la réforme de l'organisation commune de marché du coton adoptée en avril 2004 et invalidée en septembre 2006 par la Cour de justice européenne.
- 14 : Les députés européens adoptent le projet de directive sur la protection des sols proposé par la Commission. Ce texte demande de recenser les sites pollués, de déterminer les zones nécessitant une protection particulière et d'inciter à la reforestation.
- 29 : La Commission européenne décide d'accorder des restitutions à l'exportation pour la viande porcine afin de soutenir le marché. Elle met fin au régime d'aide au stockage privé, mis en place le 29 octobre, qui s'est révélé insuffisant pour redresser la situation de crise que traverse la filière porcine.
- 30 : La Commission européenne propose de relever de 24 à 30 mois le seuil d'élimination des matériels à risques spécifiés chez les bovins.

Décembre

- 11 : Les députés européens adoptent la directive sur la qualité de l'air. Ce texte concerne la plupart des activités économiques. Pour l'agriculture, il débouchera sur de nouvelles lois sur la composition des aliments pour animaux et l'utilisation des fertilisants.
- 12 : La Commission européenne adopte une proposition visant à augmenter de 2 % les quotas laitiers à partir de la campagne 2008/2009.
- 19 : Les ministres de l'Agriculture de l'Union européenne parviennent à un accord sur la réforme de l'organisation commune de marché du vin qui entrera en vigueur le 1^{er} août 2008. Cet accord porte notamment sur l'abolition des droits de plantation à partir de 2015 (sachant que ceux-ci pourront être maintenus au niveau national jusqu'en 2018), sur un programme d'arrachage de 175 000 hectares d'une durée de trois ans, sur les pratiques œnologiques (la chaptalisation étant maintenue) et sur l'étiquetage.
Les ministres de l'Agriculture de l'Union européenne parviennent à un compromis sur une législation favorisant l'utilisation raisonnée des pesticides.

Les experts vétérinaires de l'Union européenne approuvent la proposition de la Commission européenne visant à renforcer les restrictions et les contrôles sur les importations de bœuf en provenance du Brésil.

France

Janvier

- 1 : La libéralisation du secteur de l'insémination artificielle entre en vigueur. Le nouveau dispositif met fin au monopole qu'avaient les coopératives d'insémination animale depuis la loi sur l'élevage de 1966.
- 24 : La France présente à la Commission européenne un plan de dépollution des cours d'eaux bretons qui ont des teneurs en nitrates excessives, faute de quoi la France serait condamnée à une amende de plus de 120 millions d'euros.
- 31 : Les élections aux chambres d'agriculture sont clôturées. La FNSEA obtient 55 % des voix. La Confédération paysanne obtient 26 % des voix, elle reste le deuxième syndicat, mais perd 7 % des voix entre 2001 et 2007. La Coordination rurale passe de moins de 13 % des voix en 2001 à près de 19 % en 2007.

Mars

- 20 : La France transpose la directive européenne 2001/18 relative aux essais en plein champ et aux mises en culture d'OGM. Le droit français intègre désormais les règles européennes d'autorisation et de contrôle des cultures OGM. Les agriculteurs qui sèmeront des OGM seront tenus de le déclarer à l'administration.

Avril

- 10 : Le ministre de l'Agriculture annonce des mesures pour soutenir la trésorerie des producteurs de légumes d'hiver : un montant d'aides de 3 millions d'euros et un report de charges sociales de 4,5 millions d'euros.
- 26 : Le décret 2007-596 rénove les conditions de prescription des médicaments vétérinaires.

Juillet

- 19 : Les éleveurs de ruminants (bovins, ovins et caprins) vont participer au financement du Service public d'équarrissage (SPE) pour un montant de 32 euros par tonne de cadavres collectés à la ferme. Ainsi, sur les 150 millions d'euros de coût global annuel du SPE, 12 millions seront pris en charge par les éleveurs.
- 27 : Le ministre de l'Agriculture établit un nouveau texte régissant la lutte contre la chrysome qui assouplit les règles en vigueur depuis l'arrêté du 22 août 2002. Ce nouvel arrêté permet aux préfetures d'ajuster les mesures de lutte en fonction des impératifs locaux.
- 31 : Le virus H5N1 de la grippe aviaire revient en Moselle. Deux cygnes sont morts.

Août

- 9 : La France décide de lever toutes les restrictions sur les rassemblements d'animaux, notamment sur les foires aux bestiaux, décidées après l'apparition de cas de fièvre aphteuse en Grande-Bretagne. Cette décision, valable à compter du 10 août, est prise suite à un avis favorable de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments.

- 17 : L'ouragan Dean détruit la récolte de bananes des Antilles.
- 23 : Le ministre de l'Agriculture annonce un plan de soutien pour la filière des veaux de boucherie. Ce plan permettra d'alléger les charges d'emprunts des éleveurs et d'aider les entreprises en difficulté. La crise que subit cette filière depuis plusieurs mois est due à la flambée du prix de la poudre de lait écrémée, à la hausse des coûts de production et à la baisse de la consommation.
- 30 : Le ministre de l'Agriculture annonce un plan de soutien pour la filière des ovins. Ce plan permettra d'alléger les charges d'emprunts des éleveurs et de soutenir les démarches de qualité.

Septembre

- 4 : Le ministre de l'Agriculture annonce le déblocage d'une enveloppe de 2 millions d'euros pour aider les éleveurs les plus touchés par la fièvre catarrhale ovine.
- 20 : Le ministre de l'Agriculture annonce de nouvelles mesures de soutien d'un montant de 13,5 millions d'euros pour aider les éleveurs affectés par la fièvre catarrhale ovine.
- 28 : Le ministre de l'Agriculture annonce un dispositif pour augmenter la production laitière dans la limite du quota national. En effet, la France est en sous-réalisation de son quota dont la référence a augmenté de 0,5 % pour 2007. Les éleveurs qui le souhaitent pourront accroître leur production au-delà de leur référence individuelle.

Octobre

- 3 : L'INRA, le ministère de l'Agriculture et l'office Viniflor signent une charte de lutte contre la sharka, virus qui compromet la production de pêches-nectarines, abricots et prunes. Les producteurs refusent de signer cette charte qui, selon eux, ne propose pas de moyens suffisants.
- 26 : A l'issue de la dernière table ronde du Grenelle de l'environnement, le ministre en charge de l'environnement annonce le lancement d'une expertise sur le bilan écologique et énergétique des biocarburants de première génération. Cette expertise devra déterminer la part de biocarburants dans le portefeuille énergétique français. La culture commerciale des maïs transgéniques sera suspendue et un plan de réduction de l'usage des pesticides sera proposé.

Novembre

- 8 : Le ministre de l'Agriculture annonce que le gouvernement va proposer, comme en 2005 et 2006, des mesures d'allègement de la TIPP qui seront inscrites dans la Loi de finances de 2008.

Décembre

- 3 : Le ministre de l'Agriculture annonce la mise en œuvre de trois projets pour relancer la consommation de fruits et légumes, notamment dans les écoles. Un budget de deux millions d'euros est prévu pour ces projets.
- 6 : Sur le dossier des OGM, un arrêté qui suspend la vente de semences de maïs MON810 et un décret qui institue la préfiguration d'une haute autorité sur les OGM sont publiés au Journal officiel.